ANNEE 2012

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

XI^e LEGISLATURE

JOURNAL DES DEBATS

SESSION ORDINAIRE UNIQUE DE L'ANNEE 2008-2009

COMPTE RENDU IN-EXTENSO

SEANCE DU MERCREDI 17 JUIN 2009

MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DE L'HYDRAULIQUE
ET DE L'ASSAINISSEMENT

Pages

1- Membres du Gouvernement présents.....	02
2- Ouverture de la séance	02
3- Discussion générale.....	09
4- Fin de la Séance.....	131

Secrétaires élus

-Monsieur Joseph NDONG

-Madame Aminata DIALLO

Présidence de

Monsieur Mamadou SECK,

Président

SEANCE PLENIERE DU MERCREDI 17 JUIIN 2009

(La séance est ouverte à 11h00)

- 1 -

Membres du Gouvernement présents

Sont au banc du Gouvernement :

- Monsieur Oumar Sarr, Ministre d'Etat, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;
- Monsieur Faustin Diatta, Ministre des Affaires sociales et des Relations avec les Institutions.

-2-

Ouverture de la séance

MONSIEUR LE PRESIDENT

Mesdames, Messieurs,

La séance est ouverte.

Chers Collègues, j'ai reçu la lettre de démission de notre collègue Alioune Cissé et celle de Habib Mbaye suppléant sur la même liste. Acte

leur est donné de leur démission qui sera nommée à Monsieur le Président de la République.

Je vous informe que Alioune Cissé a démissionné parce qu'il est nommé Directeur Général de l'ANCAR.

Habib Mbaye a également démissionné parce qu'il est conseiller à la Présidence de la République. Donc, en vue de pourvoir à cette vacance, j'invite, conformément aux dispositions de l'article L146 du Code électoral, Monsieur Ibrahima Tounkara suppléant sur la même liste à venir occuper sa place dans l'hémicycle.

En application des mêmes dispositions, je demande à Monsieur Serigne Mbaye Dia de venir occuper la place de notre collègue Thierno Lô, nommé Ministre.

Huissiers !

[Installation des nouveaux députés dans l'hémicycle.]

Par ma voix, l'Assemblée nationale vous souhaite la bienvenue.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi 67/2008 portant Code de l'Assainissement.

La parole est à notre collègue Amadou Dia, rapporteur de la Commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Équipement et des Transports.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'État,

Monsieur le Ministre,

Chers Collègues,

La Commission de l'Urbanisme, de l'Habitat et des Transports s'est réunie le vendredi 12 juin 2009 à la salle de la Commission des Finances, sous la présidence de Madame Seynabou Wade, Vice-

présidente de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 67/2008 portant Code de l'Assainissement.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Oumar Sarr, Ministre d'Etat, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement et par Monsieur Faustin Diatta, Ministre des Affaires Sociales et des Relations avec les Institutions.

Ouvrant la séance, Madame la Vice-Présidente a souhaité la bienvenue à Monsieur le Ministre d'Etat et à son Collègue avant de lui donner la parole pour la présentation de l'exposé des motifs.

Abordant le projet de loi, Monsieur le Ministre d'Etat dira que l'Etat du Sénégal s'est engagé, depuis 2005, dans le processus de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement par la réduction de la pauvreté en permettant l'accès aux services sociaux de base, telle que la couverture des besoins en assainissement.

Monsieur le Ministre d'Etat précisera que, en 2004, Monsieur le Président de la République en a fait une des principales priorités.

Partant de cette forte volonté politique, des financements importants ont permis de mettre en place le programme Eau à long terme (2002-2009) et le programme d'Eau potable et d'Assainissement du millénaire (2005-2015). Ces efforts se mesurent par les performances à atteindre : passer de 57 % en 2004 à 78 % en 2015.

Plusieurs centres urbains sont équipés déjà de réseaux de drainage des eaux pluviales. L'assainissement rural n'est pas laissé en reste ; la barre doit passer de 17 % en 2004 à 59 % en 2015 et c'est possible, dira Monsieur le Ministre d'Etat.

Il précisera également que le Gouvernement, conscient que le manque d'assainissement rural peut être source d'une forte prévalence de maladies, a décidé d'en faire une priorité.

Ce présent Code unique et harmonisé aidera à mieux gérer ce domaine vital pour la santé et le bien-être des populations, dira Monsieur le Ministre d'Etat qui ajoutera que l'Etat, tout en assurant la fonction d'Autorité déléguante des services publics de l'eau et de l'assainissement

collectif, ouvre cette brèche pour faire participer toute personne morale et partager une partie de ses pouvoirs.

Le souci du Gouvernement étant que tout acteur puisse jouer sa partition dans un cadre organisé, conclura Monsieur le Ministre.

Reprenant la parole, après l'exposé des motifs, Madame la Vice-présidente, après avoir remercié le Gouvernement pour l'heureuse initiative qu'il a prise en mettant ce Code de l'Assainissement à la disposition des Sénégalais, a donné la parole à vos Commissaires qui ont fait part de leurs observations et posé de nombreuses questions relatives :

- à la gestion des eaux pluviales ;
- à l'arrêt ou retard dans l'exécution des projets à Pikine et Mbour ;
- au manque d'assainissement à Dakar et dans les zones rurales ;
- aux déchets hospitaliers ;
- aux maladies hydriques.

Répondant aux questions de vos Commissaires, Monsieur le Ministre d'Etat se félicitera de la qualité des débats et de l'intérêt porté au projet de loi.

- Sur la question relative à la gestion des eaux pluviales, Monsieur le Ministre d'Etat précisera que le Code des Collectivités locales en matière d'assainissement des eaux pluviales explique la compétence des uns et des autres. Il dit de manière générale que c'est aux Maires d'assurer la police, la prévention et le cadre de vie. Donc, la gestion des inondations leur incombe. L'Etat est souvent intervenu par ses propres moyens pour régler le problème des inondations en mettant en place le Plan ORSEC, après constat de catastrophe.
- Concernant l'arrêt ou le retard dans l'exécution des projets d'assainissement à Pikine et Mbour, Monsieur le Ministre d'Etat apportera les précisions suivantes :

1) Pour Pikine

- Concernant la station des Niayes, le marché est adjudgé. L'entreprise a perçu une avance et les travaux vont démarrer incessamment.
- Concernant Gouye Sapoute, le projet de station de pompage est plus compliqué. Il faut le reconcevoir pour tenir compte des eaux provenant de Mame Diarra. Il faut des moyens complémentaires. Une demande sera envoyée au Maire de Pikine. Le coût de l'ouvrage est estimé à plus de 1,8 milliard.
- Concernant les trous ouverts laissés en bordure de route à Thiaroye, Monsieur le Ministre d'Etat a promis de procéder à une vérification pour régler le problème avec l'entreprise SATAR et d'y revenir en plénière.
- Pour les autres projets : Dalifort et Waruka, l'Etat est en train de les boucler et les transmettra au Maire de Pikine pour financement.

2) Pour Mbour

- Monsieur le Ministre d'Etat précisera que Mbour fait partie du lot des cinq villes (Mbour, Tivaouane, Richard Toll, Mbacké et Diourbel) retenues dans le programme d'assainissement en zone rurale.

Un premier projet d'assainissement des eaux pluviales a été réalisé depuis un an pour régler les inondations du centre ville.

Seule Saly possède une petite station de traitement des eaux usées.

L'Etat vient de signer une convention avec l'Union Européenne qui a accepté de financer le dossier des cinq villes, c'est un package.

L'Etat attend l'avis de non objection du bailleur pour lancer l'appel d'offres et choisir l'entrepreneur pour la réalisation des stations d'eaux usées. Il rappelle que c'est un projet de l'ancien Maire de Mbour.

- Revenant sur la question relative à l'assainissement pluvial de Dakar posé par vos Commissaires, Monsieur le Ministre d'Etat reconnaît que beaucoup a été fait : tout le monde sait qu'il y a moins d'eaux stagnantes après les pluies. Le problème est plus ou moins géré dans tous les quartiers de Dakar.

Des dossiers sont en phase de finalisation dans certains quartiers. L'exemple du Canal IV est là ; il faut qu'il soit un peu plus bas pour permettre à l'eau d'aller à la mer.

Le curage des canaux à ciel ouvert a toujours été du ressort de la ville. C'est leur responsabilité, indiquera Monsieur le Ministre d'Etat.

Il informera que, dans l'ensemble, tout se passe bien mais exhortera cependant les Maires des Communes d'arrondissement à signer éventuellement une convention d'accompagnement avec l'ONAS. Les projets leur ont été transmis.

Monsieur le Ministre d'Etat dira également qu'il a signé avec ses collègues des Collectivités locales et des Finances, et la direction de l'ONAS, un contrat de performance pour la gestion des eaux pluviales.

C'est pourquoi, il demande aux Collectivités locales d'en faire autant. Des projets de convention ont été envoyés à celles qui en ont fait la demande auprès de son Ministère. Il appartient aux Communes de rechercher les moyens. Pour l'instant, tout est supporté par l'ONAS sans budget additionnel.

Suite aux questions posées par vos Commissaires, Monsieur le Ministre d'Etat reconnaît que l'assainissement rural est très peu développé. Il était de 17 % en 2004, et l'objectif était de le porter à

59 % en 2005.

Des projets sont déposés au niveau des bailleurs pour financement. Sur les 600 milliards prévus, 315 milliards sont déjà disponibles pour le financement de l'assainissement et de l'hydraulique ; les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) de 2015 étant chiffrés à 615 milliards.

L'objectif pour le Gouvernement c'est d'installer dans chaque village un assainissement autonome avec édicules publics et des toilettes dans les écoles

Les perspectives sont intéressantes et la gestion se fera dans le temps, ajoutera Monsieur le Ministre d'Etat.

- Pour l'hydraulique rurale, l'Etat fera en sorte que partout, dans chaque village, on puisse boire de l'eau potable. Toutes les informations sont réunies, dira Monsieur le Ministre d'Etat.
- Répondant aux inquiétudes de vos Commissaires face aux déchets hospitaliers, Monsieur le Ministre d'Etat rappellera qu'une loi sur la gestion des déchets hospitaliers existe. Elle avait été présentée, l'année dernière, en Conseil des Ministres. Il s'agit plutôt de voir si, dans la pratique, elle est appliquée. Il précisera que le ministère gère l'assainissement liquide à travers l'ONAS. Pour l'assainissement solide, le ministère a comme appui l'APROSEN. Le ministère gère ces deux côtés de l'assainissement.

D'ailleurs, sur ce point précis des déchets hospitaliers, la gestion revient plutôt au Ministère de la Santé.

Toujours face aux inquiétudes manifestées par vos Commissaires, Monsieur le Ministre d'Etat se veut rassurant pour le cas des maladies d'origine hydrique.

Il a espoir qu'avec cet outil-là (Code de l'Assainissement), il est maintenant possible de gérer plus durablement malgré les problèmes de santé que cela pose. Mais, encore une fois, Monsieur le Ministre reste confiant car, depuis 2003-2004, des efforts considérables ont été faits, en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales à Dakar.

Satisfaits des réponses apportées à leurs questions, vos Commissaires ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi n° 67/2008 portant Code de l'Assainissement et vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève de votre part aucune objection majeure.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie Monsieur le rapporteur.

Monsieur le Ministre avez-vous des observations à faire sur le rapport?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

A la page 5, il est écrit: « La gestion des inondations leur incombe ». Je pense que, c'est: « la prévention des inondations leur incombe ». Ensuite à la page 7, à la fin la dernière phrase: il était de 17% en 2004 l'objectif était de les porter à 59%, non pas en 2005, mais en 2015. La dernière partie ajoutée oralement ne concerne pas le Code de l'Assainissement mais concerne plutôt le Code de la Construction.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Chers Collègues avez-vous des observations à faire sur le rapport?

Il n'y en a pas.

Monsieur le Rapporteur, vous avez la parole.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je tiens compte des remarques qui sont faites et c'est vrai que j'ai dit : « Dans le cadre du Code de la Construction pour ce qui est de l'Inspection Générale des Bâtiments. » Merci, Monsieur le Président.

-3-

Discussion générale

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Rapporteur.

La discussion générale est ouverte sur les conclusions de la commission.

Quels sont ceux qui souhaitent prendre la parole ?

Voici la liste des orateurs :

Moussa CISSE n°1

Joseph NDONG

Famara SENHOR

Bocar Sadikh KANE

Balla Moussa DAFPE

Mamadou Moustapha dit Djamil DIOP

Ousmane GUEYE

Abdoulaye SENE

El Hadji Malick DIOP

Sidy SALL

Amadou DIARRA

Ahmed FALL

Amette Saloum BOYE

Masseck GUEYE

Abdoulaye BABOU

Astou Kane SALL

Doudou WADE

La liste des orateurs est close.

La parole est à notre collègue Moussa Cissé N°1.

MONSIEUR MOUSSA CISSE N°1

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Mes chers Collègues,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, renouveler mes félicitations et mes encouragements à l'endroit du Ministre d'Etat et à l'ensemble de ses collaborateurs pour le travail qu'ils sont en train de mener dans le domaine qui leur a été confié par le Président de la République et, nombreux sont les Sénégalais qui apprécient la qualité du travail que vous êtes en train de faire, aussi bien dans le domaine de l'habitat que dans vos autres domaines.

Je tenais vraiment à vous le dire parce que les témoignages sont unanimes sur la qualité de votre travail.

Je voudrais aussi saluer le projet de loi que nous examinons et je pense que compte tenu de ce qui s'est passé ces dernières années dans nos villes particulièrement à Dakar, il est bon que nous nous dotions d'un Code de la Construction pour améliorer les conditions dans lesquelles les Sénégalais sont logés et je salue toutes les mesures qui ont été prises dans le cadre de ce Code. Toutefois, je voudrais souligner un manquement en dehors de la Construction, il s'agit des aménagements dans les quartiers. J'ai constaté que dans beaucoup de quartiers, surtout au niveau des HLM et des SICAP, les habitants se permettent de construire des trottoirs, sans tenir compte des limites. Certaines prennent jusqu'à deux mètres et construisent parfois des trottoirs très élevés, empêchant la libre circulation des véhicules et des piétons ; je pense qu'il serait aussi bon de réglementer à ce niveau, pour que chacun puisse savoir où est-ce qu'il doit limiter ses trottoirs, ses aménagements d'espaces verts pour permettre une fluidité de la circulation à l'intérieur même des quartiers. Dans certains quartiers les rues sont devenues impraticables à cause de leur étroitesse, parce que chacun se permet de faire ce qu'il veut. Je pense que, à ce niveau, il y a lieu de réglementer pour éviter les difficultés que nous rencontrons dans certains quartiers de Dakar.

Je voudrais vous remercier encore une fois, de la façon dont vous êtes en train de mener les projets qui vous ont été confiés.

Je vous remercie, Monsieur le Président

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, cher Collègue.

Je pense que l'on a trois projets de loi, on passe de l'un à l'autre, à moins que vous ne vouliez discuter des trois en même temps.

On aurait pu le faire mais pour le moment ce n'est pas le cas, donc on s'en tient au Code de l'Assainissement pour gagner du temps.

La parole est à notre collègue Joseph NDONG.

MONSIEUR JOSEPH NDONG

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Je voudrais évoquer le problème de Joal Fadiouth pour souligner quelques points. Je crois qu'il y a une urgence très importante à assainir Fadiouth. C'est une île et comme vous le savez, la hauteur au niveau des habitations n'est pas très élevée. Alors, il faut vraiment que cela puisse être assaini pour que nous puissions réussir à garder un environnement convenable dans cette zone, particulièrement pour ce qui concerne la pêche. Vous savez que c'est très important.

L'autre problème et je voudrais, à ce niveau, souligner que c'avait été une promesse du Président de la République à Joal cette fois-ci, ce qui se pose c'est la question de l'assainissement toujours parce que la nappe d'eau n'est pas très profonde. La question de creuser tout le temps des latrines dans ces zones pose quelques difficultés. Mais, le problème majeure qui se pose, je crois, à Joal Fadiouth est la question de la gestion des eaux de pluies. Il y a beaucoup de problèmes qui se posent à nous et je crois que Mbour est parfois même mieux loti que

Joal Fadiouth de ce côté-là. Alors, il urge vraiment de faire quelque chose et d'arriver à sortir de l'eau des quartiers comme Darou Salam parce l'hivernage commence. Vous allez voir dès qu'il y aura deux pluies, Darou Salam sera dans l'eau. Il faut vraiment prendre des mesures assez urgentes. On a parlé, dans le cas de l'urbanisme, de certaines décisions qui ont été prises, concernant certaines zones qu'on pourrait réserver à ces populations pour pouvoir assainir justement ces quartiers. Je crois qu'il est urgent de faire quelque chose. Voilà ce que je voulais dire, Monsieur le Ministre d'Etat. Je vous remercie beaucoup.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

Je donne la parole à notre Collègue Famara SENGHOR.

Il n'est pas là.

Je donne la parole à notre collègue Bocar Sadikh KANE.

MONSIEUR BOCAR SADIKH KANE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, encore une fois, nous vous remercions très sincèrement comme j'ai l'habitude de le faire à chaque fois que vous êtes ici devant les Honorables Députés que nous sommes.

Ce projet de loi vient à son heure. Etant ancien maire d'une ville qui avait et qui continue à avoir des problèmes d'assainissement et ayant vécu sur place tous ces problèmes de coordination et d'unification des centres de décision, je dis encore une fois que ce projet de loi vient à son heure.

L'assainissement, vous l'avez si bien dit dans l'exposé des motifs, et comme l'a si bien souligné, dès l'entame de son mandat, son Excellence Maître Abdoulaye Wade, est la priorité des priorités. Je pense, et là également je l'ai souvent dit dans certaines rencontres, que le problème de développement à la base c'est le problème du cadre de vie ; et qui parle de cadre de vie, pense absolument à l'assainissement. Tous les problèmes de santé publique que nous connaissons au niveau de la banlieue ont pour origine première les problèmes d'assainissement d'une manière générale, que ce soit dans les habitations installées dans les bas-fonds, que ce soit dans les habitations régulières mais n'ayant pas un système de branchement à l'égout, le problème est le même. Puisque, à force de déverser les eaux dans des fosses qui sont mal conçues et parfois même, vous le savez aussi bien que moi, les populations ont des problèmes pour gérer financièrement l'évacuation de ces fosses. Il arrive qu'elles utilisent du personnel nuitamment pour creuser à côté des maisons et y verser les eaux usées des fosses. Et tout cela cause des problèmes de santé publique. C'est la raison pour laquelle nous sommes très satisfaits de cette loi ; maintenant, l'application que l'on en fera c'est cela qui va être le problème. Je pense que les élus, les députés et sénateurs, les maires, les présidents de régions et de communautés rurales que nous sommes, ensemble nous nous emploierons à vous accompagner pour que ce projet de loi puisse être d'une grande utilité au niveau de notre pays.

Monsieur le Ministre d'Etat, dans le texte, on a parlé du Plan directeur d'urbanisme. Je pense que le Plan directeur d'urbanisme 2000-2025 n'est pas encore finalisé. Et dans le Code de l'Assainissement, il est dit quelque part que les collectivités locales se chargeront, en ce qui concerne les communes, de mettre en place un Code de l'Urbanisme pour l'assainissement ; en ce qui concerne les communautés rurales un Code de l'hydraulique et d'assainissement et on a dit que ces deux Codes doivent être articulés au Code de l'Urbanisme.

Je pense que, pour qu'il y ait une harmonie et une continuité dans l'action et que l'on n'ait pas de problèmes, il va falloir très rapidement finaliser le projet du Plan d'urbanisme de toutes les régions et avoir un programme d'assainissement nationale pour que toutes les interventions

puissent être bien coordonnées et que le travail soit un travail scientifique, un travail organisé. Quelque part aussi, je pense qu'il y a un de mes collègues qui l'a dit ici un jour, les commandes de l'Etat sont parfois détournées selon la tête du client, si je puis m'exprimer ainsi ; parce que quelque part, on a un responsable qui est influent, on transfère les projets dans telle ou telle autre direction. Je pense qu'il va falloir qu'on rompt avec ces pratiques et qu'on revienne à l'orthodoxie de l'administration, que tout soit planifié, que tout soit programmé et que ce ne soit pas perturbé par des soulèvements à gauche ou par l'influence de telle, ou telle autre autorité.

Monsieur le Ministre, au niveau de la banlieue, comme vous le savez depuis 2005 avec le Plan jaxaay, il y a des ouvrages d'assainissement qui ont été réalisés et je pense que... .

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, mon cher collègue. Votre temps de parole est épuisé.

La parole est à notre collègue Moussa DAFPE.

MONSIEUR MOUSSA DAFPE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat, c'est l'occasion pour moi de vous renouveler mes félicitations. Vous êtes parmi les Ministres de la République qui, continuellement, assument leur mission avec rigueur mais, vous avez également l'avantage d'être Maire. Vous avez donc une compréhension des problèmes d'assainissement au même titre que certains collègues députés qui ont la casquette de maire en même temps, dont Bocar Sadikh.

Pour ma part, je voulais également féliciter le Chef de l'Etat et le Premier Ministre, d'avoir mis un peu plus de cohérence dans la gestion de votre département, en renforçant vos responsabilités au niveau de

l'hydraulique rurale parce que cela faisait un peu désordre. Je pense que c'est une bonne chose ; en tous cas, cela permet un peu de mieux gérer ce côté dont on a parlé justement en termes d'assainissement rural qui était un peu laissé pour compte, au même titre que l'hydraulique rurale qui était, dans sa gestion, tombée en panne avec tous ces forages qui sont actuellement aux arrêts dans certains de nos villages. Il est bon que des mesures soient rapidement prises pour les rendre fonctionnels parce que l'Etat investit des milliards de francs pour des forages qui sont actuellement non fonctionnels et vraiment la vie des populations est très difficile.

Donc, je voudrais vous remercier pour tout ce que vous allez entreprendre dans le cadre de ce Code de l'Assainissement, essayer de rattraper un certain nombre de choses et, au bénéfice des populations rurales. Parce que par rapport à ce faux débat qui est aujourd'hui suscité, concernant les inondations, relativement aux compétences et aux responsabilités des Collectivités locales par rapport à l'Etat, on oublie souvent que lesdites collectivités locales sont un démembrement de l'Etat, une délégation de responsabilités. Mais, tout relève en dernier ressort de l'Etat central ; et, la preuve vous-même, vous êtes dépassés. Quand il s'agit des inondations, genre catastrophe, c'est le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur qui gère pour le compte de l'Etat. Donc, c'est au-delà de vos compétences, quand il s'agit de catastrophe. Quand on dit, et vous avez bien fait de rectifier dans le texte, qu'il s'agit de gestion préventive des inondations, de manière à habiter, bien sûr, il y a un minimum, Monsieur le Ministre d'Etat, il faut aussi que les Sénégalais changent de comportement parce que, même quand il y a des ouvrages qui sont réalisés avec tous les milliards que cela nécessite, quand vous voyez Dakar aujourd'hui avec le canal IV, qu'on a cité dans le texte, les ordures qui sont dedans, ce n'est pas possible, on ne comprend pas, c'est un problème de comportement du Sénégalais, les maires n'y pourront rien, l'Etat n'y pourra rien tant que le Sénégalais ne changera pas de comportement. Tant que tout le monde dira, bon c'est à l'Etat, on fait ce qu'on veut, on jette n'importe quoi dans les canaux qui sont déjà bouchés partout. Avant l'hivernage, il n'y a rien et toutes ces opérations coups de poing, d'assainissement qui se font dans nos villages, souvent au relent politique, ce que moi je n'apprécie pas du tout d'ailleurs, je crois qu'il vaut mieux planifier dans le temps, avant l'hivernage que des

opérations soient suivies avec l'aide en particulier de l'APROSEN que j'apprécie beaucoup, mais je crois qu'il faut qu'ils s'étendent, qu'ils n'attendent pas que le maire demande, il faut qu'ils planifient leurs interventions et que ce soient les maires les mieux nantis qui demandent, qui interviennent ou les responsables les plus engagés. Je crois qu'il faut systématiquement faire en sorte que l'APROSEN étende ses actions dans l'ensemble des collectivités, qu'elles soient urbaines ou rurales.

Vraiment, je voulais attirer votre attention sur cela pour que nous puissions régler ce problème d'assainissement, mais je crois qu'il faut éviter de politiser ce problème des inondations.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Mamadou Moustapha dit Djamil DIOP.

MONSIEUR MAMADOU MOUSTAPHA DIT DJAMIL DIOP

(Intervention en wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

Je demande aux collègues de rester vraiment sur le débat, sur le texte.

Je pense que sur les activités du Ministère, on aura bientôt l'occasion de discuter à travers le budget, ou autres tous les problèmes. C'est l'examen du Code de l'Assainissement, qui constitue notre ordre du jour ; vraiment ; je voudrais qu'on ne perde pas de temps sur beaucoup de choses qui devraient être discutées à mon avis dans un autre cadre, s'il vous plaît.

La parole est à notre collègue Ousmane GUEYE.

MONSIEUR OUSMANE GUEYE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Je voudrais tout simplement suggérer que vous ajoutiez sur les priorités concernant les villes de Dakar et autres, la ville de Kaolack et celle de Nioro du Rip où l'on note chaque année, pendant l'hivernage, des accidents mortels et des quartiers engloutis par les eaux qui causent encore beaucoup de dégâts sur la santé des populations.

Pour ce qui concerne Mbour, c'est le cas de Saly, heureusement que vous avez bien dit : « la petite station de traitement des eaux ». Cette petite station ne règle rien, Monsieur le Ministre d'Etat, quand on sait qu'il y a beaucoup d'hôtels dans la station balnéaire de Saly. Tous les hôtels de la place déversent leurs eaux usées dans cette petite station. Le problème ne peut pas être réglé, donc il faut tenir compte de ces cas de la petite station de Saly parmi les priorités.

Il s'y ajoute que, chaque hivernage, les populations riveraines subissent beaucoup de marques parce que là, c'est un débordement et les eaux viennent même jusque dans les maisons. Je voudrais tout simplement parler de ces cas.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Abdoulaye Sène.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Merci bien, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Chers Collègues,

Je voudrais d'abord, Monsieur le Ministre d'Etat, à l'entame de mon propos, vous féliciter et vous remercier pour une question sur laquelle je suis souvent revenu ici. C'est une question relative au rejet sauvage d'eaux brutes que nous avons enregistré au niveau de la plage des Parcelles assainies de l'Unité 15 et je puis vous dire que, depuis quelques temps, une solution définitive a été trouvée et je voudrais vous dire combien nous en sommes satisfaits et combien nous sommes disposés à tresser pour cette fois des lauriers à l'ONAS.

Monsieur le Ministre d'Etat, pour ce qui est du texte et pour rester dans les directives de Monsieur le Président, je voudrais simplement me réjouir également de la nouvelle configuration de votre département ministériel. Avec le regroupement du secteur de l'eau : eau potable - eau usée, avec le regroupement de la construction et de l'urbanisme, se dessinent véritablement des perspectives très intéressantes pour la prise en charge de grands problèmes, notamment les problèmes liés aux inondations. Parce que nous savons tous que c'est là un problème qui intéresse plusieurs secteurs et le fait de les regrouper, de les mettre en concertation et en coordination permanente devrait nous permettre de trouver plus facilement des solutions efficaces.

Je voudrais néanmoins, en regardant le texte, vous interpeller Monsieur le Ministre d'Etat, sur deux articles : L'article L28 et l'article L68. Et je dirai simplement l'article L68 parce qu'il reprend plus ou moins l'article L28 : « Les eaux pluviales sont collectées en aval de leur rejet par les ouvrages du domaine public. Les Ministres chargés de l'Assainissement des Travaux routiers, de l'Habitat, de l'Hydraulique, de l'Environnement ainsi que les collectivités locales sont responsables chacun en ce qui le concerne des études, de la réalisation, de l'entretien et de la maintenance des ouvrages. » Il est évident que dans une telle formulation les interprétations ne peuvent être que multiples. C'est heureux que dans le texte l'on ait ajouté que les conditions et la nature des tâches dévolues seront précisées par décret. On ne peut pas trancher ce débat aujourd'hui parce que les textes, ceux qui existent présentement, n'ont pas tranché le débat. Que ce soit dans le Code des

Collectivités locales, que ce soit dans le Code de l'assainissement, les choses sont très ouvertes. Je pense qu'il y a urgence à mettre en chantier la négociation pour trancher définitivement cette question. La question des eaux pluviales est extrêmement importante eu égard aux conséquences que cela peut poser : inondation et autre. Mais, c'est une question très complexe parce que nous n'avons pas une maîtrise des paramètres qui conditionnent la gestion de cette question. Nous ne commandons pas la pluie. Nous n'avons qu'une maîtrise très faible de l'évolution des surfaces imperméables et nous avons une faible maîtrise sur les questions liées à la voirie et autres.

Aujourd'hui, au lieu effectivement de parler toujours d'inondations, on parle d'inondations en en dévoyant un peu le cadre, parce que quand même il y a des situations chroniques. Quand le Toucouleur me dit avant-hier à la radio : vous voyez, là où je suis, je suis inondé depuis un an. Ce n'est plus de cette inondation dont il s'agit. C'est lui-même qui s'est inondé. Parce qu'il est allé s'installer dans une zone manifestement inondable. Je pense qu'il faut trancher cette question : les situations chroniques, les situations épisodiques et les situations accidentelles, à partir de là, on pourra mieux cerner la question et voir comment redistribuer les responsabilités. Mais, il est évident que, aujourd'hui, avec un Ministère de l'Urbanisme qui est la clé de voûte de la solution à la question, la gestion des inondations : c'est d'abord une question de prévention.

C'est donc une question d'urbanisation. Il faut que, en amont on puisse gérer cette question en faisant la concertation qu'il faut, en articulant l'installation des établissements humains avec le développement des réseaux, mais également en faisant en sorte que la gestion des autres paramètres puisse être mieux intégrée ; notamment, en matière de nettoyage ou autres. Quand vous voyez aussi certains de nos égouts, ou certains des canaux d'évacuation des eaux pluviales avec tout ce qui y entre et qui n'était pas prévu, on se rend compte qu'on ne peut pas régler cette question.

A mon avis, Monsieur le Ministre d'Etat, pour terminer là-dessus, je pense que cette question est extrêmement importante, délicate. Elle nécessite beaucoup de formation et des formations. On se trompe sur beaucoup de choses. Elle nécessite également beaucoup de

concertation, mais elle nécessite surtout un traitement en amont, donc une urbanisation que l'on doit reformuler, qu'on doit reprendre en mettant en avant les responsabilités de tous les acteurs.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci beaucoup cher Collègue.

La parole est à notre Collègue El Hadj Malick Diop.

MONSIEUR EL HADJ MALICK DIOP

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Chers Collègues.

Monsieur le Ministre d'Etat, je commencerai par vous féliciter. Je n'ai pas eu l'occasion de le faire, pour les très bons résultats que vous avez obtenus aux élections locales et votre reconduction à la tête de la Commune de Dagana. Je voudrais aussi féliciter tous vos Collaborateurs, puisque aujourd'hui, nous sommes dotés d'arsenal législatif qui couvre bien tout le secteur. Aujourd'hui, nous avons un Code de l'Urbanisme, il y a le Code de l'Assainissement. On va vers un Code de la Construction. Et je pense qu'il faudrait, Monsieur le Ministre d'Etat, penser à réactualiser le Code de l'eau, parce que tout simplement il est antérieur au Code des collectivités locales et je crois que cela pose un certains nombres de problèmes. Je pense que mon collègue Abdoulaye Sène qui vient de passer en a un peu exprimé le besoin. Le Code de l'eau, parce que tout simplement, il faudrait qu'on arrive à gérer les eaux souterraines, c'est un aspect qui me semble extrêmement important. Ensuite, pour en revenir au Code de l'urbanisme, aujourd'hui c'est vrai il est avéré que l'Urbanisme et l'eau traversent les sept objectifs du millénaire sur les huit, je pense que c'est extrêmement

important qu'on puisse en disposer aujourd'hui. Cela permettra qu'on ait une bonne lecture du rôle de chacun, que chaque acteur puisse être édifié sur ces missions qui sont attendues. Je crois que pour les collectivités locales, il s'agit à mon avis de s'occuper de tout ce qui est curage, de s'occuper du désensablement des rues, de sensibiliser les populations, de la mise en place des comités de gestion et là, c'est important, Monsieur le Ministre d'Etat, parce que, aujourd'hui, le Code de l'assainissement n'insiste pas trop sur la participation des populations. Il faudrait qu'on prenne bien en compte cet aspect. Monsieur le Ministre d'Etat, si mes statistiques sont bonnes, il y a 19 communes qui disposent d'un Plan directeur de l'assainissement.

Nous sommes plus de 100 communes aujourd'hui presque 159 communes, c'est vrai que la Planification relève des collectivités locales, mais aujourd'hui je pense que vous devez nous aider à disposer d'un Code directeur de l'assainissement. C'est un outil de Planification, mais aussi c'est un outil de recherche de moyens. C'est vrai que de tout temps l'assainissement a été considéré comme un secteur improductif, ce n'est plus le cas. Je pense que ce débat est derrière nous depuis l'avènement du Président Wade ; aujourd'hui, on est tous conscients que l'assainissement est un secteur prioritaire, il en a fait une priorité, surtout pour les villes religieuses.

Je voudrais, fondamentalement, Monsieur le Ministre d'Etat, qu'on réfléchisse ensemble sur cette question qui a été soulevée, relative aux inondations. J'ai évité ce débat jusqu'à aujourd'hui, un peu pour dire que l'Etat peut valablement substituer une logique de l'offre à la logique de la demande. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que c'est vrai, je vous ai bien suivi, vous avez bien dit que la demande devrait émaner des Collectivités locales. Je pense que c'est vrai, parce que c'est la Collectivité locale qui a en charge la gestion du cadre de vie. Ce n'est pas un débat pour les collectivités locales ; en tout cas, ce débat nous gêne, parce que aujourd'hui aucune collectivité locale ne peut s'affranchir de l'appui de l'Etat et dans tous les domaines, même pour les cahiers, même pour le petit matériel d'enlèvement des ordures, c'est l'Etat qui vient en appoint. Aujourd'hui, c'est vraiment se faire peur et faire peur aux populations que de soulever ce débat.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

La parole est à notre collègue Sidy Sall.

MONSIEUR SIDY SALL

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre, tout d'abord vous me permettez de vous remercier, nous avons beaucoup cheminé ensemble avec le Plan jaxaay et ensuite avec la construction des bassins, dans ma commune, où ailleurs. Je voudrais quand même vous féliciter pour le Code de l'Assainissement, vous encourager aussi sur ce projet de loi, mais dire aussi qu'on peut bien avoir beaucoup de projets d'assainissement néanmoins, toujours au Sénégal, on aura un problème récurrent qui est celui de maintenance et de suivi parce que j'ai constaté que de 2005 jusqu'à nos jours, il y a beaucoup d'ouvrages qui ont été construits pour le département de Pikine, que cela soit l'extension du centre de pompage du km16 de la route de Rufisque, ou la station de pompage de **Niéti Mbar**.

Donc, quel est le problème ? Il se pose toujours un problème d'entretien entre le Ministère et les Collectivités locales et la plupart du temps. L'année dernière, lors des inondations, il a fallu, étant maire, que je recrute plus de 18 agents pour faire des curages pour la station de pompage de **Niéti Mbar**. Et, je pense que cela ne peut pas être pérenne parce que ce sont des contractuels de trois mois.

Il est nécessaire avant que le Ministre de l'Habitat ne prenne ces ouvrages pour les mettre à la disposition des collectivités locales, qu'elles sachent que l'entretien leur revient de droit. Ce qui permettra, encore que ces ouvrages soient bien entretenus et ainsi l'assainissement va quand même de suite.

Monsieur le Ministre d'Etat, en ce qui concerne le bassin de Bagdad et le bassin de **Niéti Mbar**, il était prévu l'interconnexion entre la station de pompage et ces deux bassins-là, parce qu'ils servent de déversoir pour les quartier environnants. On sait très bien que, durant la période de l'hivernage, il y a des quartiers où l'assainissement ne permet pas encore de déverser les eaux pluviales, mis à part ces bassins ce qui

cause un trop-plein d'ailleurs pour les habitants des abords de ce bassin. Cela pose problème, c'était l'année dernière et pour régler le problème, il faut nécessairement faire l'interconnexion qui permet de vider le bassin, avant que le trop-plein ne crée des problèmes aux maisons environnantes. Sur cette base, je demande où en est le projet, parce qu'on en avait discuté en commission l'année dernière.

Je voudrais remercier encore ceux de vos collaborateurs avec qui on a travaillé. Il y a beaucoup d'efforts qui ont été consentis en ce qui concerne les inondations en banlieue mais, je demande au Ministre de communiquer davantage parce que rien que le Plan Jaxaay, jusqu'à présent parmi les deux premières cibles qui sont Djeddah-Thiaroye-Kao et Wakhinane-Nimzatt, les collectivités locales ne peuvent pas dire qu'elles n'ont pas eu à en bénéficier. Et, je pense très bien aussi qu'il faut mettre l'accent sur la communication pour que les populations sachent que rien que pour Djeddah, nous avons constaté que beaucoup de sinistrés ont pu bénéficier du Plan Jaxaay, ce qui est valable aussi pour Wakhinane-Nimzatt et c'est prévu aussi pour Yeumbeul.

Donc, il faut quand même créer un échancier de communication avec les populations pour dire : « voilà, la situation que nous avons trouvée en 2005, voilà les sinistrés qui ont pu bénéficier du Plan Jaxaay et voilà ceux qui attendent. » Cette communication permettra encore aux collectivités locales ou aux populations de savoir où on en était bien avant 2005 et où on en est aujourd'hui en 2009, cela aussi fait partie de mes préoccupations.

Il reste maintenant l'interconnexion dont on parle parce que cela est nécessaire et cela permet aux populations de pouvoir vider les quartiers environnants inondés qui n'ont pas de possibilités d'évacuation ailleurs que dans les bassins et de créer vaille que vaille des comités de gestions de ces bassins, sinon qu'est-ce qui va se produire ? Cela va servir encore de dépotoirs d'ordures et cela est dangereux, on ne peut pas investir des milliards, et laisser cela à la merci des populations et que demain cela ne serve à rien.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

Je donne la parole à notre Collègue Amadou Diarra.

MONSIEUR AMADOU DIARRA

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre des Affaires sociales et des Relations avec les Institutions, ainsi que vos Collaborateurs,

Chers Collègues,

Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à la suite d'un autre député qui habite Pikine, la banlieue.

Aujourd'hui, on ne peut parler d'assainissement, Monsieur le Ministre d'Etat, sans parler principalement de la banlieue, de Pikine qui en manque. J'ai eu la chance d'assister à un Conseil présidentiel sur l'assainissement et l'eau, présidé personnellement par Monsieur le Président de la République. Je l'ai écouté et je peux dire que toutes mes fibres avaient vibré en entendant le Président de la République parler de son ambition pour Pikine et la banlieue et pour Dakar jusqu'à Bargny, mais je crois que c'est un projet qui est méconnu du public. J'avais pris sur moi la responsabilité de communiquer là-dessus. Je crois que le Président de l'Assemblée nationale qui était présent là-bas avait même pris l'initiative de démultiplier ses idées et ses ambitions du Président de la République. En l'écoutant, on a l'impression que c'est un Président qui habite la banlieue. C'est un Président qui connaît les plus petits détails des problèmes d'assainissement que vivent les populations de la banlieue. En l'écoutant parler de ceux qui déversent leur fosse sceptique dans les eaux pluviales, en l'écoutant parler de petits détails d'assainissement, de raccord, vous remarquez que c'est un Président qui est informé, qui est branché. Mais, là où je voudrais insister, c'est la dimension de l'ambition que le Président a pour l'assainissement de

Dakar jusqu'à Bargny, et j'aimerais vous inviter, vous et vos services à communiquer sur cette ambition qui avait occasionné ce Conseil présidentiel. C'est extrêmement important de mon point de vue. J'ai entendu dire que Dakar n'a pas le droit, avec cette démographie en poussée exponentielle, d'avoir les mêmes ambitions que les colonisateurs, que Dakar doit être transformée et Dakar, en tant que capitale, doit avoir une vision futuriste, avec une architecture futuriste qui prévoit ce que prévoit New York. Quand un Président a une telle ambition, les populations qu'il dirige doivent véritablement connaître ce qu'il y a dans son cœur et c'est la communication de proximité qui le permet.

Monsieur le Ministre d'Etat, Monsieur le Président, je ne peux pas ne pas féliciter vos anciens services. En fait, vos services et ceux du Ministère de l'Intérieur lors de la gestion du Plan ORSEC 2008. On a parlé d'inondations, mais il y a aussi le génie avec lequel vos services, principalement l'ONAS, ont agi sous la direction du Ministre de l'Intérieur et de l'ex Premier Ministre Cheikh Hadjibou Soumaré. Je les voyais chaque jour à Pikine, dans la banlieue, les yeux rouges, ce qui prouve qu'ils n'avaient pas dormi pendant ces périodes-là. Cela ne veut pas dire qu'ils avaient la gestion des inondations, mais la catastrophe avait atteint un niveau tel, qu'un Etat responsable devait venir en appui aux collectivités locales et c'est ce qu'ils ont fait. Ils méritent des félicitations. Aujourd'hui, on parle d'inondations comme s'ils étaient certains que ce qui s'est passé en 2005 et en 2009 se passera en 2010... **(Suite intervention en wolof).**

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Ahmed Fall.

MONSIEUR AHMED FALL

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Je suis d'accord avec vous qu'on doit discuter sur la question à l'ordre du jour, mais comme il y a des questions très urgentes que je dois poser à Monsieur le Ministre, je vais profiter de cette occasion pour le faire.

Monsieur le Ministre d'Etat, dans la réponse que vous avez servi aux Commissaires en commission, sur la situation de Mbouř, vous avez parlé d'un certain nombre de villes retenues pour l'assainissement en zone rurale, notamment Mbour, Tivaoune, Richard Toll, Mbacké et Diourbel. C'est vrai, nous à Saint-Louis on n'a pas encore de problème d'assainissement en zone rurale mais, un problème d'assainissement en zone urbaine. Dans tous les quartiers, il y a des problèmes, à Saint-Louis ce qui urge, c'est le quartier des HLM où les gens cohabitent avec les eaux usées dans leur maison. Je crois que là c'est une urgence que je me devais de signaler.

Ensuite, il y a le problème de la Langue de Barbarie ; il y a une absence totale d'assainissement, aussi bien pour le drainage d'eaux usées ou pluviales et à ce que je sache, il y avait un programme avec les Espagnols sur 6 milliards, ou 4 pour le quartier de Guet-Ndar. Je voudrais demander ce qu'il en est aujourd'hui pour tous ces projets et vous remercier, vous féliciter quant au travail que vous abattez au niveau de votre Ministère.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Amette Saloum Boye.

MONSIEUR AMETTE SALOUM BOYE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

(Intervention en wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Masseck Guèye.

MONSIEUR MASSECK GUEYE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Chers Collègues,

Nous saluons l'avènement de ce projet portant sur le Code de l'assainissement, mais Monsieur le Ministre, je dirai d'abord au Président qu'il a beau circonscrire... **(Passage en wolof)**... En 2008, je vous rappelle aussi que je n'ai pas oublié, je n'ai pas confondu, je sais que je ne parle pas au Ministre de la pêche, je parle au Ministre de l'urbanisme. C'est pour relater un peu l'importance économique de Kayar qui fait qu'il y a un flux migratoire important des populations qui viennent particulièrement de la zone nord, Saint-Louis et ailleurs pour gagner leur vie à Kayar ... **(passage en wolof)**.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Abdoulaye Babou.

MONSIEUR ABDOULAYE BABOU

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat, il n'est un secret pour personne, que Dakar et sa banlieue ont des problèmes dès qu'il tombe une seule goutte d'eau dans cette presque-île. Même les journalistes en sont à caricaturer la

situation en disant que si le monde rural a besoin d'eau, Dakar n'en a pas besoin. Pourquoi, s'il tombe une seule goutte d'eau, il y a des inondations ? On ne comprend pas, alors qu'il y a d'autres grandes villes du monde où il pleut beaucoup, 6, 7 mois dans l'année et il n'y a pas d'inondations, cela veut dire qu'il y a problème.

Les problèmes, on peut les situer à deux niveaux. Le premier niveau, c'est qu'on a un problème de drainage des eaux pluviales, cela veut dire un problème de structure. On voit ce qui se passe au Canal IV, on a vu le canal ouvert à Rufisque, ce ne sont pas de bons modèles. On voit aussi que les populations des banlieues, qui sont victimes de ces inondations, logent dans des cuvettes où l'eau suit son tracé naturel et à ce moment-là, s'il pleut une seule goutte, il y a naturellement des inondations. D'où un effort important de la part de l'Etat de revoir sa politique en matière d'infrastructures pour créer des réseaux de drainage d'eaux pluviales.

Je ne sais pas si cela ressort du Code de l'Assainissement, j'ai lu le texte, le Code en lui-même, mais je n'ai pas vu d'articles qui se réfèrent à la construction de ces réseaux de drainage. Semblablement, même si c'est dérivatif parce qu'il s'agit de constructions, le Code devrait quand même contenir quelques articles qui puissent interdire la possibilité de loger dans des zones non aedificandi, mais aussi et surtout insister sur la prévention parce que c'est de cela qu'il s'agit. Le Code est une nouveauté, on l'a vu dans l'exposé des motifs, le Sénégal n'a jamais eu de Code d'assainissement, on a toujours parlé de Code de l'eau, de Code de l'environnement, etc., on ne l'a pas eu. Toujours, dans l'exposé des motifs, vous faites part de la décision du Gouvernement sénégalais de se conformer aux OMD 2015, parce que l'assainissement devient aussi important que l'éducation et la santé, ce qui va sans dire.

Mais, il y a autre chose, vous voyez que notre capitale est tellement belle, on a transformé Dakar à telle enseigne qu'il y a une télévision étrangère qui met toujours en avant Dakar, la nouvelle télévision Africa 24. Dakar est toute belle, mais vous venez ici pendant l'hivernage, il y a des routes impraticables et en plein Dakar, ... **(passage en wolof)**... Ce n'est pas possible, on ne peut même plus bouger ... **(Passage en wolof)**...

Il faut donc trouver des solutions pérennes, il ne s'agit pas d'avoir des motopompes. Pour trouver des solutions, il faut régler définitivement le problème et cela ne peut se faire qu'avec de nouvelles infrastructures en matière de drainage.

Mon dernier mot, c'est que le texte fixe le champ d'application dans l'article 27, je n'y reviens pas, mais l'article 28 pose encore le problème parce que vous parlez de la possibilité des collectivités locales comme des communes qu'on dit être responsables concurremment à l'Etat, etc.

A quel niveau et jusqu'à quelle hauteur les communes sont responsables ? Parce que les gens l'ont dit et c'est le débat, un débat politique. Les inondations posent un problème mais, nous devons comprendre que les inondations sont une situation exceptionnelle, quand il y a situation exceptionnelle, l'Etat vient en appui. Je discutais tout à l'heure avec le Président du Groupe, avec l'accident de l'avion Air France F 447, des moyens énormes ont été déployés par l'Etat français et on a même fait appel aux américains ; donc, vu sous cet angle, s'il y a des inondations, l'Etat vient en appui.

Je me souviens étant jeune officier de police, j'ai été formé pour participer au Plan ORSEC en cas de crash d'avion à l'aéroport, de même qu'en cas d'inondation, on peut comprendre que les moyens de l'Etat soient développés pour venir en appui aux collectivités locales. Il n'en demeure pas moins, comme vous l'avez dit, que la prévention des eaux pluviales appartient aux collectivités locales, ce sont des compétences qui leur ont été transférées. Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre Collègue Astou Kane SALL.

MADAME ASTOU KANE SALL

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre des Relations avec les Institutions.

Je voudrais d'abord vous féliciter, Monsieur le Ministre d'Etat, de l'excellent travail que vous êtes en train de faire à la tête du département aussi important de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Equipement et des Transports. Je confonds à mes félicitations l'ensemble de vos Collaborateurs.

Je voudrais magnifier la volonté politique du Gouvernement par le financement du programme eau à long terme 2002 /2009 et le programme d'eau potable et d'assainissement du millénaire de 2005 / 2015. Pour ce qui est du programme d'assainissement des eaux fluviales : je dis oui ! La ville sainte de Tivaouane a bien vu son ouvrage terminé depuis l'année dernière et la semaine passée on a procédé en tant qu'autorité locale à la réception de ces travaux avec vos services. C'est pour cela que, du haut de cette tribune, je voudrais vous adresser les remerciements très sincères de toute la population de Tivaouane, car nous avons remarqué la diminution de certaines maladies telle que le paludisme et la diarrhée. C'est ainsi que Tivaouane souhaite vraiment avoir son réseau d'évacuation des eaux usées et nous le souhaitons fort bien surtout nous, femmes de Tivaouane. En plus, Monsieur le Ministre, je souhaite que l'Etat ait les moyens de généraliser l'assainissement des eaux fluviales aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain pour nous permettre d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Et, cette loi portant Code de l'assainissement, nous la voterons pour l'intérêt suprême des populations. Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, la parole est à notre Collègue Doudou Wade.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Très chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, je voudrais saluer l'opportunité qui m'est offerte de vous remercier car vous avez à présenter le Code de l'Urbanisme ; tout cela pour harmoniser les différents Codes. Aujourd'hui, nous avons un Code qui s'occupe essentiellement de l'assainissement et toutes les parties qui étaient dans le Code de l'urbanisme, dans le Code de la construction, dans le Code de l'hygiène sont venues régler, d'une manière plus claire, le problème de l'assainissement. Et pour cela, Monsieur le Ministre, je voudrais comme tout le monde faire des ricochées parce que c'est la situation qui nous y oblige. Je pense qu'il est extrêmement important de remarquer dans le texte que pas une seule fois il n'y a pas eu le mot : inondation. Le fait que le législateur n'a pas eu dans ce Code à utiliser le mot inondation pose aujourd'hui le problème de la responsabilité de l'inondation. En tous cas, il n'est pas du Code de l'assainissement. Et à ce point précis, après avoir aujourd'hui réfléchi sur le Code de l'urbanisme, le Code de la construction, c'est le Code de l'assainissement qui est la finalité pour avoir un bon cadre de vie ; un bon Code de l'urbanisme d'abord et ensuite le Code de l'assainissement. Cela veut dire que la responsabilité entière des Communes et des Collectivités locales est là.

Elle est entière. D'autant plus que dans le texte on dit que les communes sont responsables concurremment avec l'Etat de l'évacuation des eaux usées en semi- collectif ou autre quels que soient les moyens. Il ne faut pas qu'on fasse l'amalgame entre le Plan ORSEC qui gère la catastrophe et non les inondations. Les inondations ne sont pas gérées par le Plan ORSEC. Le Plan ORSEC gère les catastrophes et notre Collègue l'a précisé tout à l'heure. Depuis Concorde en France, on n'a pas déclenché le Plan ORSEC et pourtant il y a eu quelques petits problèmes dans les aéroports parisiens, français et autres. C'est parce que c'est une dimension qui dépasse très souvent le cadre local et même le cadre national parfois. Et, je voudrais ici, vous remercier pour ce Code, ensuite donner quelques explications. La gestion, l'exploitation et l'entretien des ouvrages et des évacuations d'eaux qui sont des eaux pluviales incombent aux Collectivités locales, je voudrais aussi que ce soit clair. C'est pour cette raison d'ailleurs que vous avez connu le problème de l'ONAS lié aux déficits d'exploitation en 2008 dont 1 milliard 300 proviennent à peu près, pour plus de 90 %, du fait que l'ONAS s'est occupé effectivement des problèmes d'inondation. Ils ont eu un déficit de

1 milliard 300 millions dont 1 milliard 200 sur la gestion des eaux pluviales et des inondations. Je voudrais encore dire que le problème des inondations et la mise en place des maisons dans des zones non aedificandi sont de la responsabilité entière de l'Etat du Sénégal avant 2000 et des Communes qui ont eu à les gérer. Il faut aussi que l'on soit clair : l'Etat ne doit pas attendre. L'Etat a une responsabilité d'assister et même de se substituer mais il faut qu'on sache que la faute incombe à l'Etat socialiste et aux maires qui ont eu à installer, depuis des décennies, ces gens dans des zones inondées. Quels que soient aujourd'hui les moyens qui sont mis, ils ne sortiront pas de l'eau, le seul moyen c'est de les déloger, de détruire les habitations. Et c'est cela la vérité, c'est cela le langage clair qu'il faut tenir aux populations. Les populations ne peuvent plus demeurer dans ces endroits.

Je me réjouis que de l'article 27 à l'article 33 le problème soit posé sur la responsabilité. Un collègue est passé pour dire qu'il n'y a jamais eu d'inondations dans sa commune, c'est vrai. Mais pourquoi ? Il faut aller plus loin, parce que l'Etat du Sénégal a procédé aux investissements dans la seule commune d'arrondissement de Pikine pour qu'on ne puisse pas avoir des inondations et surtout que c'était une zone qui, sur le Plan de l'urbanisme a eu un certain nombre de facteurs que les autres n'avaient pas.

Maintenant, Monsieur le Ministre, sur la responsabilité des maires, ce sont les Plans d'assainissement, il faut que tous les maires sachent que leur responsabilité est d'avoir des Plans directeurs, des Plans hydrauliques d'assainissement pour les collectivités locales et des Plans d'assainissement et d'évacuation des eaux usées pour les communes. Maintenant, il est donné des possibilités à ces communes de pouvoir avec l'Etat avoir des conventions de performance qui ont été établies depuis 2008. Mais, depuis 2008, les maires ne l'ont pas fait et en ce moment, il faut qu'ils assument leurs responsabilités devant les populations sinon les politiques que nous sommes, les mettrons devant leur responsabilité à partir de ce moment.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

La liste des orateurs étant épuisée, Monsieur le Ministre d'Etat vous avez la parole.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je pense que pour les réponses, je vais essayer de synthétiser parce que beaucoup de questions se recoupent, je vais essayer de répondre sur l'essentiel. Sur d'autres questions je reviendrai lors du débat sur le Code de la construction, ou même lors du débat sur l'amendement que nous faisons par rapport au Code de l'urbanisme, parce que nous avons ces trois lois que nous devons discuter aujourd'hui.

Sur le Code de l'assainissement, je pense ce qui est très important, c'est ce qu'on a dit dès le départ, il faut Planifier. Donc, on a beaucoup d'articles, tout un chapitre dans lequel nous avons parlé de la Planification, de l'Assainissement ; quand on est maire ; on doit d'abord être responsable de cette Planification. L'Etat peut aider à donner un canevas, aider même sur le Plan financier à travers les différents fonds de concours, fonds de dotation mais cela incombe d'abord aux maires. Il faut Planifier ce qui est l'assainissement. Donc, nous avons beaucoup parlé, dès le départ d'un Plan directeur de l'Assainissement pour les communes et pour les communautés rurales nous avons parlé d'un Plan local de l'hydraulique et de l'assainissement, puisque dans les communautés rurales, les deux sont forcément associés: l'eau et l'assainissement, l'eau potable et l'eau usée, l'eau pluviale et l'eau potable et l'eau usée, donc c'est vraiment un ensemble qu'il faudra gérer comme tel. Nous avons vraiment insisté sur cela et nous avons dit que ces Plans doivent être associés, liés au Plan directeur d'urbanisme et cela est important quand même parce que l'on ne peut pas planifier ses assainissements si on n'a pas d'abord un Plan urbain, c'est cela le premier acte, quand on est maire. On doit savoir comment développer sa ville, comment sa ville se développe, comment séparer les différentes zones, connaître là où il y a une zone industrielle ou une zone d'habitation. Comment les zones d'habitation doivent se construire dans

le temps ? Est-ce que ces zones d'habitation sont bien nivelées ? Comment faut-il terrasser ? Comment construire sa ville ? Comment la concevoir ? C'est cela le plan directeur d'urbanisme d'abord et à côté, il y a l'eau pluviale, la manière dont cette eau pluviale doit être gérée en relation avec ce plan que nous avons bâti, c'est pour montrer là où il doit y avoir des ruissellements, de la gravitation. Est-ce que l'eau doit aller directement en bas, où faudra-t-il forcément des stations d'épuration ou des stations de traitement des eaux pluviales ?

C'est d'abord une question de Planification et c'est là que se situe le débat sur les eaux, vous en avez tous parlé ; qui doit gérer les inondations ?

L'honorable député Doudou WADE a raison de dire que nous n'en avons pas parlé dans ce Code. Nous n'avons pas parlé d'inondations parce que ce qui est important d'abord, c'est de savoir qui doit planifier ? Et je dois dire qu'on a déposé cette loi bien avant les élections locales. On n'a pas changé une virgule depuis ; donc, qui doit Planifier ? C'est important, on me dit que les maires sont responsables de cette planification, donc cela est très bien précisé , ensuite nous avons dit comment l'Etat peut contribuer parce que l'inondation, vous avez tous raison, c'est la catastrophe et quand il y a une catastrophe, à ce moment, l'Etat intervient ; il y a le Plan ORSEC, mais quand même un maire par définition, il doit se préparer à la catastrophe, il doit préparer sa ville contre toutes les catastrophes, donc s'il ne fait pas cela, je ne sais pas quelle sera sa responsabilité, je pense que cela fait partie d'une responsabilité première, d'une des missions premières, il n'y a pas besoin d'avoir une compétence transférée, c'est une mission première de nettoyer sa ville, de prémunir sa ville contre les catastrophes, y compris l'inondation ; c'est cela le débat et c'est tellement simple. Maintenant, il y a des experts qui voient les différents Codes, qui disent : « Non la prévention contre les inondations ne fait pas partie des compétences transférées ». Comment on peut mettre cela dans les compétences transférées puisque c'est une compétence première de nettoyer sa ville et de la prémunir contre les inondations.

Ce débat mené par beaucoup d'experts est faussé depuis le départ, si on ne comprend pas que prévenir contre les inondations et les catastrophes est une mission de la ville. Je le dis parce que le débat

s'est posé après la réunion avec les maires de la région de Dakar. Quand nous avons discuté, certains maires, par exemple le maire de la ville de Guédiawaye a dit: « la façon dont l'Etat a traité les inondations jusqu'à présent, notamment en construisant les bassins de rétention, est une mauvaise manière de régler ce problème. »

Nous avons répondu en disant : « En tant que Maire d'une ville, vous êtes responsables de la police, si vous voulez réellement que nous fermions l'ensemble de ces bassins, c'est-à-dire que nous mettions du sable, en termes terre à terre, que nous fassions le remblai, nous pouvons le faire. Il suffit simplement de le dire. » Mais, quand même, il nous dit aujourd'hui qu'il ne veut plus de ces bassins, il dit que ces bassins ne sont pas la solution. S'il ne veut plus de ces bassins, il n'a qu'à en prendre la responsabilité. Nous, nous pouvons lui donner les moyens pour faire le remblai, alors il n'a qu'à le faire et après définir sa politique parce que dans les zones où nous avons mis les bassins dans la banlieue, il y avait de l'eau depuis 1989, rien n'a été fait de 1989 à 2005, période où les inondations ont pris de l'ampleur au niveau de Dakar. Les gens vivaient dans l'eau pendant toute cette période où ces responsables géraient ces villes. L'eau était là, l'Etat n'intervenait pas.

Avec le régime qu'on appelait l'Etat PS entre guillemets, l'Etat respectait la loi, il disait que pour la prévention, ce sont les mairies qui doivent gérer et mêmes pour les catastrophes, il y avait très peu d'interventions réellement. Quand il s'agissait, par exemple, d'une inondation, ce n'est pas en 2005 seulement qu'il y a eu les premières inondations, il y a eu des inondations bien avant, et j'ai parlé de 1989. Depuis 1989 quand même, il y a une situation qui a totalement évolué. Voilà un peu la situation par rapport à ce débat. L'Etat intervient quand il y a une catastrophe, y compris les inondations. Maintenant, par rapport à la prévention, cela relève d'une mission première, cela relève des Collectivités locales. Et cela, je pense, doit être très clair. Si une Collectivité locale particulière a des problèmes pour la gestion de cette prévision, je l'ai dit en réunion, elle peut saisir l'Etat. Mais si la Collectivité locale ne nous saisit pas, nous ne pouvons intervenir contre sa volonté ou contre sa vision. Donc, c'est ce débat-là qui, à l'origine, a été posé quand le Premier Ministre a reçu les Maires de la Ville de Dakar pour discuter sur les inondations. Pour le moment nous n'avons pas été

saisis. Il est vrai que durant la campagne pour les élections locales et je ne fais pas de la politique, tout le monde le sait, beaucoup ont dit que quand ils allaient avoir le contrôle de ces collectivités locales, ils allaient trouver des solutions immédiates, qu'ils allaient résoudre définitivement ces problèmes d'inondation. Peut-être qu'ils ont les moyens pour le faire et si c'est le cas, nous disons « Alhamdoulilahi ! » parce que quand même ce sont des moyens importants que l'Etat met pour la gestion des inondations et qu'il aurait pu mettre ailleurs, au niveau social, ou dans d'autres projets aussi importants. Et, nous nous sommes dit qu'il faudrait qu'on discute, bien sûr, avec ces maires. Nous attendons leur saisine, leur demande. Si jamais ces maires pensent que l'Etat doit pouvoir les aider dès la prévention, ils peuvent nous saisir, nous sommes là en tant qu'Etat et nous écoutons tous les cas des collectivités locales sans tenir compte de la couleur politique, mais il faut qu'on soit saisi. Si vous devez, en termes de pouvoir, prévenir et que vous n'avez pas les moyens de le faire, vous nous écrivez, vous dites que vous ne pouvez pas et vous demandez qu'on vous aide. Je ne sais pas si je me fais comprendre, mais je pense que la question est relativement simple concernant ces questions de lutte contre les inondations.

Les questions concernant le coût de la construction, j'y reviendrai plus tard. Il y a des questions précises sur les collectivités locales soit nous donnons des réponses écrites aux honorables députés, soit nous essayons de les rencontrer en relation avec nos services. Sur la question de Joal, nous l'avons dit, le Président en a fait une priorité et il y a beaucoup de bailleurs qui sont intéressés, je pense que c'est au mois de septembre que la Banque mondiale doit donner son avis définitif sur la question des études d'abord et ensuite du financement de Joal.

L'honorable député Bocar Sadikh Kane a parlé du PUD de 2025, c'est en cours d'approbation. Il y a des questions précises qui nous ont été posées par rapport à la gestion de Keur Momar Sarr, à l'ONAS, nous avons répondu en partie, mais ce sont des questions que nous connaissons bien. S'agissant de la connexion des bassins, il y a des coûts et il faut voir si les nouvelles mairies peuvent gérer ces coûts. Par exemple, nous allons écrire au Maire de Pikine à propos de la station à mettre en place au niveau de Gouye Sapoute ; il faut à peu près 1000 000 800, nous l'avons dit en commission, pour avoir une bonne

station avec les connexions nécessaires. Si le Maire a les moyens de la réaliser, l'Etat l'accompagnera volontiers sur le plan technique avec tous nos experts, ce sera gratuit. Maintenant, il y a le coût de cette opération que le Maire va étudier en fonction des moyens qu'il a en tant que Maire. Ce sont des questions sur lesquelles nous pourrions revenir en détail. On a aussi parlé des conventions que les collectivités locales peuvent signer avec les Mairies. Bien sûr nous avons insisté, l'ONAS a contacté l'ensemble des collectivités locales pour signer des conventions en relation avec le contrat de performance que nous avons signé en relation avec le contrat de performance que nous avons signé en 2008. L'honorable Amadou Diarra a parlé du projet qu'on a appelé « Grand Dakar » quelquefois, de la grande agglomération de Dakar jusqu'à Rufisque. On devait envisager d'avoir un plan d'urbanisme avec le plan d'assainissement qui devait être intégré, c'est vraiment une grande ambition que le Président avait pour Dakar. Il y a des bailleurs de fonds qui étaient intéressés par ce projet, qui sont venus discuter avec nous, notamment avec notre direction de l'urbanisme et en relation avec les autres directions. Nous sommes en train d'y travailler, pour estimer les coûts les plus importants. Cela demande de redessiner Dakar autrement et tous les problèmes que nous avons sont dus au fait que, pendant des années et des années nous avons laissé construire dans des zones non aedificandi, il y a eu du « laisser-faire » pendant des années et cela a créé cette catastrophe.

L'honorable député Ahmed Fall a posé la question concernant Saint-Louis, nous sommes en train de travailler au niveau des HLM. Sur la Langue de Barbarie, je pense que les Espagnols ne sont plus tellement intéressés vu le budget, mais l'Etat va essayer de le régler, les Espagnols font ce travail au niveau des ordures et non plus au niveau de ce projet-là, en disant que le projet ne va pas concerner beaucoup d'habitants car c'est seulement une partie de la Langue de Barbarie qui devait être concernée et non beaucoup de monde. Nous allons travailler en tous cas pour définir une politique. Le Président de la République lui-même nous a demandé la définition d'une bonne politique et d'un Plan directeur d'assainissement au niveau de la ville de Saint-Louis sachant déjà que quand même, il y a une station d'épuration des eaux usées qui existe et des stations dans certains quartiers au niveau de Saint-Louis.

L'honorable député Ameth Saloum Boye aussi a raison de poser la question de Kaolack comme urgence et c'est vraiment une urgence aussi. Il y a déjà une station d'épuration au niveau de Kaolack, mais il y a un problème d'extension de la ville de Kaolack et cela pose quand même certains problèmes, même au niveau des ordures pour avoir disons une zone pour les ordures. Nous sommes obligés d'aller dans les communautés rurales et cela pose un certain nombre de problèmes au niveau de la station de traitement des eaux usées. Il y a aussi beaucoup de quartiers qui ne sont pas aujourd'hui concernés et je sais que la nuit, les gens versent quelquefois des eaux usées aux environs de la station d'épuration et autres, la question de la propreté et de la gestion de l'assainissement au niveau de Kaolack est une question nationale, il faudrait que nous puissions la régler. Le Premier Ministre avait envisagé même de tenir un Conseil interministériel au niveau de Kaolack même, pour voir comment on traite Kaolack, et bien sûr voir aussi au niveau de la région comment nous pouvons intervenir, parce qu'un de vos collègues a parlé de Nioro aussi qui est un problème au niveau de la gestion des eaux pluviales. Mais vous avez parlé aussi de Malem Hodar où nous avons un programme plus ambitieux pour essayer de gérer même les questions d'habitat, parce que indépendamment des problèmes d'eaux pluviales, il y a quand même un problème d'habitat, il faut construire autrement dans la zone de Malem Hodar, en tous cas dans certaines zones où, nous avons vu que certaines maisons se sont effondrées très rapidement avec les pluies.

L'honorable député Masseck Guèye nous a posé des questions sur Kayar, nous allons essayer de donner des réponses ; mais il a surtout insisté sur le problème de gestion de l'eau potable, au niveau de Kayar, nous allons voir cela en relation avec nos services et nous allons le recevoir aussi pour discuter plus amplement de ces questions qui ont trait aussi à l'assainissement des eaux usées parce que là où il y a beaucoup de poissons, il y a forcément des eaux usées.

L'honorable député Abdoulaye Babou est revenu sur certaines questions concernant la construction autour des ouvrages d'assainissement, si on regarde l'article L91, cela est bien interdit ; on protège même toutes les zones autour des ouvrages d'assainissement.

L'honorable député Astou Kane Sall est revenue sur les questions d'assainissement au niveau de Tivaouane, j'avais déjà dit en commission que ce projet est presque dans sa phase finale, en termes d'étude. On attendait tout simplement l'avis du bailleur de fonds qui avait accepté, mais qui doit donner son accord sur l'appel d'offres et sur l'ensemble des cinq villes. Donc, Il y aura un appel d'offres et le bailleur, l'Union Européenne, a déjà donné son accord pour le financement de cette station de traitement d'eaux-usées au niveau de la ville de Tivaouane.

L'honorable député Doudou Wade a surtout fait une intervention générale sur le texte, je le remercie et je vous remercie tous, de vos questions et de vos félicitations concernant le travail que nous menons sur le terrain.

Voilà, Monsieur le Président, les quelques réponses que je souhaitais apporter.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci beaucoup, Monsieur le Ministre d'Etat.

Je pense que nous pouvons accepter peut-être les propositions qu'il a faites, pour certaines questions qui relèvent des textes que nous allons examiner tout à l'heure, qu'on ait les réponses à ce moment-là et pour certaines questions spécifiques qu'il y ait éventuellement un document écrit qui sera distribué à la personne qui a posé la question évidemment. Mais, je pense que nous sommes tous intéressés par les réponses qu'il pourrait donner. Je pense que cela nous évitera de revenir sur certaines questions.

Ceci dit, est-ce qu'il y en a qui veulent reprendre la parole?

Donc nous passons à l'examen des articles du texte de la loi.

Monsieur le rapporteur, vous avez la parole.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Titre premier : Des dispositions générales

Article L premier à article L71.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre premier.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Les articles du Titre premier sont adoptés.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Titre II : Des dispositions particulières

Article L72 à article L97.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre II.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Les articles du Titre II sont adoptés.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Titre III : Des infractions et sanctions.

Article L 98 à article L109.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre III.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Les articles du Titre III sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble du texte.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

L'Assemblée a adopté à l'unanimité.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi 02/2009 portant Code de la Construction.

La parole est à notre collègue Khadidiatou Sy, rapporteur de la Commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Équipement et des Transports.

MADAME LE RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'État,
Monsieur le Ministre,
Chers Collègues,

La Commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Equipement et des Transports s'est réunie le vendredi 12 juin 2009, dans la salle de la Commission des Finances sous la présidence de Madame Seynabou WADE, assurant l'intérim du Président de la Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi n°02/2009 portant Code de la Construction.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Oumar SARR, Ministre d'Etat, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, entouré de ses principaux collaborateurs.

Madame la Présidente, après avoir souhaité la bienvenue et félicité Monsieur le Ministre d'Etat, lui a donné la parole pour la présentation de l'exposé des motifs.

Monsieur le Ministre d'Etat, au début de son intervention, a rappelé que le présent projet de loi était à son second passage devant la Commission. En effet, au premier passage, vos Commissaires ont eu à transmettre un certain nombre de préoccupations des professionnels du secteur qui, selon eux, devaient être prises en compte. Ce qui a inspiré une démarche de concertation qui a abouti à l'introduction d'amendements aux articles 139 à 143. Par ailleurs, Monsieur le Ministre d'Etat a souligné que même si les propositions ont été prises en compte, il faut retenir que l'Etat n'a pas toujours les mêmes intérêts que certaines structures. Il prend surtout en compte les préoccupations des populations. Revenant à son exposé, Monsieur le Ministre d'Etat dira que l'encadrement du secteur de la construction requiert la mise en place d'un dispositif législatif et réglementaire contraignant pour assurer aux ouvrages une meilleure qualité d'exécution, une fiabilité durable et une sécurité renforcée permettant d'éviter ainsi, tout dommage et accident préjudiciables, à l'exercice de l'activité.

Poursuivant son intervention, Monsieur le Ministre d'Etat ajoutera que, pour renforcer l'efficience et l'efficacité des services techniques impliqués dans le processus de sécurisation des bâtiments, il est nécessaire d'élaborer un Code de la Construction qui définit des règles applicables aux constructions, le statut de ses différents intervenants, les relations entre constructeurs et bénéficiaires des réalisations. Il soulignera, par ailleurs, la distinction entre le contrôle de la qualité et la

sécurité qui relève du Code de la Construction et le contrôle de conformité relevant de l'Urbanisme. Il ajoutera que l'épanouissement du droit de la construction se fera, pour l'essentiel, sous le signe de la contrainte pour la protection aussi bien des maîtres d'ouvrage, des prestataires de service que des consommateurs ordinaires.

Pour finir, Monsieur le Ministre d'Etat dira que le développement de la construction ne peut pas se réaliser au travers de l'action des seuls promoteurs privés au détriment de l'habitat social. Afin de prévenir les catastrophes, d'aboutir à un aménagement cohérent et sans heurts de l'espace urbain, de promouvoir l'habitat, il est nécessaire de se doter d'un Code de la Construction qui fixe en son livre premier les dispositions générales applicables à la construction et traite du statut des constructeurs en son livre 2 tandis que son livre 3 est relatif aux dispositions finales.

Après la présentation de l'exposé des motifs, vos Commissaires ont eu à interpellier Monsieur le Ministre d'Etat sur un certain nombre de préoccupations.

La première concerne les dispositions des articles L139 et L140 qui traduisent la volonté de mieux affirmer et de mieux définir les prérogatives de police municipale que le Code des Collectivités locales confère au Maire notamment celles qui concernent la démolition des édifices qui tomberaient en ruine. A ce sujet, l'alinéa 1^{er} de l'article 140 amendé dispose qu' « Au terme d'une procédure contradictoire entre les Collectivités locales et le propriétaire qui confirme que l'immeuble menace de ruines ... ».

Selon vos Commissaires, concernant cette disposition, il faut partir du principe qu'il s'agit d'une compétence que les Collectivités locales exercent dans le cadre de leur mission de police municipale en tant que responsables de la sécurité, de la salubrité et de la tranquillité publique. Et dans ce domaine précis, il est prévu la prise d'un arrêté de déclaration de péril qui est un acte administratif et qui est susceptible d'être attaqué par le propriétaire devant le juge. Mais, retenir que cette décision doit être prise au terme d'une procédure contradictoire, c'est remettre en

cause la compétence de la Collectivité. Plus encore, retenir une procédure contradictoire signifie qu'il y ait un arbitre qui ne peut être que l'Etat et dans ce cas c'est comme si l'Etat était dépositaire de la déclaration de péril.

A la suite de ces interventions, Monsieur le Ministre d'Etat affirmera détenir toutes les remarques de la Confédération Nationale des Entrepreneurs du Sénégal et des différentes fédérations d'assurance à partir desquelles certains articles ont été rédigés à l'Assemblée nationale.

En outre, Monsieur le Ministre d'Etat dira avoir tenu au respect des dispositions du Code des Collectivités locales, surtout celles relatives aux questions des bâtiments menaçant ruine. Il s'agit, sur cette question, d'éviter qu'un Maire déclare qu'un bâtiment menace ruine parce que le propriétaire est un adversaire politique. Et, c'est pour prévenir de telles dérives qu'on a souhaité que la décision soit prise dans le cadre d'une « procédure contradictoire » expression par laquelle, Monsieur le Ministre d'Etat, partageant les préoccupations de vos Commissaires, propose le retrait d'autant plus qu'il n'est pas question de remettre en cause les compteurs des Collectivités locales. Seulement, Monsieur le Ministre d'Etat soulignera qu'il faut retenir que la démolition d'un immeuble doit être exécutée par le propriétaire dans les délais fixés par l'arrêté de péril. Dans ce cas, le Maire ou le Président du Conseil rural doit le mettre en demeure d'exécuter la réparation ou la démolition dans un délai qui ne peut dépasser un mois.

Vos Commissaires satisfaits des réponses apportées par Monsieur le Ministre d'Etat, ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi n°02/2009 portant Code de la Construction amendé aux articles 139 à 149. Ils vous demandent d'en faire autant, si cela ne soulève de votre part aucune objection majeure.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, Madame le Rapporteur.

Monsieur le Ministre d'Etat, avez-vous des observations à faire sur le rapport?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Au 2^e paragraphe de la page 5, la deuxième phrase sur les questions des IUT: qu' «un maire déclare qu'un bâtiment menace ruines parce que le propriétaire est un adversaire politique», je pense qu'il faudra mettre «parce que, par exemple » ce n'est pas l'unique raison, je ne pensais pas que cela allait apparaître comme tel dans le rapport, j'aurai préféré qu'on l'enlève carrément.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, Monsieur le Ministre.

Chers Collègues, avez-vous des observations sur le rapport ?

Je vous remercie.

Madame le rapporteur avez-vous quelque chose à répondre sur l'observation de Monsieur le Ministre d'Etat ?

MADAME LE RAPPORTEUR

Nous comprenons que la formule est peut-être un peu brute, nous acceptons de l'enlever Monsieur le Ministre d'Etat.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, Madame le rapporteur.

La discussion générale est ouverte sur les conclusions de la Commission.

Quels sont ceux qui souhaitent prendre la parole ?

El Hadji Malick Diop

Néné Marème Kane

Abdoulaye Sène

Famara Senghor

Oumar Ndoye

Amadou Diarra

Moussa Daffé

Moussa Diao n°2

Ahmed Fall

Amette Saloum Boye

Fatou Sow

Abdoulaye Babou

Mamadou Moustapha dit Djamil Diop

La liste des orateurs est close.

La parole est à notre collègue El Hadji Malick Diop.

MONSIEUR EL HADJI MALICK DIOP

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Chers Collègues.

Monsieur le Ministre d'Etat, autant nous avons salué le dispositif législatif, autant nous pensons sincèrement qu'il faudra nous aider à comprendre et qu'il faudrait l'accompagner d'un Plan de communication. Je pense que c'est extrêmement important, parce qu'aujourd'hui nous avons un certain nombre de compréhension et vous devinez pourquoi, parce que la plupart des conseils municipaux ont été renouvelés, ce sont des nouveaux conseillers qui arrivent, de nouveaux maires. Je pense

que fondamentalement il y a encore des efforts à faire dans ce sens, car d'aucuns pensent que vous nous retirez par la main gauche ce que vous nous avez donné par la main droite et l'exemple que je vais prendre, c'est celui du guichet unique d'instruction des demandes d'autorisation de construire dont nous saluons l'initiative parce que cela nous permet de rationaliser les consultations techniques des demandes de permis de construire, des certificats de conformité, de raccordement au réseau d'eau, d'électricité, d'assainissement et de téléphone. Je pense que c'est un objectif très louable. Nous saluons aussi l'utilisation d'un formulaire type pour faciliter le contrôle de la recevabilité des dossiers, je pense vraiment que c'est bien de le faire, mais aujourd'hui, nous ne comprenons pas: il est dit que c'est le maire qui doit mettre en place ce guichet unique et il est dit aussi dans le texte que l'animation de ce guichet unique relève du service de l'urbanisme, j'ai un problème. Nous sommes chargés de l'installation, l'Urbanisme est chargé de l'animation, qu'est-ce qu'il y a dans l'animation, quel est le contenu de cette animation ?

J'en viens au délai ; il est dit que les délais sont ramenés de 28 jours calendaires pour les dossiers ordinaires et à 40 jours calendaires pour les dossiers complexes, mais qu'est-ce qu'un dossier simple et qu'est-ce qu'un dossier complexe? Est-ce que aujourd'hui, parce que on est dans le droit, on a une nomenclature qui fixe précisément ce qu'est un dossier simple et qu'est-ce qu'un dossier complexe? Il faudra nous aider Monsieur le Ministre à comprendre, je pense qu'il nous faut harmonier à ce niveau.

Maintenant, j'en viens aux servitudes mitoyennes,... **(Passage en wolof)**..., je pense que mon voisin ne peut toucher le mur mitoyen qu'avec mon consentement, on doit pouvoir se parler. Est-ce que, aujourd'hui, il est prévu dans le texte quelque part où il nous est imposé mon voisin et moi-même de nous accorder sur les servitudes mitoyennes? Fondamentalement, il nous faut cela. Aussi, dans la construction, je pense que l'on doit intégrer l'économie de l'électricité, il faut qu'on l'intègre et qu'on arrive à l'imposer dans la construction, l'accès des opérateurs de service postant et les porteurs de presse, je pense qu'il faudra qu'on dise précisément dans la maison à construire, dans l'immeuble à construire, les endroits ou lieux où on peut mettre

ces servitudes. Concernant la poste et la presse, je salue aussi les traitements qui sont réservés au déplacement des personnes à mobilité réduite, surtout les handicapés.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La parole est à notre collègue Néné Marème Kane.

MADAME NENE MAREME KANE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Je vous salue, ainsi que l'ensemble de vos collaborateurs.

C'est vrai que j'ai des préoccupations plutôt rurales, Monsieur le Ministre d'Etat, mais quand même, je suis quelque part urbaine parce que je vis à Dakar et maître Babou a dit tout à l'heure que Dakar est très beau, c'est vrai que Dakar est beau, c'est joli, c'est bien construit. Mais on a un problème d'ensablement des rues et à mon humble avis, j'ai constaté que c'est du fait des démolitions de certaines maisons. Quand on démolit, on prend un endroit où mettre les gravas au lieu de les transporter au bon endroit, ce qui fait que tout le temps les pavés sont remplis de sable. Donc, je voudrais attirer votre attention sur cela. Je n'ai aucun doute sur la préparation de ce Code, je sais que vous avez eu à englober beaucoup de problèmes de la construction allant de la sécurité à la sûreté, mais je pense aussi que l'esthétique ne doit pas être négligée. Quand on parle d'urbanisation, il est bon quand même que les voies soient suffisamment dégagées. Je prends pour exemple la route de Cambérène, sur le littoral, c'est rempli de gravats et d'ordures. Les gens disent que ces gravats ont été déversés ici parce qu'il y a une route qui va traverser le littoral, mais en même temps il y a des ordures et il y a

une odeur vraiment nauséabonde qui se dégage sur cet axe-là pour ceux qui empruntent les Parcelles Assainies, Grand-Médine, via la mer pour aller à Cambérène. Donc, Monsieur le Ministre, je pense aussi qu'il est bon quand nous normalisons la construction au Sénégal que les services de l'urbanisme jettent un coup d'œil après la construction de la maison, que cela ne s'arrête pas au bâtiment, qu'on ait une norme, qu'on homologue un peu ce qui doit être fait aux alentours de nos trottoirs. Cela va diminuer un peu ce que l'Etat devait faire pour le dallage des rues. Il faut imposer à la personne qui doit construire, de prendre en compte la devanture de sa maison pour ne pas encombrer la rue.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre Collègue Abdoulaye Sène.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Tantôt, j'avais adressé quelques félicitations à Monsieur le Ministre d'Etat et à l'ONAS concernant ces rejets d'eau brute sur la plage de Cambérène.

Je voudrais, si vous me le permettez, Monsieur le Ministre d'Etat, anticiper en vous remerciant également pour cette bonne nouvelle que j'ai pu ramasser par-ci, par-là, concernant une préoccupation sur laquelle je suis régulièrement, avec d'autres collègues d'ailleurs, revenu pour interpellier le Gouvernement là-dessus. Vous devinez bien, Monsieur le

Ministre d'Etat, qu'il s'agit de cette douloureuse question de l'hôpital régional de Fatick. Ce chantier démarré depuis 1999, arrêté à plusieurs reprises, et encore à l'arrêt a fini de plonger les populations dans le doute et dans le désarroi. J'aurais appris, Monsieur le Ministre d'Etat, que vous avez fait les diligences qu'il fallait et qu'un marché aurait été déjà signé et qu'on peut espérer une reprise des travaux de façon imminente. Je souhaiterais, Monsieur le Ministre d'Etat, que vous puissiez nous édifier là-dessus et cette fois-ci, nous souhaitons que ce soit la bonne reprise et que nous puissions, tambour battant, poursuivre les travaux et faire en sorte que cet hôpital puisse être mis en service assez rapidement, nous le souhaitons vivement. Et, dans cette perspective, bien sûr, vous le comprendrez bien, nous souhaiterions que vous puissiez transmettre à Monsieur le Président de la République nos remerciements, notre gratitude parce qu'il s'agit là d'une épine lourdement plantée dans mon pied et certainement quand nous enlèverons cette épine, les populations seront particulièrement heureuses.

Monsieur le Ministre d'Etat, je ne reviendrai pas sur l'utilité, l'urgence et la pertinence du Code, l'exposé des motifs, le rapport l'explicite suffisamment. Mais vous me permettrez de faire deux ou trois petites suggestions : d'abord, à l'article L4 vous évoquez la possibilité que le Maire et le Président du Conseil rural puisse délivrer une autorisation s'agissant de cimetières nouveaux transférés hors des communes, je me demande si vous ne créez pas des risques potentiels de conflit de compétences. A partir du moment où c'est hors de la commune, pourquoi ne pas laisser la responsabilité simplement au Président de la Communauté rurale ? Ensuite, Monsieur le Ministre d'Etat, à l'article L2, vous avez parlé des communes, je pense que, à la place de communes, vous auriez pu simplement parlé de collectivités locales englobant à la fois toutes les catégories concernées. A l'article L5, je pense que vous auriez pu, c'est une suggestion aussi, laisser l'expression plus ouverte. Vous avez parlé des édifices publics destinés à la formation, notamment les locaux scolaires, les établissements sanitaires, est-ce qu'on n'aurait pas pu s'en tenir simplement aux édifices publics et ensuite prolonger par les locaux, etc.? Je pense que cela rendrait le texte beaucoup plus précis et certainement plus élégant et si vous ne voyez pas

d'inconvénient, des amendements pourraient être faits officiellement là-dessus.

Enfin, Monsieur le Ministre d'Etat, j'ai à l'esprit des Codes, le Code de l'eau, d'autres Codes certainement qui ont été bien conçus, élaborés, adoptés et qui sont restés de longues années sans être appliqués. A l'article L38, vous avez annoncé une série de décrets qui devra être pris. Je voudrais, Monsieur le Ministre d'Etat, que vous puissiez garder à l'esprit l'urgence qu'il y a rendre applicable ce Code et veiller à ce que ces décrets puissent être pris assez rapidement.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Famara Senghor.

MONSIEUR FAMARA SENGHOR

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, je vous félicite et vous encourage pour la confiance renouvelée du Président de la République.

J'avais voulu prendre la parole tout à l'heure, mais je ne l'ai pas pu, je m'en excuse. Je voudrais surtout parler du projet d'investissement concernant l'assainissement du département de Foundiougne ...

(Interruption par le Président).

MONSIEUR LE PRESIDENT

S'il vous plaît, cher Collègue, on ne parle plus d'assainissement.

MONSIEUR FAMARA SENGHOR

Concernant alors le Code de la construction, je profite de la tribune pour poser une doléance qui est très cruciale, Monsieur le Président. J'ai une proposition à vous faire concernant votre département. Aujourd'hui, Dakar est saturé ; les communes de la banlieue, en ce qui concerne les cimetières dans les quartiers et autres, ont des problèmes. Je propose la construction d'un cimetière national. Il faut le prévoir, comme on est sur le Code de la construction. Il y a le Code de la route, le Code de l'assainissement, tous ces Codes doivent être largement diffusés par votre Ministère.

Nous avons un détachement de Sapeurs Pompiers au niveau de Foundiougne, il n'y a pas de bouche d'incendie, je profite de l'occasion pour attirer votre attention sur ce fait, donc notre souhait aujourd'hui, et le souhait de ces techniciens, c'est d'avoir une bouche d'incendie au niveau de Foundiougne pour parer à des éventualités. Vous êtes venu en hélicoptère à Foundiougne, vous avez vu que lorsque les Sapeurs Pompiers ont voulu arroser, ils sont partis jusqu'à 40 km de Foundiougne, aller-retour cela fait 80 km, donc s'il y a un incendie, cela peut faire beaucoup de dégâts avant qu'on n'intervienne.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Oumar NDOYE.

MONSIEUR OUMAR NDOYE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Je m'associe aux félicitations qui vous ont été adressées, à vous et à vos équipes respectives.

Il s'agit aujourd'hui d'un projet de loi qui vient modifier l'article 68 de la loi 2008/43 parlant du Code de la construction. Au niveau de la section 3, à l'article L.5 quand on parle de la prise en considération des handicapés au niveau de la construction, j'aurais aimé Monsieur le Ministre d'Etat, que vous alliez un peu plus loin au niveau de cette disposition. Alors, ma question est de savoir quel est le dispositif qui va être mis en place pour permettre aux différentes personnes qui vont se lancer dans des constructions, de prendre en compte réellement ces handicapés à mobilité réduite. Qu'est-ce qui va être réellement mis en place ?

Par ailleurs, je vous félicite pour ce projet de loi parce que j'ai eu à dire, il y a quelques mois, à travers toutes les ondes, que l'Etat devait prendre ses responsabilités, parce qu'on ne pouvait pas se permettre aujourd'hui encore de voir des bâtiments menaçant ruines sans que l'Etat ne fasse rien. Donc, ce projet de loi vient à point nommé, nous vous en félicitons et en félicitons le Gouvernement et le Président de la République bien sûr. Et si vous vous rappelez bien, c'était suite à une catastrophe qui était arrivée à Yoff avec nos amis sérères qui étaient décédés, une douzaine de personnes et vous étiez venu vous-même, j'ai eu l'occasion de vous féliciter ici pour cela, nous avons fait le tour des bâtiments qui menaçaient ruines à Yoff, des dispositions ont été prises, mais là également, Monsieur le Ministre d'Etat, je pense qu'il y a une certaine lenteur à ce niveau. Nous avons été dans des écoles qui menaçaient ruines, des décisions ont été prises, ces classes ont été fermées, il était question de reconstruire et jusqu'ici rien n'a été fait à ce niveau.

Je pense que le projet de loi vient à son heure pour rectifier, pour montrer que l'Etat prend en main désormais toutes ces questions. C'est une très bonne chose, mais je voudrais savoir, quelle est la procédure réellement simplifiée ? Nos collègues en ont parlé tout à l'heure, pour quelqu'un qui veut construire, quelles sont les différentes phases ?

Quelle est la procédure qui va être mise en place pour permettre à cette personne d'avoir toutes les autorisations requises pour pouvoir commencer sa construction?

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

La parole est à notre collègue Amadou DIARRA.

MONSIEUR AMADOU DIARRA

Merci encore une fois, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Chers Collègues,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, apprécier la démarche qui a prévalu avant l'examen en plénière de ce projet de loi sur le Code de la Construction. Je crois qu'il est important d'informer les autres collègues ou l'opinion que, sur l'initiative du groupe libéral avec à sa tête le Président Doudou Wade, ce projet de loi a été programmé par le Bureau de l'Assemblée nationale bien avant aujourd'hui. Si on l'examine à pareil moment, c'est parce que des députés, comme une certaine opinion veulent le faire comprendre, ne font pas qu'applaudir, ne font pas que consommer ce qui vient du Gouvernement. Et, le Président Doudou Wade a pris l'initiative avec les membres de la Commission et d'autres députés volontaires qui ne sont pas membres de la Commission, comme moi-même de changer la date prévue initialement, pour faire une démarche participative, impliquer tous les acteurs susceptibles de donner leur point de vue sur le Code de la Construction afin de le rendre consensuel pour que, à l'application, il ne se pose pas de problème. Voilà ce qui a valu beaucoup d'amendements partout et c'est une attitude que je tenais à apprécier de la part des députés, surtout de la

mouvance présidentielle, pour que l'opinion sache que ce ne sont pas des consommateurs des projets de loi. Mais, si le Gouvernement initie un projet de loi en faveur des populations, les parlementaires libéraux se comportent véritablement en digne représentants du peuple. Mon point de vue sur ce Code de la construction, Monsieur le Ministre d'Etat, c'est une proposition pour un mécanisme qui doit faire la promotion des matériaux de construction tel que l'argile. On nous aurait informés que le Sénégal est riche en argile. Mais, dans nos constructions ici à l'Assemblée nationale, dans les bâtiments administratifs, nos maisons, on utilise le ciment. Sur le globe terrestre, nous sommes vers l'équateur et les colonisateurs qui construisaient vers les années 60 nos bâtiments administratifs avaient besoin justement de la chaleur parce que quittant l'occident, mais nous en tant qu'africains pour nous adapter, nos bâtiments devraient véritablement répondre à cette identité culturelle.

Allez au Mali ! Vous voyez la mosquée de Tombouctou construite en argile, aujourd'hui c'est dans le patrimoine mondial, des touristes viennent visiter ce monument. Et, avec ce matériel, vu nos conditions climatiques, cela rejette de la chaleur alors que le ciment en attire. Est-ce que il y a un mécanisme d'application de ce Code pour promouvoir cela, en demandant à l'Etat, dans les Collectivités locales nouvelles, pour leur hôtel de ville, ou demain les gouvernances, ou même les maisons des différentes autorités administratives, d'encourager justement la construction tant sur le Plan de l'utilisation des matériaux sénégalais, africains que sur l'architecture elle-même ? Quel mécanisme faudrait-il pour véritablement faire la promotion de cela.

L'autre aspect, c'est l'accessibilité des personnes handicapées à ces futurs bâtiments. Après ce vote, pour l'application, je crois que nous devons en finir véritablement de réceptionner en tant qu'administration des bâtiments qui ne prévoient pas l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, comme l'a dit tout à l'heure le docteur Ndoye. Je voudrais vraiment qu'on insiste là-dessus. Que ceux qui reçoivent les travaux puissent veiller sur cet aspect.

Et pour terminer, sur le contrôle de la qualité, avant, pendant et à la réception. Il y a des matériaux comme on dit, je ne veux pas citer le pays. Il y a des matériaux très légers qui sont de l'imitation. Vous réceptionnez tout de suite un bâtiment, vous touchez le poignet de la

porte, il se casse alors que cela a été réceptionné par des techniciens. Quels sont ceux qui veillent au contrôle ? Quelle est leur responsabilité, si après réception on constate qu'en peu de temps ce bâtiment se ruine, ou bien que le matériel sur le plan de l'électricité, sur le plan des portes, l'utilisation de ce matériel n'est pas de qualité. Quelle est la responsabilité de ceux qui sont chargés du contrôle, Monsieur le Ministre d'Etat? Il faudrait à ce niveau qu'on prenne des sanctions et qu'on les rende exemplaires pour que demain des fonctionnaires, ou des techniciens, ou même des élus ne puissent pas réceptionner des bâtiments qui ne répondent pas à toutes les normes. Je voudrais véritablement qu'on mette l'accent sur l'exemplarité de la sanction d'une défaillance d'un certain agent que ce soit un élu au niveau des mairies, ou au niveau de l'administration et qu'on le rende public pour éduquer, pour que demain les contrôleurs puissent être beaucoup plus vigilants par rapport à ces bâtiments qui menaceraient ruines.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La parole est à notre collègue Moussa Daffé.

MONSIEUR MOUSSA DAFTE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

C'est juste une préoccupation particulière, j'ai été confronté dans l'exercice de mon mandat de maire à ce genre de problème de démolition de bâtiments, d'édifices. Dans une vieille cité coloniale comme Sédhiou, j'ai été souvent saisi, je le constate, mais j'étais désarmé pour pouvoir intervenir et démolir. Ce sont souvent d'anciens comptoirs coloniaux dont les propriétaires ont disparu, d'anciennes compagnies de la CFAO, ou alors des traitants libano-syriens qui sont rentrés dans leur pays qui n'ont plus d'ayants droits. On a plein d'édifices

comme ceux-là qui menacent ruines dont on n'arrive pas à trouver les propriétaires. Ils ont disparu, ils sont décédés la plupart du temps. Je viens d'être informé du décès malheureusement de l'un d'entre eux qui s'était isolé et qui n'a pas d'ayants droits au Sénégal. Alors on est obligé, saisi par la commission de la protection civile souvent de détruire ces bâtiments. On les détruit sans avoir la possibilité de se l'approprier puisqu'on n'y a aucun droit. Maintenant, avec la nouvelle législation, je ne sais pas ce que vous prévoyez dans ce cas.

Est-ce que c'est la collectivité locale qui devient propriétaire du terrain qui se libère ainsi sans occupant, après avoir fait des enquêtes ? Dans quels délais ces enquêtes doivent être faites par rapport justement à l'article, quand il y a urgence comme vous l'avez fait noter et qu'il faut nécessairement démolir parce que c'est un danger public ? Ce sont des problèmes de sécurité souvent qui se posent. Et parfois même si le propriétaire est vivant et qu'il est de mauvaise foi, qu'il ne veuille pas se manifester, vous nous mettez dans des obligations au cas où la mesure n'aurait pas été exécutée après avoir été avérée de l'existence d'un péril.

Lorsqu'on nous donne un délai que le propriétaire n'exécute pas, comment est-ce qu'on peut lui faire payer une fois qu'on a engagé la procédure de démolition ? Quel droit on a de le poursuivre ? Faut-il aller chez le juge avec toute la procédure que cela implique ? Tout à l'heure on parlait de la loi, c'est bien mais avec les décrets d'application et leur modalité d'exécution, on est souvent dans des contraintes, dans des difficultés de mise en œuvre telles qu'on se trouve pratiquement handicapé et vraiment, il nous est impossible de réaliser cette mission qui nous est souvent confiée. Je voudrais que vous, si ce n'est pas le cas, insistiez beaucoup sur les modalités d'exécution. Sinon, on se trouvera avec les mains liées et sans la possibilité d'exécuter cet arrêté.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La parole est à notre collègue Moussa Diao n°2.

MONSIEUR MOUSSA DIAO N°2

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre chargé des Affaires sociales et des Relations avec les Institutions.

Je m'associe aux remerciements et aux félicitations qui vous ont été adressés tantôt par mes Collègues et je vais faire une petite observation relativement au texte. Parce que, Monsieur le Ministre, au Sénégal généralement on a de bons textes mais c'est dans la vulgarisation des textes, dans le suivi et les sanctions positives ou négatives à prendre qu'il y a des problèmes. Quelqu'un a parlé tout à l'heure d'un Plan de communication. Je voudrais faire une suggestion, disons une proposition parce que je pense que pour vulgariser ces textes, il y a quand même des conditions qu'il faut réunir et je suis sûr que vous les prendrez. Je voudrais proposer que, dans la mise en place et dans l'application du texte, on implique les délégués de quartier, les élus locaux, qu'on mette même en place un numéro vert pour signaler les immeubles qui sont menacés d'effondrement, parce que Dieu sait qu'il y en a beaucoup dans la ville et les gens passent tous les jours à côté mais, sans qu'on ne leur signale cela. Je crois que le danger est là. Pour terminer vous me permettrez de faire une petite digression parce que je voudrais parler de l'immeuble du marché Sandaga. Je ne sais pas si c'est le maire qui est compétent, ou si c'est vous. Mais en tous cas, je pense que pour cet immeuble, il y a quelque chose à faire et je crois peut-être que, avant de terminer cette séance, vous nous direz quelles sont les mesures qui ont été prises.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La parole est à notre Collègue Ahmed FALL.

MONSIEUR AHMED FALL

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Pour l'autorisation de construction délivrée au promoteur, il y a l'étude de sol qui souvent est faite par le CEREC qui est un service appartenant à l'Etat. Mais, les gens pensent que les coûts de cette étude sont un peu élevés. Est-ce que pour inciter les gens à faire des études de sol avant de construire, il ne faut pas faire en sorte que les prix soient un peu plus modérés par rapport à cette étude ?

Monsieur le Ministre d'Etat, sur l'article L.16, vous parlez de la durée de garantie du promoteur par rapport aux équipements qui sont livrés aux acheteurs, je pense que cette durée de garantie est très courte ; parce que un an, c'est très court pour déceler les anomalies sur certains équipements, il faudrait revoir cela.

Ensuite, Monsieur le Ministre d'Etat, sur le patrimoine bâti de l'Etat, aujourd'hui force est de reconnaître qu'il est temps qu'on recense l'ensemble du patrimoine bâti de l'Etat qui souvent, dans certaines zones, est en détérioration. On ne sait pas qui occupe ces bâtiments et parfois ils sont en état de dégradation très avancée et l'Etat paye très cher en matière de convention pour loger certains ministères ou certains agents de l'Etat. Je pense que j'avais posé le problème au Ministre des Finances qui était vraiment disposé à vous accompagner sur un recensement pour pouvoir identifier l'ensemble de ce patrimoine, quitte même à ce qu'on les vende pour renflouer les caisses de l'Etat. Aujourd'hui, force est de reconnaître qu'il est temps que l'Etat puisse identifier tous ces biens au niveau du pays, aussi bien à Dakar qu'à l'intérieur. Je prends le cas de Saint-Louis ou au bloc 22, il y a des bâtiments qui coûtent des milliards mais qui sont occupés. Par qui ? On ne sait pas ! Des retraités, des gens qui ne sont même plus en exercice. Je crois que cela aussi mérite des réflexions.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci cher collègue, la parole est à notre collègue Amette Saloum Boye.

MONSIEUR AMETTE SALOUM BOYE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Nul n'est sensé ignorer la loi, c'est ce que dit l'adage. Les codes sont nombreux, ils sont volumineux, difficile à maîtriser et à comprendre. Cette politique d'information et de communication dont parle mon collègue Malick est importante. C'est la raison pour la quelle je voudrais vous suggérer avec vos techniciens, pour faire comprendre ces codes aux élus, aux délégués de quartier, que quelqu'un en parle. Il faudrait peut-être initier des formes de rencontre, des cadres de concertation ou de séminaires pour pouvoir faire passer l'information, faire comprendre aux populations le contenu de certains codes pour éviter justement des difficultés de compréhension.

Dans l'article L.42, il est dit que l'inspection des bâtiments relève de l'Etat et doit s'exercer pleinement aussi bien pour les bâtiments publics que privés, Monsieur le Ministre d'Etat, « l'immeuble Sam » de Bopp, qui en est propriétaire, les héritiers? Qu'attend la collectivité locale ? Et l'Etat va-t-il attendre la situation du Joola, si un toubab passe, que l'immeuble s'écroule, qu'il soit tué, que l'on connaisse une plainte contre nos autorités ? Ce n'est pas normal ! Depuis des années, cet immeuble est là, ou bien l'Etat fait pression parce que dans l'article L. 43 il est dit que, si au cours des contrôles, une inspection générale constate des bâtiments ou édifices quelconques menaçant ruines ou qui pourraient par leur effondrement compromettre la sécurité ou n'offrent pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité publique, elle établit un rapport transmis au représentant de l'Etat qui sera tenu dans ce cas de faire prendre, par la collectivité locale visée, les dispositions qui s'imposent conformément à l'article L 139 et évidemment , puisque le Code va être adopté, je suis sûr qu' Oumar Sarr va régler le problème. Faites pression, Monsieur le Ministre, il se fait tard pour cette situation-là, vous avez le cas de l'immeuble de Médina et c'est le même problème

qui se pose, vous n'avez pas de possibilités de permettre à l'Etat, à la collectivité de disposer de mines, que l'on fasse tomber ces immeubles-là comme on le voit à la télévision quand il s'agit de faire tomber des immeuble à Paris et à New York. Ici, pour le petit immeuble de Médina, n'était-il pas possible de le faire tomber? Evidemment, je prie que cette crainte ne se reproduise. Pour l'immeuble de Bopp également, la problématique c'est comment faire tomber ce bâtiment qui dépasse la menace de ruines, il y a une école à côté, il y a un marché à côté, Monsieur le Ministre, il y a des risques.

Et évidemment, en parlant de construction, je reviens à l'habitat rural, trouvez-nous du matériel pour construire, notre problème, c'est le « **niakh** », c'est le « **bann** », le banco, etc., est-ce que avec vos ingénieurs si compétents, si disponibles, on ne pourrait pas étudier cette forme pour que ce Code de la construction puisse connaître réellement l'évolution que vous en attendez, c'est-à-dire le développement exponentiel des populations qui puissent bénéficier d'un habitat sain et des conditions de vies saines pour faire connaître au peuple l'avancement du Sénégal.

Voilà Monsieur le Président, je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Abdoulaye BABOU.

MONSIEUR ABDOULAYE BABOU

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

J'ai parcouru le Code qui nous est soumis aujourd'hui, j'y décèle quand même des dispositions assez intéressantes, par exemple des dispositions relatives aux personnes handicapées, c'est à partir des articles L.5 et suivant, pour permettre aux personnes handicapées de pouvoir se déplacer librement dans les bâtiments et surtout ceux à

construire. Évidemment au Sénégal, on ne le fait pas trop, mais ce qui est sûr c'est que dans les pays développés, tout le monde constate que les personnes handicapées sont privilégiées pour permettre leur déplacement.

Je ne sais si c'est une nouveauté, j'ai vu à la lecture de l'article L.30 l'assurance obligatoire ; l'article qui dispose que avant de construire, même à l'ouverture des chantiers, il faut souscrire une assurance dommage obligatoire pour commencer à travailler.

Evidemment même si c'est textuel, je me pose la question de savoir si c'est appliquer. Je me demande surtout, si l'administration y veille pour demander en amont l'assurance avant même de délivrer les papiers nécessaires pour la construction.

Je vais quand même vous poser deux questions sur un cas que tout le monde connaît, c'est le cas du marché Sandaga. Tout le monde sait que le Marché Sandaga menace ruines, on en parle depuis très longtemps et Dieu sait que les journaux en font leurs choux gras, certains même disent qu'on peut s'attendre à un nouveau joola. Bon, c'est vrai que mes parents baol-baol représentent un certain pouvoir économique, mais faut-il attendre la catastrophe pour en tirer les conséquences? Je ne le pense pas, surtout que l'article 139 colle véritablement à la situation: les collectivités locales doivent prescrire la réparation ou la démolition des murs, des bâtiments ou édifices quelconque qui menacent ruines, etc. Je crois qu'il faudrait prendre des mesures. Evidemment, vous direz que ce sont les collectivités locales, mais quand il y a un problème d'ordre public, cela dépasse la collectivité locale. C'est l'Etat qui doit se mettre véritablement au devant pour régler le problème de Sandaga avant qu'une catastrophe n'intervienne. Et paradoxalement, on voit certaines zones où des Sénégalais construisent des bâtiments et du jour au lendemain, on se réveille, et ces bâtiment-là sont purement et simplement détruits par des bulldozers. Alors, là aussi on se pose des questions. Des Sénégalais qui travaillent, qui certainement ne suivent pas les règles prescrites, mais tout de même, voir du jour au lendemain l'ensemble de vos économies s'envoler, c'est tout de même un problème. Pourquoi, on est assez diligent pour ces gens-là et quand il s'agit d'un bâtiment comme Sandaga on attend toujours?

Je voudrais enfin, vous poser une question, parce que c'est une question pour moi. J'ai trouvé que dans l'article L.47 qui parle de certitude de vue et qui dispose « l'un de vos voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, réaliser dans le mur mitoyen une fenêtre », etc. Moi, j'ai un problème pratique, j'ai un voisin qui a construit, qui a élevé même ses constructions, qui m'empêche de disposer naturellement de vue. Peut-être même que ce n'est pas cela qui est important, mais mon voisin a blanchi ses murs intérieurs et a laissé la partie qui se trouve chez moi en l'Etat. Voyez-vous ? Donc, à l'intérieur tout est blanchi, c'est comme si on avait peint ici l'Assemblée et que derrière on n'a rien fait. Ce qui enlaidit naturellement ma maison. Et j'ai ce problème-là. Je n'irai pas jusqu'à l'amener au tribunal. Je me proposais même de me dire « est-ce que vous pouvez me donner l'autorisation de peindre la partie qui se trouve chez moi pour avoir quand même une harmonie ». Je n'ai pas eu de réponse jusqu'à présent. C'est sûr que j'aurais pu aller au tribunal et dire que j'éprouve un préjudice parce que c'est ma maison. C'est incompatible, c'est même laid de voir que j'ai peint chez moi et qu'il y a une partie de ma maison pas du tout peinte. Mais c'est le fait de mon voisin qui a construit, c'est cela mon problème. J'espère que vos techniciens vous donneront les réponses que vous me donnerez bien.

Je vous remercie, en tous cas et vous félicite parce que le Code vient à son heure.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

Je donne la parole au dernier inscrit, notre Collègue Moustapha dit Djamil DIOP.

MOUSTAPHA DIT DJAMIL DIOP

(Intervention en wolof).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La liste des orateurs étant épuisée, Monsieur le Ministre d'Etat, vous avez la parole.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Merci, Monsieur le Président.

Il y a un certain nombre de questions qui ont été posées, je vais essayer d'y répondre puisqu'il n'y a pas beaucoup d'intervenants. Pour les autres questions, nous allons essayer en relation avec mes services de donner les réponses appropriées aux honorables députés.

L'honorable député Famara Senghor demande un cimetière national, mais, après il m'a dit un cimetière pour la région de Dakar, là aussi ce sont des problèmes. La gestion des cimetières dépend des collectivités locales, donc des communes et des communautés rurales. S'il faut un cimetière pour la région de Dakar, l'ensemble des collectivités locales de la région de Dakar doivent s'associer pour cela. On a noté la question, mais en tout cas, le problème que vous posez est réel, il n'y a pas assez d'espaces pour les cimetières, bref on a pris bonne note. Sur la question de Foundiougne aussi, on a pris bonne note pour essayer de répondre positivement à votre demande.

L'honorable député El Hadji Malick Diop a raison, je pense que pour ce Code comme pour les Codes de l'urbanisme et de l'assainissement, il y a d'abord un problème de communication. J'en parlais hier avec mes collaborateurs, nous serons déjà obligés d'éditer, d'imprimer et de diffuser largement ces différents Codes, d'autant plus qu'il y a des sanctions au bout. Il y a beaucoup de sanctions, on a parlé tout à l'heure des sanctions au niveau du Code de l'assainissement, notamment des personnes qui déversent l'eau usée dans un système qui n'est pas fait pour cela, etc. Donc, il y a beaucoup de sanctions qui sont prévues dans les différents Codes, et il faudrait que tout le monde puisse les connaître au moins. Nous devons aussi expliquer ce Code de la construction qui concerne beaucoup de personnes et nous en avons

parlé tout à l'heure. Il y a les assureurs, les constructeurs, les architectes, les contrôleurs techniques, les propriétaires, les sociétés de coopérative. Toutes ces personnes qui interviennent dans la construction sont interpellées par ce Code. Et nous avons dit que toute personne impliquée dans ces constructions doit être assurée, même si on est propriétaire et qu'on doit louer à d'autres personnes. On veut vraiment défendre le Sénégalais jusqu'au bout.

Donc, il y a beaucoup de problèmes, des questions de solidité du bâtiment, mais aussi des questions d'assurance qui concernent l'occupant, qu'il soit propriétaire ou qu'il soit locataire.

L'honorable député nous a posé des questions sur le guichet unique, après j'ai regardé et dans mes textes, je n'avais pas le Code sur le guichet unique, je pense qu'il parle bien sûr du Code de l'urbanisme et des circulaires qui sont associées à ce Code de l'urbanisme, mais je pense qu'on aura l'occasion d'en reparler puisque nous sommes en train de préparer les décrets d'application de ce Code de l'urbanisme notamment au niveau de cet arrêté. Mais ce dont il parle, c'est l'animation du guichet unique. En fait le maire signe les autorisations de construire, l'instruction de ces utilisations de construire est faite par les services chargés de l'urbanisme, donc les deux interviennent, c'est le Code actuel des collectivités locales qui dit que c'est après instruction du service chargé de l'urbanisme.

Le maire et l'Etat sont forcément associés dans l'examen de ces différents Codes. Pour le guichet unique, certains bailleurs, je l'ai dit en commission, ont même fui, ont déplacé leurs projets en disant qu'au Sénégal, il faut deux ans, un an pour avoir un permis de construire, alors que dans d'autres pays, il y a quand même un délai très raccourci. Ce sont ces problèmes là qui ont fait que nous allons bien sûr travailler à installer ce guichet unique, à l'animer et à faire en sorte qu'il y ait une production rapide des autorisations de construire. Mais cela concerne beaucoup plus le Code de l'urbanisme, on en reparlera tout à l'heure. Et, dans les décrets, on définit ce qui est un dossier ordinaire, ce qui est un dossier complexe. Le Code de l'urbanisme nous ne l'avons pas assez diffusé parce que nous attendons effectivement le décret, nous voulons le diffuser en même temps que le décret pour que tout le monde puisse quand même apprécier à sa juste valeur ces différents Codes.

Je pense qu'il a aussi posé la question sur les servitudes de ville ; là il y a l'article L.47 dont a parlé Maître Babou, qui prévoit que l'un des voisins ne peut pas, sans le consentement de l'autre, réaliser dans le mur une fenêtre, ou procéder à une ouverture même en verre dormant. Donc, je vous disais que cela est appliqué dans le cadre du Code. Sur les constructions en bordure de route, je pense que l'article 44 et autre en parlent. Sur les économies d'énergie, on en parle également, notamment dans le Code de la construction, mais on fait référence à des décrets d'application, ce sont les décrets d'application qui vont préciser dans quelles conditions il doit y avoir économie d'énergie ou pas.

Je pense que j'ai répondu à l'ensemble de ces questions.

L'honorable député Néné Marème Kane a fait une appréciation sur le Code et les décrets d'application et a insisté sur la nécessité de beaucoup communiquer, elle a parlé de l'ensablement des routes notamment au niveau de la route de Cambérène. Donc, il n'y a pas une question précise mais c'était beaucoup plus une intervention que des questions.

L'honorable député Abdoulaye Sène, nous a posé la question sur l'hôpital de Fatick. C'est vrai que, aujourd'hui, le marché est signé pour l'hôpital de Fatick et l'hôpital de Ziguinchor, mais il y a toujours cette question : est-ce qu'on réalise l'hôpital à partir de l'existant ou est-ce qu'on construit un hôpital totalement neuf ? C'est-à-dire, on prend un autre endroit et on construit l'hôpital. Il y a cette question qui doit être réglée dans la semaine. En tout cas le marché a été signé par le Ministre du Budget puisqu'il fallait passer par la Direction centrale des marchés publics, cela a pris un certain nombre d'années. Maintenant, il y a ce dernier problème ; vraiment les hôpitaux de Fatick et Ziguinchor nous ont posé d'énormes problèmes. Il y a ce dernier problème qui est posé maintenant pour un hôpital neuf ou bien est-ce qu'on construit à partir de l'existant.

Il nous a posé également la question sur l'article L.4, le cimetière hors de la commune. Je pense que les cimetières contiguës à une commune, on en a parlé. Dans une commune, les constructions doivent être quand même assez éloignées des cimetières. Cela ne concerne pas les communautés rurales, mais les constructions qui sont dans la commune.

Concernant l'article L.5 sur les édifices publics, on a posé la question des handicapés. Si on met que, au niveau de tous les établissements publics, il faut qu'il y ait des réserves pour les personnes handicapées, cela poserait un certain nombre de problèmes. Mais, on a déjà dit que pour tout ce qui est habitation collective en immeuble, tout ce qui est destiné à abriter des travailleurs- les handicapés peuvent être des travailleurs, ils doivent aussi aller à l'école, à l'hôpital - , tout ce qui est local scolaire, universitaire, établissement sanitaire, dans leurs nouvelles constructions, on doit faire des réserves pour les personnes handicapées. Je pense que dans l'immédiat, c'est une bonne mesure. Nous sommes chargés de l'application au nom de l'Etat, de ces textes donc, nous veillerons à ce que ces bâtiments soient accessibles à ces personnes handicapées.

L'honorable député Oumar Ndoeye aussi a parlé de l'article L.5 sur la prise en compte des handicapés, mais aussi des dispositions à prendre par rapport à Yoff, par rapport à l'ensemble des bâtiments qui menacent ruines. Sur les bâtiments qui menacent en ruines, nous n'avons pas voulu changé le texte concernant le Code des collectivités locales puisque dans ce texte il est dit que ce sont les maires qui sont chargés de gérer les bâtiments menaçant ruines. Maintenant, est-ce que ce sont les maires de villes ou les maires de commune d'arrondissement? De manière générale, ce sont les maires de villes qui sont concernés par les bâtiments menaçant ruines au niveau de Dakar. Ce sont les maires qui sont chargés d'avertir, de prendre l'arrêté de péril et d'exécuter le cas échéant ces mesures. Donc c'est le travail du maire, maintenant si le maire ne peut pas le faire, l'Etat va probablement se substituer à ce maire. Mais, nous allons prendre des dispositions pour demander au maire de la ville de Dakar, puisque nous avons identifié certains bâtiments menaçant ruines, de prendre les dispositions pour pouvoir détruire ces bâtiments puisque c'est de sa compétence.

A un moment donné, nous avons voulu changer le texte pour que l'Etat puisse directement s'en charger mais vous savez, après tout le monde va dire qu'on a modifié encore le Code des collectivités locales parce que nous n'avons pas gagné dans les grandes villes et autres, donc c'est cela que nous avons voulu éviter et nous avons laissé cette compétence aux collectivités locales, notamment aux villes. Maintenant,

nous allons transférer l'ensemble de ces dossiers aux nouveaux maires des villes pour qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

On a parlé de Sandaga et d'autres immeubles qui existent au niveau de Dakar, je pense que toutes ces constructions sont concernées et les maires des villes sont compétents pour la destruction et pour la prise des mesures, notamment l'arrêté de péril, et le représentant de l'Etat interviendra si ce n'est pas fait dans les règles de l'art.

L'honorable député Amadou Diarra est revenu sur les questions de la procédure. Nous avons bien apprécié la procédure consistant à contacter l'ensemble des parties prenantes de ce Code de la construction, il a parlé du Groupe libéral, il y a aussi la CNP, les assureurs, les contrôleurs techniques, en tout cas il y avait beaucoup de personnes physiques ou morales qui ont pris position par rapport au Code et qui nous ont transmis leurs observations. Nous avons, dans la mesure du possible, intégré ces observations d'autant plus que c'est vraiment un Code fondamental, nous n'avons jamais eu ici un Code de la construction, c'est le premier Code bien sûr. Ce Code demandera à être modifié dans le temps, c'est clair mais c'est bien déjà que, au niveau de l'Etat du Sénégal on ait ce premier Code de la construction. Nous avons déjà un Code de l'urbanisme qui réglait les problèmes de l'urbanisme, qui ne réglait pas les problèmes de la construction, mais là nous allons quand même plus loin d'autant plus que même les questions d'habitat sont un peu réglées dans ce Code -là, toujours en protégeant le citoyen qui met son argent, qui au bout d'une certaine période doit avoir sa maison, donc il doit y avoir une garantie par rapport à cette maison. Et, tout le monde doit être couvert par les assurances au cas où il y a des retards, des malformations, etc.

On a les assurances pour nous protéger de cela et nous avons voulu que tout le monde soit impliqué. Nous remercions le Groupe libéral d'avoir pris des mesures, d'avoir permis ces discussions élargies à l'ensemble des participants à ce Code.

Les sanctions sont précisées bien sûr. Mais, il faut s'assurer d'abord pour ne pas avoir des sanctions négatives. Quand on est maître d'ouvrage, on doit s'assurer. Vraiment tout le monde doit s'assurer.

L'architecte, on a défini qui doit l'être, qui ne doit pas l'être, le technicien aussi. On doit définir à chacun son rôle et chaque intervenant doit s'assurer parce que tout le monde peut être concerné par rapport à une catastrophe. Nous avons vraiment insisté tout au long de la procédure sur ces questions.

L'honorable député Balla Moussa Daffé a parlé de la propriété de l'ouvrage d'abord et du terrain. Normalement ici au Sénégal, et dans le texte, il est prévu même que quelqu'un puisse être propriétaire simplement du terrain et que quelqu'un d'autre soit propriétaire de la construction. On le prévoit dans le texte. Mais jusqu'à présent au Sénégal, généralement celui qui est propriétaire du terrain est en même temps propriétaire de la construction, de l'ouvrage. Dans tous les cas, nous avons des propriétaires de terrain, donc si on détruit l'ouvrage, le bâtiment, le terrain n'est pas détruit, sauf si on en fait autre chose. Par conséquent, le terrain appartient toujours au propriétaire. Maintenant, la commune pour des raisons diverses peut en avoir besoin et cela nécessite d'autres procédures liées aux Domaines. Je sais qu'il connaît bien la procédure, seulement, il demande si on peut raccourcir ou sauter cette procédure. Je pense qu'à l'état actuel des choses, le Code de la construction ne règle pas ces problèmes. Il faudra regarder au niveau du Code des domaines, comment on peut régler ces problèmes, mais cela ne concerne pas la construction elle-même.

La manière dont on fait payer le propriétaire qui doit normalement détruire cette construction a été abordée. On a pensé à un moment donné qu'il faut l'inscrire, y compris ces dépenses qui ne sont pas payées, dans le titre pour que, au moment de vendre le titre ou de faire une opération sur le titre, éventuellement le propriétaire puisse payer. Donc, il y a un ensemble d'opérations qui doit être utilisé pour faire payer le propriétaire. Je pense que le décret va essayer de régler en partie ces questions qui sont très complexes quelquefois.

L'honorable député Moussa DIAO a parlé de numéro vert pour les immeubles, c'est vrai que c'est un problème de communes, de communes d'arrondissement. Les textes actuels concernant les bâtiments menaçant ruine posent problème dans une ville comme Dakar. Pour moi, ce sont les communes d'arrondissement qui connaissent mieux les bâtiments qui menacent ruines, mais c'est la ville

qui doit les gérer. Mais, en ce qui concerne le Code des collectivités locales, il faudrait peut-être en relation avec les Maires, les Présidents de Conseiller rural, essayer de rectifier cela. Cependant, il faut que les habitants des localités, les chefs de quartiers, un monsieur X puisse avertir qu'il y a un bâtiment qui menace ruines et notre inspection sera mise en place. Il faut veiller à cela, inspecter dès l'instant où il y a une information. C'est vrai que l'inspection pourra avoir un numéro vert pour qu'on puisse l'avertir. Par exemple, l'ONAS a un numéro vert sur lequel on l'appelle pour régler des questions liées à l'assainissement.

Pour l'immeuble du marché Sandaga, j'ai déjà répondu. Cela relève de la Mairie de la ville mais, l'Etat a tous les dossiers en main. On va les transmettre au Maire de la ville pour pouvoir régler définitivement ce problème.

L'honorable Ahmed Fall est revenu sur l'étude du sol, c'est un technicien, il a aussi parlé des prix qu'on devrait diminuer. Nous allons étudier ces questions en relation avec nos techniciens. Il a parlé de l'article L.16 et du patrimoine bâti et il a demandé que nous fassions le recensement exhaustif du patrimoine bâti de l'Etat. Le Président de la République lui-même l'a demandé et nous sommes en train de travailler sur ce dossier. Le Président a insisté pour que nous puissions avoir un répertoire détaillé de notre patrimoine dans l'ensemble des collectivités locales, y compris d'ailleurs les patrimoines qui sont loués parce que nous voulons diminuer la consommation de l'Etat en eau, mais il y a beaucoup de problèmes liés à cet état de fait. Nous sommes vraiment obligés de faire un recensement exhaustif et de faire le point sur les compteurs d'eau qui sont payés quelquefois par l'Etat sans qu'il n'use de ces bâtiments.

L'honorable député Amette Saloum Boye est encore revenu sur les questions de communication, nous sommes d'accord avec lui, il faudra que nous puissions vraiment communiquer sur ces questions du Code de l'urbanisme, du Code de l'assainissement, du Code de la construction. Nous viendrons dans les régions, il y aura des séminaires, il y aura des fora, nous pourrons vraiment discuter en long et en large de ces questions pendant les trois, six mois à venir, pour que tout le monde

puisse s'approprier ce texte, sinon cela ne servira à rien, il y aura des problèmes au niveau des décrets d'application et cela ne servira pas à grand-chose, on aura sorti un texte pour rien alors que vraiment ce n'est pas l'objet. Vous avez aussi raison à propos des questions d'habitat social, d'habitat rural ; nous voulons même une loi fondamentale sur les questions d'habitat rural. Nous sommes en train de travailler sur cela, le Président de la République nous a instruit pour qu'il y ait une avancée au niveau de l'habitat rural.

L'honorable député Abdoulaye Babou est revenu sur les questions d'assurance, j'en ai parlé tout à l'heure. On veut que cette fois-ci, tout le monde puisse s'assurer, puisse être garant des dégâts éventuels qu'il pourrait y avoir, des malformations d'une construction qui aurait des équipements qui ne seraient pas appropriés. Il y a bien sûr l'assurance décennale qui existe déjà nous avons relevé, insisté sur cela pour que, après la réception définitive, il y ait cette assurance, mais aussi que toutes les personnes impliquées dans la construction soient assurées. Vous êtes revenu sur le marché Sandaga, j'ai déjà parlé de cette question, l'arrêté de péril doit être pris cette fois-ci par le Maire de la ville de Dakar et nous nous donnerons les moyens de lui transmettre l'ensemble du dossier.

C'est vrai, vous avez relevé certains problèmes sur les maisons que nous détruisons quand la personne n'a pas droit à la construction. On a détruit rapidement et quelque fois encore ce n'est pas le cas, mais pour des maisons à problèmes comme le marché Sandaga, qui peuvent créer des dégâts beaucoup plus importants, il y a une hésitation, mais vous comprenez aussi que l'hésitation est d'ordre politique et sociale, parce que il y a beaucoup de personnes qui sont concernées, il y a forcément ce qu' on pourrait appeler des dégâts collatéraux qu'il faudra gérer. Cette situation demande aussi une communication avec l'ensemble des responsables qui sont concernés et nous avons commencé en pensant changer la loi et en imposant à l'Etat, cette prérogative. Nous avons déjà commencé, en relation avec les propriétaires de Sandaga, les utilisateurs, à tenir des réunions de concertation pour la mesure. C'est une mesure qui sera légèrement différée mais prise en relation avec le maire, l'Etat seul n'est pas apte pour prendre cette mesure.

L'honorable député Moustapha dit Djamil Diop a reposé ces questions sur l'entrepreneur, c'est vrai que nous avons évité de discuter de cette question, mais on est dans une société libérale, on ne demande pas de diplôme pour être entrepreneur, parce que, c'est juste le propriétaire de l'entreprise que l'on appelle entrepreneur. Par contre, il faudra veiller- et nous c'est ce que nous faisons- à la solidité de l'ouvrage, disons à l'art. Par exemple, chez les architectes, il y a des diplômes précis, il y a une assurance précise à avoir. Quelqu'un qui n'a pas d'assurance par exemple, n'est pas un architecte, cela est déjà dit dans les lois fondamentales, la règle sur les architectes. Nous avons un peu changé la loi parce qu'avant celui qui construisait était obligé de recourir à l'architecte, avec des maisons qui valent plus de trente millions mais là nous avons dit que les gens sous évaluent leurs maisons pour ne pas recourir à l'architecte donc, nous sommes partis de la surface bâtie. On a dit qu'il faut, en fonction de la surface bâtie, demander le recours obligatoire à l'architecte. Je pense que dans les décrets, nous avons parlé de 200 mètres carrés bâtis, à partir de là on est obligé de recourir à un architecte, vraiment c'est pour que le domaine de la construction puisse être géré en voyant large.

Pour l'entrepreneur, on ne peut pas exiger de diplôme, mais sur les assurances, c'est cela qui est plus important : la solidité de l'ouvrage du bâtiment, s'assurer et pouvoir faire appel à des techniciens de l'art. Sur cette question, on pourra intervenir et on est intervenu à travers le texte. De la même manière, pour les coopératives d'habitat, quand quelqu'un souscrit, ce sont des questions encore plus précises. Je ne connais pas le problème particulier que vous posez. Je parlerai avec mes services du problème de la coopérative que vous posez pour voir quelles sont les solutions ou la contribution que nous pouvons apporter en tant que Ministère.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Ministre d'Etat.

Quels sont les collègues qui souhaitent reprendre la parole ?

Néné Marème Kane

Oumar Ndoye

Abdoulaye Sène

La parole est à notre collègue Néné Marème KANE.

MADAME NENE MARIEME KANE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat, après avoir écouté votre réponse tout à l'heure, j'ai constaté que vous n'avez peut-être pas bien compris ce que je disais. Je parle principalement de la gestion des problèmes environnementaux dans la construction d'une manière globale. La gestion des gravats, c'est bon de démolir, mais quand on démolit, est-ce qu'on a le droit de le déverser dans un terrain vague quelconque? Et aussi quand on construit, il y a des normes de construction. Est-ce que ces normes s'arrêtent uniquement à la construction de l'immeuble? Ma suggestion était que, après avoir construit, on jette un coup d'œil quand même sur les devantures, ou bien sur la chaussée... **(Passage en wolof)**... Je pense que j'ai été un peu plus précise.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

Je donne la parole à notre collègue Oumar Ndoye.

MONSIEUR OUMAR NDOYE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Vous avez raison, je suis tout à fait d'accord avec vous quand vous soulignez les compétences du Maire de la Ville face à ces problèmes de destruction des bâtiments menaçant ruines. Alors, quand je suis intervenu tout à l'heure, j'avais dit effectivement que j'étais très content aujourd'hui de voir que l'Etat s'est engagé dans une procédure, en tout cas dans un processus de prise de responsabilité et que l'Etat avait accepté de prendre ses responsabilités. Et je crois que, Monsieur le Ministre d'Etat, si vous regardez, si on évalue tous ces bâtiments-là, l'aspect spectaculaire qui a suivi l'effondrement de ces bâtiments, je pense qu'on n'a pas entendu parler des maires, on n'a pas entendu de critiques dirigées et orientées vers les maires.

On a plutôt entendu parler de l'Etat, de l'Etat et que de l'Etat. Vous avez raison et je suis d'accord avec vous, mais je pense qu'il faudrait peut-être réfléchir davantage pour effectivement, peut-être, mettre en place des délais. Si les villes ne font pas ce qu'elles doivent faire, que l'Etat puisse se substituer à elles mais qu'il y ait des délais. Parce qu'aujourd'hui si je prends le cas de l'école 4 que nous avons visité ensemble, je vous en remercie encore, on avait vu qu'il y avait deux classes qui menaçaient ruines. Nous avons parlé ce jour et ils ont accepté de fermer ces deux classes. Mais si d'aventure, je ne le souhaite pas, des enfants de cette école, qui fréquentent encore l'école, s'aventuraient à entrer dans ces pièces et qu'il y arrive une catastrophe, on ne parlerait pas des Maires ; on dira que c'est l'Etat, on dira que même le Ministre d'Etat était venu visiter ce bâtiment, il y a un an et ils n'ont rien fait. Voilà ce qui va se dire. C'est une question délicate, vous avez raison, peut-être de par la politique. Mais je pense que là nous ne pouvons pas croiser les bras et dire que ce sont les villes qui sont responsables. Il faut mettre des délais.

Le 2^e problème que j'avais évoqué concernant la section 3, l'article L.5 relative aux handicapés, en ce qui concerne les constructions, c'est une très bonne chose et je me demande s'il ne faudrait pas penser aussi à des réaménagements au niveau des bâtiments publics, les édifices publics actuels ; parce que là on parle de nouvelles constructions, mais ne faudrait-il pas aussi penser à des réaménagements des édifices

publics pour donner l'exemple, pour permettre à ces personnes à mobilité réduite de pouvoir accéder à ces bâtiments.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à Abdoulaye Sène.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat, je voudrais au risque de m'attirer les foudres de mes cousins haalpulaar, vous interpellier à nouveau sur le problème de l'hôpital de Fatick. Je dois avouer que pour le peu que je maîtrise du Code des marchés publics, votre réponse m'a replongé dans le doute, parce que pour un marché aussi important, qui aurait été signé, qu'on nous dise encore qu'on est dans l'attente de préciser l'option, cela m'inquiète un peu et j'aimerais bien, Monsieur le Ministre d'Etat, que vous puissiez lever ces inquiétudes, que l'on sache exactement ce qu'il en est. Est-ce que le marché a été signé ? Pour quel type de travaux ? Pour quels délais et quand pourrait-on éventuellement espérer voir cet hôpital en service ?

Ma 2^e interpellation, Monsieur le Ministre d'Etat, a trait à quelques remarques que j'ai formulées sur le texte. J'avais voulu recueillir votre sentiment là-dessus, quand il s'est agit de traiter la question de l'accès à certains édifices publics pour les handicapés on a restreint cela aux établissements destinés à la formation. J'avais souhaité qu'on puisse élargir cela. Quel est votre avis là-dessus ? Je pense qu'il en est de même pour deux autres remarques que j'avais faites, notamment celle relative aux conflits de compétences, parce qu'on a quand même connu des problèmes douloureux entre des maires et des présidents de communautés rurales sur la question de l'application de telle ou de telle autre décision. Puisque les cimetières sont hors des communes pourquoi laisser la latitude aux Maires ou aux Présidents de communautés rurales d'approuver ou de prendre un acte ? Pourquoi ne

pas simplifier et clarifier une bonne foi pour toute? Là aussi, je ne pense pas avoir reçu de réponse.

Il en est de même aussi pour l'article L.2, de toute manière puisque je n'avais pas senti de réponse particulière, j'ai déposé auprès de Monsieur le Président, quelques propositions d'amendements y afférentes et vous pourrez apprécier.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La liste des orateurs est close.

Monsieur le Ministre d'Etat, vous avez la parole.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je prends la dernière question de l'honorable député Abdoulaye Sène, je pensais avoir assez bien expliqué le problème des cimetières et le problème des constructions. Dans le texte, nous parlons des constructions et non pas des cimetières et les constructions dont on parle, se trouvent dans la commune. On a parlé des constructions qui se trouveraient à 100 m du cimetière, qui se trouvent en dehors de la collectivité locale. S'il s'agit vraiment des constructions, c'est la compétence de la collectivité locale, je ne sais pas, je ne vois pas où est le problème, peut-être qu'on a un problème de compréhension sur l'article L.4. « Nul ne peut élever une habitation, restaurer ou augmenter un bâtiment existant, ou encore creuser un puits distant de moins de 100 m des nouveaux cimetières transférés hors des communes, sans obtenir préalablement une autorisation délivrée par le maire, ou le Président du Conseil rural », mais il s'agit de la commune de l'autre côté, pour moi c'est clair, j'ai peut-être un problème de compréhension, c'est-à-dire quand on regarde les cimetières qu'on transfère, on a une commune donnée. Prenons l'exemple de ma commune, Dagana ; on construit un

cimetière dans la collectivité locale qui est avoisinante, dans la communauté rurale de Bokheul, mais les maisons qu'on construit se trouvent dans ma commune et on a dit qu'il faut quand même faire attention à ces maisons puisqu'elles sont proches d'un cimetière qui est à l'extérieur de la collectivité locale. Je ne sais pas peut-être qu'il y a un problème de formulation que je ne comprends pas, peut-être que je ne parviens pas à bien expliquer.

Sur l'hôpital de Fatick, ce que j'ai dit tout à l'heure c'est que c'est vrai qu'il y a un marché aujourd'hui qui a tardé à être signé, mais qui est signé depuis la semaine dernière. Donc, vous êtes vraiment au courant. Maintenant il y a une option, le Président de la République disait qu'il a beaucoup d'ambitions pour Fatick et Ziguinchor et que ce serait vraiment une nouvelle construction d'un hôpital plus moderne pour Fatick et pour Ziguinchor. Nous allons discuter dans la semaine pour savoir quelle est l'option qui a été choisie ; c'est sûr que si c'est l'option d'une nouvelle construction, on met de côté l'approbation, c'est clair, je préfère moi ne pas vous dire qu'on va commencer à construire dès la semaine prochaine, ce n'est pas le cas, il faudra vraiment connaître l'option définitive de l'Etat. Je dis qu'à l'heure où je parle, l'option n'est pas encore prise. Si on prend l'option d'une nouvelle construction, le marché signé ne servira à rien du tout. Je dois dire pour être précis que l'option n'est pas prise et dans la semaine, j'en parlais hier ou avant-hier avec le Ministre de la Santé, on devrait se réunir avec les autorités du Gouvernement pour prendre les dernières mesures. Mais, il y a le budget, il y a éventuellement un marché, mais si l'option d'une nouvelle construction est prise cela change un peu les données. Cependant, je préfère être franc avec vous, ne pas raconter autre chose.

Je suis d'accord avec l'honorable député Oumar Ndoeye sur, d'abord les délais ; au cas où le maire ne prend pas ses dispositions, comme le dit le texte, l'Etat est obligé de lui écrire pour qu'il les prenne immédiatement, mais il y a un délai, je ne sais pas si on a réglé cela dans les questions de décret. Dans la loi il est prévu une période de 1 mois à partir du moment où on constate le péril, pour la destruction. Mais on n'a pas parlé du moment où l'Etat saisit le maire. Là, il faudra qu'on regarde, donc c'est seulement le préfet qui vous dit, je vous donne un délai d'une semaine, de 15 jours, mais vous voulez que ce soit un délai précis et en

général plus court puisque ce sont des catastrophes qui se cachent derrière. Je comprends tout à fait et nous allons voir soit au niveau des arrêtés, soit au niveau du décret comment nous pourrions éventuellement modifier cela et donner aussi un délai par rapport à cette injonction.

Vous revenez aussi sur les questions des anciens bâtiments pour qu'on les réaménage pour les handicapés. Il faut seulement ouvrir cette possibilité mais, si on doit réaménager tous les bâtiments publics pour que les handicapés puissent monter ou descendre cela nécessite des coûts assez importants quand même. Je pense déjà que c'est une bonne chose de le prévoir pour les nouveaux bâtiments qui reçoivent du public. Sur ces questions maintenant nous avons ciblé -et cela rejoint la question de l'honorable député Abdoulaye Sène- les établissements scolaires notamment, puisque les handicapés doivent aller étudier, que ce soit à l'université ou dans les écoles.

Nous avons même préconisé des mesures ; je me rappelle quand l'honorable député Aïda Mbodj était Ministre, elle avait beaucoup insisté sur la question des personnes handicapées et des mesures à prendre au niveau de ces constructions. Je pense qu'il y avait un texte qui a été pris au niveau du Gouvernement, nous avons voulu vraiment tenir compte de ces questions pour régler cela. Maintenant, est-ce qu'on prend tous les nouveaux bâtiments publics ou est-ce qu'on essaie de régler les problèmes que nous avons aujourd'hui ? C'est-à-dire, dans toutes les nouvelles constructions d'écoles, nous pouvons d'ores et déjà prendre des mesures pour les régler, ensuite pour les bâtiments destinés à abriter les travailleurs, parce que le travailleur peut être handicapé. Je pense que si cela est fait, c'est déjà un début pour essayer de faire mieux respecter les personnes handicapées. C'est un début, on pourra probablement aller plus loin dans les prochaines étapes.

L'honorable député Néné Marème Kane a expliqué à nouveau sa question sur les gravats qu'on dépose un peu partout ; on a la direction de la lutte contre les encombrements qui s'occupe de cela. C'est vrai que ce dépôt sauvage de gravats crée des encombrements dans les espaces qui ne sont pas faits pour cela. Ils n'ont pas le droit de le faire, il y a des sanctions qui sont prises et quand ils le font, il faudra veiller à organiser cela à l'échelle de Dakar en relation avec les maires aussi,

parce que c'est de l'occupation illégale d'espaces publics qui est fait. Et, il y a tout un ensemble de mesures qu'on devrait pouvoir prendre et peut-être développer, mais je comprends mieux sa question. Elle a aussi posé les questions de normes avec les chaussées ; je rappelle que, à Dakar, les gens construisent sur les chaussées, ils n'en ont pas le droit et souvent ils prolongent leurs maisons dans l'espace public. Maintenant pour tout ce qui est ravalement, questions d'esthétique et autres, la mairie est très impliquée. Sur les couleurs, je pense que concernant nos maisons, le maire qui a beaucoup d'habitants pourrait dire qu'il faut se conformer à la législation et autres. J'ai bien compris mais ce sont des questions qui ne sont pas totalement réglées par le Code de la construction que nous vous soumettons aujourd'hui.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Ministre d'Etat.

Y a-t-il des Collègues qui voudraient reprendre la parole ?

Non !

Nous pouvons passer à l'examen du texte.

Madame le Rapporteur, vous avez la parole.

MADAME LE RAPPORTEUR

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je lis les titres du livre premier.

Titre premier : construction des bâtiments.

De l'article L premier à l'article L.51.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Sur ce titre premier justement, notre collègue Abdoulaye Sène a proposé des amendements. D'abord à l'article L.2, au niveau de la 2^e phrase.

Cher Collègue, vous avez la parole.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, c'est peut-être les habitudes de vieux fonctionnaire, mais vous verrez que dans la 2^e phrase, je lis : « cette obligation s'impose aux services publics et concessionnaires de services publics de l'Etat, aux communes, comme aux personnes... ». Je pense qu'au lieu de mettre commune, on aurait pu tout simplement mettre collectivité locale. C'est la proposition d'amendement que je voudrais faire.

MONSIEUR LE PRESIDENT

On examine d'abord cette première proposition d'amendement.

Je pense que nos Collègues ont bien compris. On a les Communes sur le premier paragraphe, à la dernière phrase : à la place de Communes on mettrait Collectivités locales. Y a-t-il quelqu'un d'opinion contraire? Notre collègue Doudou Wade a la parole.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Très cher Collègue,

Je comprends vos appréhensions, je n'ai même pas pris le soin de prendre le texte qui a été rédigé par Monsieur le Ministre, mais j'ai pris le texte amendé par l'ordre des architectes, le CNP et la Confédération nationale des employeurs du Sénégal. Et, ces dispositions comme nous

sommes partis d'une démarche nouvelle, dans le cadre d'un dialogue participatif, pour ce cas précis, cette autorisation ne concerne que le territoire des communes. Il est dit : « nul ne peut élever aucune construction de quelque nature que ce soit, ou encore des modifications sur le territoire des communes ». Par conséquent, je ne pense pas qu'on puisse ici faire appel aux Collectivités locales.

En tout cas, nous avons souhaité avec tous les acteurs de ce Code, pour la première fois, salué par les architectes, les contrôleurs techniques, les évaluateurs, le Conseil National du Patronat, le Conseil National des Employeurs du Sénégal, les sociétés d'assurance, les bureaux de contrôle, trouver un Code consensuel. Je pense qu'il est bon comme on l'a dit d'attendre un an ou deux ans après la mise en application de ce texte avant d'aller vers des réaménagements et de conserver. Je pense qu'en mettant collectivités locales, on serait obligé de supprimer totalement « dans les territoires des communes » et mettre dans les territoires des collectivités locales et après dire que cette obligation s'impose aux services publics, aux concessionnaires, au public, aux communes, aux personnes, parce que jusqu'à présent on n'a pas voulu impliquer, au fond, dans ces procédures, les communautés rurales. C'est pourquoi on a employé le mot « commune ». Je pense que telle a été l'explication qui a été donnée par les techniciens et par les acteurs du secteur.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur le Ministre d'Etat, votre opinion ?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Il faut dire que jusqu'à présent, quand même les communautés rurales n'étaient pas concernées, dans l'esprit du texte, par ces autorisations de construire. Je dois dire qu'il y a des collectivités locales ainsi que des agglomérations désignées par arrêté du Ministre chargé de l'urbanisme et cela nous pose des problèmes, c'est-à-dire qu'il y a même des

localités qui sont proches de Dakar qui sont devenues des agglomérations urbaines et ils se basent sur les anciens textes pour dire : « nous, nous ne pouvons pas leur imposer des autorisations de construire. C'est pourquoi l'arrêté en question dont on parle, on voulait justement l'aménager de manière à ce qu'on puisse introduire l'ensemble de ces localités qui posent aujourd'hui problème. Donc, dans notre entendement, il s'agissait bien des communes, par contre il faudra travailler sur l'arrêté pour y mettre l'ensemble des collectivités locales qui aujourd'hui posent problème au niveau des constructions.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix la proposition d'amendement.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption ?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'amendement est rejeté.

On passe au deuxième amendement sur l'article L.4

C'est la même chose. Vous renoncez au reste?

Donc, vous venez.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Monsieur le Ministre d'Etat, merci.

Je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit même si je suis convaincu qu'il y a une erreur d'interprétation, parce que ce n'est pas une question de territoire, c'est une question d'entité et je crois que les techniciens qui sont derrière vous comprendront parfaitement ce que je voulais dire. C'est dire que vous pouvez être conseil régional, vouloir construire dans la commune, vous êtes concernés, donc vous êtes dans ce lot-là. C'est ce que je voulais introduire comme modification, mais je suis certain que les techniciens qui sont là comprennent parfaitement ce que j'ai dit et je

pense que le Président Doudou Wade a peut-être eu une interprétation trop restrictive de ce que je voulais dire.

Maintenant, sur l'article L.4, j'ai voulu apporter un élément d'élégance, puisque nous sommes dans une rédaction administrative. Vous vous êtes rendu compte, Monsieur le Ministre d'Etat, qu'en essayant d'expliquer, vous butez un peu sur la question de « hors des communes », on n'a pas peut-être besoin de cette expression dans la mesure où, où que ce soit, si c'est sur le territoire communal ou dans la communauté rurale, il doit y avoir un acte délivré par/ou le Maire, ou le Président de la Communauté rurale. Enlevez « hors des communes » ! Le texte sera absolument parfait et élégant. Maintenant, je n'insiste pas là-dessus, j'apporte une contribution.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Vous êtes d'accord, Monsieur le Ministre d'Etat ?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

« Distant de moins de 100 mètres de cimetières, sans obtenir préalablement une autorisation », etc. On enlève « des nouveaux », on met « de cimetières », on enlève « transférer hors des communes », on met : « des cimetières sans obtenir ... ». C'est cela !

MONSIEUR LE PRESIDENT

Donc, je peux lire alors, « Nul ne peut élever une habitation, restaurer ou augmenter un bâtiment existant ou encore creuser un puits distant de moins de 100 mètres de cimetières, sans obtenir préalablement une autorisation délivrée par le Maire ou le Président de conseil rural ».

Donc, Monsieur le Ministre tout le monde est d'accord.

Je mets aux voix l'amendement.

Quels sont ceux qui sont pour ?

Quels sont ceux qui sont contre ?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'amendement est adopté.

L'amendement de l'article L5, maintenant.

Monsieur Abdoulaye Sène, vous avez la parole.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Monsieur le Ministre d'Etat,

Sur l'article L5, j'avais voulu aussi gérer un fait : l'avenir, puisque nous sommes en train de légiférer, et qu'il y aura des décrets d'application, il y a des normes qui peuvent évoluer, il me semblait à ce niveau beaucoup plus sage d'adopter une rédaction plus ouverte. Je m'explique, il est dit ici « les dispositions architecturales et les aménagements des bâtiments servant :

- d'habitation collective et destinés à abriter des travailleurs ;
- d'édifices publics destinés à la formation, notamment les locaux scolaires universitaires ;
- et d'établissements sanitaires

doivent être conformes aux normes de constructions, définies dans la partie réglementaire, pour l'accès des personnes handicapées. »

J'ai simplement dit qu'on aurait pu éliminer le groupe de mot « publics destinés à la formation » et dire simplement les édifices publics, notamment les locaux scolaires, universitaires et les établissements sanitaires doivent être conformes. J'estime que là, on n'a pas besoin de figer dès le départ la question de la destination à la formation, étant entendu que les normes permettront de définir et de spécifier.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Oui, y a t- il quelqu'un d'opinion contraire, ou je demande directement l'opinion du Ministre d'Etat, sur cette partie?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Bon, je ne vois pas trop, enfin ce n'est pas gênant, mais je pense que l'on dit la même chose peut-être qu'il y a juste un point sur « et les établissements sanitaires », il y a juste peut-être une virgule avant le « et » mais ce qu'on dit c'est « les établissements destinés à la formation », et quand on dit «notamment les locaux scolaires, universitaires », cela ne concerne que les établissements publics destinés à la formation. On aurait pu mettre entre parenthèses peut-être pour préciser, donc on a dit les édifices publics destinés à la formation et les établissements sanitaires. Dans cette compréhension, il n'y a pas de divergences entre ce qu'il propose si on met la virgule à la bonne place, mais je ne sais pas maintenant s'il maintient son amendement ou pas.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Il y a la virgule déjà. C'est-à-dire si j'ai bien compris la proposition du Ministre, je lis ce que j'ai compris « les dispositions architecturales et les aménagements des bâtiments servant :

- d'habitation collective ou destinés à abriter des travailleurs ;
- d'édifices publics destinés à la formation
- et les établissements sanitaires

doivent être conformes aux normes de construction, définies dans la partie réglementaire, pour l'accès des personnes handicapées », on sauterait l'énumération scolaire et tout.

Non? Ce n'est pas cela?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

J'ai dit qu'on pourrait mettre « notamment les locaux scolaires et universitaires, » si on veut vraiment préciser.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Parce qu'il y a « et » !

MONSIEUR LE MISNISTRE D'ETAT

Oui, mais le « et » là concerne « les locaux scolaires et universitaires », on veut insister sur les écoles que nous devons construire et les universités. Donc, on a voulu, vraiment le préciser dans la loi. On met : «- d'édifices publics destinés à la formation, notamment les locaux scolaires, universitaires ;

- et d'établissements sanitaires ».

Sachant qu'on voulait parler des édifices publics destinés à la formation, et des établissements sanitaires.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je comprends.

Madame le rapporteur, oui, vous avez la parole. Vous pouvez prendre la parole là où vous êtes.

MADAME LE RAPPORTEUR

Merci, Monsieur le Président.

Je pense qu'à partir du moment où on parle d'édifices publics, si on se met à énumérer, cela devient assez restrictif. Je suis tout à fait d'accord avec l'honorable député qu'à partir du moment où on dit « édifices

publics », tout ce qui va être construit comme édifices publics doit l'être aux normes pour faciliter l'accès aux handicapés. Donc, si on énumère la formation, les locaux, si demain on construit un édifice public, un ministère, ou un édifice quelconque et qu'on ne prenne pas ces dispositions-là en compte, finalement on continue à faire des constructions qui ne sont ni adaptées, ni accessibles aux handicapés. A partir du moment où ce sont des édifices publics, ce sont des édifices publics pour tous, tant qu'ils sont, sans restriction.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je crois qu'on risque de se leurrer, parce que le Ministre, quand même, a donné le point de vue du Gouvernement en disant, nous voulons aller vers cela pour tous les édifices publics, mais si on le dit, on peut à la limite être attaqués parce qu'il y a des édifices publics. Nous savons aujourd'hui que nous ne pourrons pas le faire. Nous avons pris l'option de nous en tenir à des immeubles servant à l'habitation de travailleurs, à des structures de formation et des équipements des structures publiques pour la santé parce que là nous nous engageons. Mais les autres, nous n'avons peut-être pas les moyens. Je crois que c'est clair dans l'explication du Ministre tout à l'heure.

Je voudrais simplement, si on peut, parce que je crois que l'amendement de notre Collègue permet de clarifier en termes de formulation.

Est-ce qu'on ne peut pas dire : les dispositions architecturales et les aménagements des bâtiments servant à :

- l'habitation collective ou destinés à abriter des travailleurs
 - les édifices publics destinés à la formation, notamment les locaux, etc.
 - les établissements sanitaires, -et on continue la phrase-
- doivent être conformes aux normes de construction définies dans la partie réglementaire pour l'accès des personnes handicapés.

Au moins les 3 choses sont énumérées clairement. C'est conforme à ce qu'il dit, seulement peut-être les tirets permettent de séparer les 3 choses. Je n'ai pas le droit de commenter, je n'ai pas commenté, j'ai

clarifié la position de Abdoulaye Sène.

Le Président n'a pas le droit de faire un amendement, c'est l'amendement tel que proposé et accepté par Monsieur le Ministre d'Etat. L'amendement c'est ce que je viens de lire, parce qu'il avait proposé les virgules. On avait dit que c'est par souci de clarification, au lieu des virgules on met des tirets comme je viens de lire. C'est cela l'amendement.

Je mets aux voix l'amendement.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Tu n'as pas compris, ce n'est pas grave. Depuis qu'on est étudiant, il fait la même chose.

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix les articles du Titre premier du Livre premier.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre premier est adopté.

Madame le rapporteur, vous avez la parole.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre II : Sécurité et protection des immeubles

Articles L52 à article L58.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre 2 du Livre premier.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre II du Livre premier est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre III : Ravalement des immeubles

Article L 59 à article L 62.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre III du Livre premier.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre III du Livre premier est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

J'en viens aux titres du Livre II.

Titre Premier : Régime applicable aux sociétés de construction

Article L 63 à article L 94.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre premier du Livre II.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre premier du Livre II est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre II : Promotion immobilière

Article L 95 à article L105.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre II du Livre II.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre II du Livre II est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre III : Régime applicable à la construction d'une maison individuelle

Article L106 à article L112.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre III du Livre II.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre III du Livre II est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre IV : Des Baux à construction et à réhabilitation

Article L113 à article L121.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre IV du Livre II.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre IV du Livre II est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre V : Des ventes d'immeubles à construire

Article L122 à article L136.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre V du Livre II.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre V du Livre II est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre VI : Du délai de rétractation.

Article L137.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix l'article du Titre VI du Livre II.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre VI du Livre II est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Livre III :

Titre premier : Mesures de contrôle applicables à toutes les catégories de bâtiments.

Article L138 à article L143.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre premier du Livre III.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre premier du Livre III est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre II: Sanctions pénales

Article L144 à article L154.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre II du Livre III.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre II du Livre III est adopté.

MADAME LE RAPPORTEUR

Titre III: Dispositions diverses

Article L155 à article L162.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix les articles du Titre III du Livre III.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

Le Titre III du Livre III est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble du texte.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption?

Quels sont ceux qui s'abstiennent?

L'Assemblée a adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi 13/2009 modifiant l'article 68 de la loi 2008/43 du 20 août 2008, portant Code de l'Urbanisme.

La parole est à notre collègue Adama Sow, rapporteur de la commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Équipement et des Transports.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Ministre,
Mes chers Collègues,

La Commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Équipement et des Transports s'est réunie le vendredi 12 juin 2009 dans la salle de la Commission des Finances sous la présidence de Madame Seynabou Wade, Vice-présidente de ladite Commission à l'effet d'examiner le projet de loi n°13/2009 modifiant l'article 68 de la loi n°2008-43 du 20 août 2008 portant Code de l'Urbanisme.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Oumar Sarr, Ministre d'Etat, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, entouré de ses principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, Madame la Présidente, au nom de la commission, a félicité Monsieur le Ministre d'Etat pour la confiance renouvelée de Monsieur le Président de la République avant de lui donner la parole pour la présentation de l'exposé des motifs.

Prenant la parole, Monsieur le Ministre d'Etat a tenu à féliciter Madame la Présidente pour son élection à la tête de la Mairie de Fass-Colobane-Gueule-Tapée avant de remercier les membres de la commission pour leurs félicitations et leurs encouragements.

Abordant le projet de loi, Monsieur le Ministre d'Etat a commencé par préciser que dans le nouveau Code de l'Urbanisme, nul ne peut entreprendre, sans autorisation administrative, une construction de quelque nature que ce soit ou apporter des modifications à des constructions existant sur le territoire des communes ainsi que des agglomérations désignées par arrêté du Ministre chargé de l'Urbanisme. Il ajoutera même que cette exigence s'impose aux services publics et concessionnaires des services publics de l'Etat, aux Départements et Communes comme aux personnes privées.

Ainsi, Monsieur le Ministre d'Etat estime que ce cadre juridique n'est pas très clair car il ne fait pas la distinction entre l'autorisation administrative requise pour les projets de construction ou de modification des services publics et concessionnaires de services publics de l'Etat et celle délivrée par la mairie ou le Président du Conseil rural aux particuliers ou personnes privées après instruction par les services chargés de l'Urbanisme.

Cette absence de clarté justifie, de l'avis de Monsieur le Ministre d'Etat, la nécessité de modifier l'article 68 de la loi n°2008-43 du 20 août 2008 :

- Pour garder une cohérence dans la gestion de l'Etat ;
- pour déterminer l'autorité chargée de délivrer l'autorisation de construire ;
- mais surtout pour mettre fin à l'allongement artificiel de la durée d'étude des projets.

A la suite de l'exposé des motifs de Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires ont soulevé quelques questions ayant trait à :

- la nécessité d'informer les maires et les Présidents des Communautés rurales après la signature de l'autorité compétente (Avis consultatif) ;
- des régularisations foncières ;
- l'harmonisation des constructions en hauteur ou règlement de zone ;
- aux pénalités prévues sur les constructions illégales ;
- la pertinence de la modification de l'article 68 entre autres.

Reprenant la parole, Monsieur le Ministre d'Etat a tenu à apporter des réponses sur certains points :

- sur la nécessité d'informer, Monsieur le Ministre d'Etat approuve l'idée et propose même un amendement consistant à ajouter la phrase suivante « A cet effet les maires et présidents de conseil rural concernés sont nécessairement informés » ;
- sur la régularisation foncière, Monsieur le Ministre d'Etat soulève des anomalies du système notamment sur la loi portant Code des collectivités locales et transfert de compétences.

Pour étayer ses propos, il cite par exemple le Plan d'Urbanisme de détail (PUD) qui est déposé au niveau du conseil municipal de la ville de

Dakar et qui n'a cependant pas la même rapidité, la même compréhension du problème que la commune d'arrondissement qui la vit. Cette procédure ne fait qu'entraîner des lenteurs, des pertes de dossiers dans le circuit.

Sur les règlements de zone, Monsieur le Ministre d'Etat avoue que ce qui était autorisé, c'était le R+1. Mais aujourd'hui, il souligne que ces lois ont été changées pour permettre à ceux qui sont au bord des grandes avenues de construire en hauteur suivant la largeur de la route.

Il précise à cet effet que son département tend vers la législation des constructions en hauteur pour réduire les demandes de régularisation et de dérogation.

- Sur les constructions illégales, Monsieur le Ministre d'Etat précise que dans le Code de l'Urbanisme plusieurs pénalités sont définies au niveau du Code de la Construction, mais il souligne avec force la mise en place d'une structure de contrôle dénommée DESCOS (Direction de Surveillance et de Contrôle de l'Occupation des Sols) outillée sur le Plan légal et sur le Plan fonctionnel pour détruire toute construction non autorisée sans même attendre la décision du tribunal.

C'est pourquoi, il avait été retenu au niveau de la DESCOS de créer des brigades dans chaque département en renforçant le personnel sur le terrain.

Monsieur le Ministre d'Etat compte s'informer pour savoir l'état d'application de cette mesure.

- Sur la pertinence de l'article 68, Monsieur le Ministre d'Etat souligne que cette décision n'est nullement motivée par une perte quelconque des Collectivités locales puisque beaucoup d'éléments de cette loi ont été discutés avant les élections du 22 mars où des changements beaucoup plus fondamentaux avaient été faits : on peut citer les lotissements qui étaient validés et distribués par les maires sortants.

Satisfaits des réponses de Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi n°13/2009 modifiant l'article 68 de la loi n°2008-43 du 20 août 2008 portant Code de l'Urbanisme ainsi que l'amendement à l'alinéa 4 et vous demandent d'en faire autant s'il ne soulève de votre part aucune objection majeure.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, Monsieur le Rapporteur.

Monsieur le Ministre d'Etat, avez-vous des observations à faire sur le rapport ?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

A la page 5, « sur les règlements de zone, Monsieur le Ministre d'Etat avoue que ce qui était autorisé c'était le R+1 ». Je pense qu'on devait parler d'un quartier peut-être. Cela devait être dans les quartiers SICAP ou quelque chose comme cela, mais ce n'était pas le R+1 en général. Donc c'était dans le quartier des Almadies. La hauteur maximale qui était autorisée était le R+1 dans le quartier des Almadies. Ensuite à la dernière phrase « DESCOS », il n'y a pas de « E », c'est DSCOS.

À la page 6, avant dernière phrase, on a mis « des changements beaucoup plus fondamentaux avaient été faits », je pense que c'est: les autorisations de lotir qui sont désormais signées par le Ministère de l'Urbanisme, on peut mettre: qui sont désormais signés par les services du Ministère de l'Urbanisme.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Vous pouvez donner la formulation écrite pour que le rapporteur puisse en tenir compte.

Monsieur le rapporteur ? Etes-vous d'accord.

Donc, Monsieur le Ministre d'Etat, peut-être vos collaborateurs pourront envoyer vos corrections directement au rapporteur pour mieux préciser votre pensée.

Chers Collègues, avez- vous des observations à faire sur le rapport ?

Donc la discussion générale est ouverte sur les conclusions de la commission.

Quels sont ceux qui souhaitent prendre la parole ?

Voici la liste des orateurs :

Bocar Sadikh Kane

Amadou Dia

El Hadji Malick Diop

Amette Saloum Boye

Mamadou Diouf

Amadou Fall

Ousmane Ba

Ousmane Guèye

Aïssatou Mbodj

Masseck Guèye

Abdoulaye Babou

Doudou Wade

La liste des orateurs est close.

La parole est à notre Collègue Bocar Sadikh Kane.

MONSIEUR BOCAR SADIKH KANE

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

L'article que nous sommes en train d'étudier porte sur la modification qui concerne principalement l'autorisation de construire. Tout à l'heure, je parcourais la loi 96/07 portant transfert de compétences aux communes, aux communautés rurales et aux régions. Je me suis rendu compte qu'il y avait un package composé de l'autorisation de lotir, l'autorisation de construire, il parle de permis de construire, du permis de démolir et du permis d'urbanisme. Je me suis rendu compte que nous avons extrait de

ce package l'autorisation de construire, pour transférer cette compétence au niveau de l'administration. A mon avis, cela pose un problème d'efficacité, un problème de cohérence. Lors des assises, je faisais partie de ceux qui défendaient, en tout cas, la possibilité d'aller très vite dans la modification de ce Code des Collectivités locales, parce qu'il y a beaucoup de dispositions qui, à la pratique, s'avèrent inopérantes et sous ce rapport, nous avons vraiment préconisé qu'on aille très vite. Malheureusement, il y a eu alternance entre temps et aujourd'hui, toutes les conclusions qui ont été arrêtées lors de ces assises sont là et lorsque vous voulez, en tant qu'administration, passer à la pratique, appliquer ces conclusions, l'autre dira que c'est de la politique politicienne. C'est la raison pour laquelle, je pense que c'est un peu difficile. Mais qu'à cela ne tienne, il va falloir que vous soyez très courageux et que vous alliez dans le sens de ces conclusions. Parce qu'à la pratique, il y a beaucoup de manquements dans ce Code des Collectivités locales. Il y a beaucoup de dispositions ambiguës. Par exemple, il y a des dispositions qui ne cernent pas de manière nette, précise les compétences du Maire de ville et les compétences du Maire de commune d'arrondissement, ce qui pose problème. On a vu des Maires de commune d'arrondissement qui font des lotissements dans leur territoire. Quand le Maire de ville intervient pour leur dire qu'il faut arrêter, ils disent : « Quelle est la disposition qui nous interdit de faire des lotissements ? » Et, tu ne verras pas dans le Code une disposition qui interdit à un Maire d'arrondissement de faire des lotissements.

Ma seconde préoccupation, Monsieur le Ministre d'Etat, est la suivante : si vous reprenez les autorisations de construire, si les Maires ne sont plus habilités à le faire, est-ce que vous avez pensé aux recettes qui sont liées à ces autorisations de construire ? Donc, ce sont des recettes en moins pour les Maires et les Présidents de Conseil rural. Je ne sais pas si vous avez réfléchi là-dessus. A quel niveau ces recettes-là sont perçues ? Est-ce que c'est au niveau du trésor public ? Vous allez me parler de l'unicité de caisse, ou bien est-ce que ce sont toujours les Maires qui vont directement percevoir ces taxes, étant entendu que chaque Communauté rurale délibère pour arrêter le montant selon la nature de l'autorisation de construire ?

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La parole est à notre Collègue Amadou Dia.

MONSIEUR AMADOU DIA

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat, je reviens encore sur le problème du terrain Monassa que j'avais posé lors de la Commission. Le terrain Monassa fait partie des sites de recasement retenus pour le projet de restructuration et de régularisation foncière du village de Hann. Et un décret de sauvegarde existe depuis 2006, nous avons le PUD qui est validé par le Conseil municipal de la Commune de Hann- Bel air et que nous avons déposé au niveau de la ville de Dakar. Mais, il se trouve aujourd'hui que c'est ce seul terrain qui a un problème. Pourquoi ? Il y a eu une session qui est prévue par le décret, je n'en disconviens pas, mais le problème c'est l'autorisation qui a été accordée au nouveau propriétaire pour clôturer le terrain, or le terrain existe depuis plus de 60 ans. L'ancien propriétaire n'a jamais pu l'exploiter parce que c'est une servitude pour les populations.

Aujourd'hui, avec l'autorisation de clôturer, ce problème se pose. Depuis quelques semaines les populations sont tendues, il y a eu des réunions, il y a eu des occupations de site et même hier on m'a signalé que la gendarmerie était là-bas ; j'étais obligé d'intervenir pour éviter qu'il y ait des problèmes et je sais que les problèmes existent. C'est pourquoi j'attire votre attention. C'est un problème qui est urgent, il faudrait qu'on trouve une solution. Et, même le Directeur de l'urbanisme m'a fait savoir un jour qu'un décret qui n'est pas appliqué au bout de deux ans est presque nul. Si c'est le cas ce n'est plus la peine de poursuivre ce projet de restructuration et je voudrais avoir aujourd'hui des précisions par rapport à ce projet. Est-ce que le projet va continuer ou non ? Je veux demander, si une autorisation de clôture équivaut à une autorisation de construire.

Voilà un peu les questions que je voulais poser et avoir quand même des réponses précises parce que je dois rendre compte aux populations une fois à Hann-Bel air.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, la parole est à notre collègue El Hadji Malick Diop.

MONSIEUR EL HADJI MALICK DIOP

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre,

Chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, tout à l'heure, lors de l'examen du Code de la construction, j'ai eu à parler du guichet unique d'instruction de demande d'autorisation, parce que tout simplement je me disais quelque part que c'était difficile aujourd'hui de parler de la construction sans empiéter sur l'urbanisme, donc vous m'excuserez pour cela. En fait, pour dire tout simplement que moi, j'ai lu plusieurs fois l'exposé des motifs et je ne comprends pas aujourd'hui, avant même que les textes d'application ne soient sortis, qu'on ait eu à revenir un peu sur ce Code de l'urbanisme. Et même quand je lis, je me sens un peu gêné. Peut-être que c'est dû au fait que je ne comprends pas, c'est l'exposé des motifs, dernier paragraphe où on dit : « Enfin pour garder une cohérence dans la gestion de ces projets, il paraît plus judicieux de faire autoriser ces travaux par un service de l'Etat étant entendu que le respect des normes est réglé par ailleurs ». Et je le mets en rapport un peu avec la maîtrise d'ouvrage déléguée. La Collectivité locale est l'entité porteuse du projet et, de ce fait, la Collectivité locale, n'ayant pas les capacités techniques pour faire ce travail, fait appel à une autre entreprise ou à un maître d'ouvrage, si je comprends bien. Donc, par rapport à cela, est-ce qu'on peut dire que le respect des normes est réglé? C'est cela, je me

mets vraiment dans cette philosophie, peut-être que c'est un peu philosophique, mais je ne comprends pas tellement; parce que aujourd'hui comme on dit; la Collectivité locale est la porte d'entrée de tous les projets et je pense que cela c'est le Chef de l'Etat même qui l'a dit à Ngor Diarama aux journées sénégalaises de la commune, pour dire que vraiment il faut m'aider à comprendre le pourquoi de cette modification.

Maintenant, j'en viens au FOREF. Est-ce que le FOREF continue vraiment à opérer? La Fondation des Droits à la Ville a fait un excellent travail Tivaouane et depuis l'année dernière, il s'est posé la question du complément de financement du projet de Tivaouane, des quartiers à restructurer et jusqu'à présent, on n'a pas d'information par rapport à cela. Est-ce que le financement est bouclé? Vraiment, c'est une question qu'on pose parce que cela a été un thème lors de la campagne électorale.

Voilà, je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La parole est à notre collègue Amette Saloum Boye.

MONSIEUR AMETTE SALOUM BOYE

Merci, Monsieur le Président,

(Intervention en Wolof).

Je suis passé au Terrou-bi pour voir la mer, l'océan qui est là pour tout le monde, je suis obligé de payer une chambre à 135 000F pour... **(Passage en wolof)**... non, Monsieur le Ministre, il faut... **(Passage en wolof)**, ce n'est pas normal, ... **(Passage en wolof)** ... mais, ayez le courage... **(Passage en wolof)**... problème de l'alternance, de difficultés, c'est la peur de l'opinion! Vous avez une peur bleue de la réaction des populations! Il suffit qu'elles bougent pour que... **(Passage en wolof)**... actions d'intérêt public. Vous en avez besoin, vous êtes le

Ministre d'Etat et on vous apprécie en tant qu'homme compétent... **(Passage en wolof)**... mais il faut révolutionner ... **(Passage en wolof)**...

On ne construit pas une ville sans espaces verts, sans jardins. On ne construit pas une ville ... **(passage en wolof)**, si on veut faire des omelettes, il faudra bien casser les œufs. Comment voulez-vous transformer quelque chose sans dégager ? Si vous commencez à dégager, il suffit que quelqu'un s'y oppose pour que vous baissiez les bras. Non ! Et cela c'est une triste réalité. Vous voulez faire des choses, le Président, il est âgé, il part, il a des idées grandes et il veut qu'on continue ces idées-là, c'est ce qu'il m'a dit au palais quand il voulait que j'adhère au PDS. Il m'a dit « je veux que tu contribues à la réalisation de mes idées. Et c'est à vous ... **(Passage en wolof)**... il y a les bâtiments qui s'élèvent. Cela ce n'est pas normal. Ayez le courage de dire « non » ... **(Passage en wolof)**... mais, si vous ne faites pas cela, vous les cadres-là, qui va le faire ? Nous, nous sommes des politiciens, si on nous menace, nous reculons. Mais, vous demain le pays sera entre vos mains, vous avez des compétences. C'est cela qui doit avoir lieu, il faut faire des espaces verts... **(Passage en wolof)**, les gosses n'auront même pas où jouer au football. Ce n'est pas normal, et cela ce n'est personne d'autre, vous êtes les seuls comptables et vous rendrez compte à la société.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

Je donne la parole à notre Collègue Mamadou Diouf.

MONSIEUR MAMADOU DIOUF

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat, je profite de l'occasion pour vous saluer vous et vos collaborateurs.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Chers Collègues,

Je voudrais saluer l'idée qui nous réunit aujourd'hui pour aborder le Code de l'Urbanisme très important à nos yeux et l'article qui fait l'objet d'un débat très intéressant. Par contre, Monsieur le Ministre d'Etat, à côté des choses très intéressantes de ce Code, je voudrais aborder avec vous la question liée à la zone rurale particulièrement et les difficultés que j'entrevois et sur lesquelles je voudrais partager avec vous par rapport à la mise en œuvre de ce Code au niveau du monde rural et particulièrement au niveau des communautés rurales. A ce niveau, je voudrais dire, effectivement, que les difficultés que nous avons c'est l'absence de ce cadastre rural et à côté de l'absence de ce cadastre rural aussi, l'absence de fonctionnaires du Ministère de l'Urbanisme dans la zone rurale.

Les ex-CRP, transformées en Centres d'Appui au Développement Local aujourd'hui, n'ont plus d'agents qui sont dans ces Collectivités locales et rurales. Et l'absence de ces agents fera qu'il y ait des difficultés pour les exécutifs locaux ruraux de prendre en charge les questions de lotissements et des alignements dans les villages et du monde rural. Et à ce niveau, je voudrais attirer votre attention surtout pendant cette période, où il y a une ruée du secteur privé dans le monde rural avec l'avènement de la GOANA, mais aussi avec l'avènement de beaucoup de promoteurs privés qui n'ont plus aujourd'hui d'espaces que dans les communautés rurales.

Et ,si ces espaces qui ne se trouvent que dans les communautés rurales, ceux-là qui arrivent et qui demandent ne sont pas encadrés, et ceux-là qui donnent n'ont pas aussi les techniciens qui les encadrent correctement, nous aurons à vivre, d'ici quelques années, les drames que nous sommes en train de vivre à Dakar, par exemple, avec le quartier de Grand- Médine, derrière Grand-Yoff et aussi dans d'autres quartiers comme à Mbour, où on a un quartier non loti en plein cœur de la ville et dans d'autres villes aussi. Je voudrais revoir avec vous aussi, dans ce même ordre d'idées, les difficultés que nous avons dans... **[Inaudible]**... Avec l'avènement de l'aéroport, avec des usines, des industries qui s'installent vous verrez le même problème.

Nous avons assisté l'année dernière à des lotissements qui sont gelés dans cette communauté rurale du fait que, effectivement, lorsque le Conseil rural faisait ces lotissements, il n'avait pas un encadrement correct des techniciens qui pouvaient l'aider à prendre en charge des questions qu'il ne maîtrise pas souvent. A côté, nous avons vu que l'avènement de l'Aéroport International Blaise Diagne (ALBD) fait ... **[Inaudible]**... Beaucoup de zones de la Petite Côte, aujourd'hui, doivent faire l'objet d'études très minutieuses et de prises en charge techniques très étudiées, très élaborées pour que dans les années à venir on puisse assister à une organisation géographique plus à même de pouvoir prendre en charge le cadre de vie adéquat.

Je voudrais terminer par faire mienne les observations qui ont été faites tout à l'heure par quelques collègues. Tous ces Codes que nous sommes en train d'étudier aujourd'hui, il faut les vulgariser afin de les rendre plus démocratiques. Parce qu'il ne sert à rien de les voter ou de les laisser peut-être entre les mains des exécutifs locaux ou nationaux, il faut que les populations aussi s'approprient ces Codes pour pouvoir les exécuter et les vivre correctement.

Je vous remercie, Monsieur le Ministre d'Etat.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher Collègue.

La parole est à notre collègue Amadou Fall.

MONSIEUR AMADOU FALL

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre des Affaires Sociales,

Chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, en Commission nous avons eu à apprécier et à saluer la modification de l'article 68 de la loi 2008/43 du 20 août 2008 portant Code de l'urbanisme.

Cela va vous permettre d'aller vite parce que les études sont faites, les travaux techniques sont faits, les fonds sont trouvés par les bailleurs, je parle des travaux de l'Etat et des travaux d'utilité publique.

Mais, Monsieur le Ministre d'Etat, il reste le problème des particuliers que nous avons la charge de défendre. Je connais bien la compétence de vos collaborateurs, c'est pourquoi je vous demande de pousser la réflexion. Je vais faire une proposition de délivrer, s'il le faut même, des autorisations techniques provisoires de commencer les travaux parce que c'est le problème de tout le monde, comment faut-il délimiter ? Cela permettra aux Maires, aux entrepreneurs de pouvoir faire des délimitations, de pouvoir commencer les travaux généraux et comme les dossiers techniques sont faits par vos services techniques et ficelés, moi je trouve que vous pouvez donner une autorisation technique préalable permettant aux particuliers de commencer leurs travaux de délimitation, de terrassements généraux en attendant une autorisation définitive délivrée par les Maires et les PCR.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Ousmane BA.

MONSIEUR OUSMANE BA

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Avant d'entamer mon propos, je voudrais vous remercier particulièrement pour tout le soutien que vous m'avez apporté lors des

élections locales qui viennent de se passer et j'en profite aussi pour saluer mes deux amis qui sont derrière vous, en l'occurrence Monsieur Dieng et Monsieur Babou Sarr qui nous sont d'un grand appui.

Monsieur le Ministre d'Etat,
Chers Collègues,

Nous avons à discuter aujourd'hui, de trois projets de loi tous liés à l'Urbanisme, à l'Assainissement et à la Construction. Vous remarquerez avec moi qu'ils participent tous à l'amélioration de notre cadre de vie. L'amélioration de notre cadre vie participe aussi de la gestion rationnelle de l'habitat, alors qu'est-ce qu'on constate ?

C'est la multiplication des programmes de lotissement tous azimuts : Le premier acte que pose chaque nouveau Maire, c'est d'abord un nouveau lotissement qui trouve sur place d'autres programmes de lotissement non encore régularisés. En un temps record, tout ce qui reste de l'espace communal est loti, alors que l'une des conditions d'attribution d'une parcelle, c'est d'abord l'obligation de mise en valeur dans un délai de trois ans et la régularisation de l'occupation par un bail au niveau des services compétents sous peine de retrait de la parcelle.

Malgré toutes ces conditionnalités, Monsieur le Ministre d'Etat, les attributaires restent des dizaines d'années sans régulariser leur mode d'occupation, ce qui engendre un manque à gagner énorme pour le trésor public. Il va falloir trouver, Monsieur le Ministre d'Etat, un système de veille pour l'application des conditionnalités en liant l'autorisation des nouveaux lotissements à la mise en valeur effective des lotissements en cours.

Monsieur le Ministre d'Etat, nous sommes dans un pays petit par la superficie, malgré tout on se veut un pays à la fois agricole, pastoral et forestier. Il est urgent de rationaliser le mode d'occupation des terres par la régularisation des lotissements tous azimuts. Tous les Sénégalais, chacun des 12 millions de Sénégalais, ne peut pas trouver une parcelle, ce n'est pas possible. C'est la raison pour laquelle, il serait opportun d'identifier certaines villes, afin d'y encourager la construction en hauteur par la mise en place de mesures d'incitations fiscales très attractives.

J'en veux pour exemple que dans certains pays européens, vous voyez la forêt à la périphérie même de la ville. Dans des pays comme les landers en Allemagne, en Bavière et consort, vous ne voyez pas des programmes de lotissement comme cela se fait dans nos pays. Il est donc urgent, par des mesures fiscales d'incitation à la construction en hauteur, que le Sénégal puisse entrer dans cette nouvelle phase d'habitat qui serait profitable à tout le pays.

Je vais revenir sur un autre problème qui n'est pas lié peut-être à l'urbanisme, et je pense que vous y réfléchirez, c'est le quartier Parcelles Assainies, on l'appelle Parcelles Assainies unité telle, unité telle, est-ce qu'il ne serait pas aujourd'hui, pour des commodités d'appellation, plus approprié de dire Grand Cambérène? Parce que pour moi, si on dit le quartier Parcelles Assainies, cela veut dire donc que les autres parcelles du Sénégal ne sont pas assainies et que un seul quartier au Sénégal est assaini et ce sont les Parcelles Assainies. Je trouve l'appellation un peu rébarbative, je ne sais pas, je la trouve un peu gênante. Je pense qu'il serait beaucoup judicieux de dire Grand Cambérène, Grand Diamalaye à la place des Parcelles Assainies.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Ousmane GUEYE.

MONSIEUR OUSMANE GUEYE

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre, la répétition est pédagogique. Je me répète parce qu'il y a deux collègues qui m'ont précédé... **(Passage en wolof)**..., une autorisation de construire sans que les techniciens les plus appropriés ne nous aient donné le quitus ... **(Passage en wolof)**..., privez des recettes issues justement de ces autorisations-là ou alors qu'est-ce qu'il

faut pour régulariser? Parce que si on tient compte du fait qu'une bonne partie des amendes sur le territoire communal nous revient, je pense qu'à partir de ce moment, les frais qui sont versés au niveau de l'Etat peuvent nous revenir au moins en grande partie, sinon vous nous restituez carrément les frais de délivrance des permis de construire, du fait que c'est sur notre territoire communal que cela se réalise ...
(Passage en wolof)...

Je suis inquiet du fait que, quand on prend la frange maritime, le long de la corniche, on a l'impression que les bâtiments tangent sur l'océan comme des bateaux. Qui est-ce qui autorise ces constructions ? Est-ce qu'on tient compte de l'érosion? Est-ce qu'on tient compte également des effets maritimes qui peuvent attaquer et détruire le bâtiment ? Ce sont des responsabilités, Monsieur le Ministre. Je crois qu'il faut savoir s'arrêter et, par des inspections, vous pouvez même commencer dès maintenant à voir ce qui est déjà fait, ce qui est déjà réalisé. A partir de ce moment, vous pouvez mesurer toutes les conséquences qui peuvent survenir, ce que nous ne souhaitons pas. Donc, ce sont des cas sur lesquels évidemment, mon collègue a déjà développé, je ne m'attarderai pas sur cela. Mais j'étais le premier à vous poser cette question lors du vote du budget. Donc il faut revoir ces questions.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Aïssatou MBODJ.

MADAME AÏSSATOU MBODJ

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre chargé des Affaires sociales et des Relations avec les Institutions,

Je vous salue.

Monsieur le Ministre d'Etat, évidemment j'oublie un peu que vous êtes maire, mais au moment où notre patron à tous, le Président Wade parle de renforcement du pouvoir local, je me demande s'il est approprié de priver les maires de cette ultime prérogative consistant à délivrer l'autorisation de construire, d'autant plus que le maire quand même est responsable de l'esthétique de sa commune. Evidemment, nous allons répondre avec vous, avec Monsieur qui est derrière notre Président, que non ce n'est pas parce qu'il y a des maires de l'opposition, parce que nous, nous sommes des maires de la majorité et nous avons bien gagné, nous gérons nos communes, mais c'est par rapport à cela que nous n'acceptons pas, que nous ne pouvons pas soutenir, en tout cas, suivre notre Gouvernement dans son intention de priver les maires de ce, je ne dis pas privilège, mais de cette responsabilité, car c'est une responsabilité.

Je pense que nous ne pouvons pas rater cette occasion de travail en symbiose que nous avons toujours fait avec vos services, ceux qui en disposent, parce que Bambey ne dispose pas de service de l'Urbanisme départemental, nous allons jusqu'à Diourbel. Nous sollicitons Diourbel pour nous accompagner dans toutes les étapes et je suis entièrement d'accord avec ceux qui disent qu'il n'y a que cette autorisation de construire que le maire délivre. Mais, si cela implique aussi l'absence des recettes au moment où les maires, dont les communes sont déficitaires comme ma commune, vous le savez, je vous en ai déjà parlé. Hier, le Premier Ministre me disait à l'aéroport que tout le monde est dans la même situation, je vous ai cité, je lui ai dit : « vous, Mamadou Seck, Oumar Sarr, vous n'êtes pas dans cette situation, mais quand même les nouveaux maires, il faut leur donner leur chance, il faut leur permettre d'apprécier, il faut permettre aux maires-femmes de veiller à l'esthétique, au moment où on parle d'inondations. Moi, en tant que maire, j'ai soutenu le Gouvernement. J'ai dit que les maires sont responsables des inondations, donc ils doivent faire face tout simplement parce que ce sont les maires qui ont délivré des autorisations de construire sur les passages des eaux, or on n'obstrue pas le passage de l'eau. Aujourd'hui, on dit aux maires de ne pas

délivrer d'autorisation, alors qu'il y a un contrôle *a posteriori* du représentant de l'Etat. Si le maire ne veut pas délivrer d'autorisations, mais le représentant de l'Etat peut toujours exercer son pouvoir de contrôle. Donc, je pense qu'il faudrait peut-être revoir cela, j'attends vos réponses pour avoir de plus amples informations ou être plus rassurée parce que, comme vous le savez, Saint-Exupéry, n'est-ce pas Thiamba, parlait de « La crainte de l'inconnu ». Nous sommes jeunes maires, nous venons de commencer, cela n'a pas été notre vocation, donc peut-être que c'est la crainte de l'inconnu comme disait Saint-Exupéry qui nous habite, vous aurez peut-être à développer une rhétorique capable de nous rassurer. Mais, pour le moment, je dis que c'est une chose surtout, je suis d'accord avec mon frère Bocar, qui dit que c'est tout un package si on prélève seulement un volet pour priver les maires de cela, ce serait inélégant, Monsieur le Ministre d'Etat.

Merci.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La parole est à notre collègue Masseck GUEYE. Il est sorti, notre collègue Abdoulaye BABOU a la parole. Il est sorti ?

La parole est à notre collègue Doudou Wade.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Très chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, je souhaiterais revenir un peu sur un certain nombre de problèmes, notamment le sujet de ce matin qui modifie l'article 68/2008-43 du 20 août 2008. Je pense que c'est la base de notre

discussion. Et , il faut au moins relire les dispositions de l'article 68, pour voir effectivement, en regardant les deux textes, ce qui a changé et ce qui n'a pas changé. Je pense que tant que l'on ne procède pas par une jonction des textes que nous avons, pour les lire d'abord, regarder ce qui a changé et ce qui n'a pas changé, on risque d'aller dans un débat qui n'est pas le vrai débat.

D'abord, Monsieur le Ministre d'Etat, sur le permis de construire et l'autorisation de construire, je pense qu'il est important qu'on sache ce qu'on veut ? Le permis de construire est pris en compte par les dispositions de l'article 96 du 20 mars 96 qui règle le problème des transferts de compétences à un certain nombre de Collectivités locales dont la Commune. Tout à l'heure mon collègue est intervenu. La Commune d'arrondissement n'a aucun transfert de compétences dans les dispositions actuelles de l'article de la loi 96. Aucune ! On dit que ce n'est pas interdit. Non ! Dès l'instant qu'on dit à telle personne qu'elle est autorisée à faire, c'est inéluctablement dire à l'autre qu'elle n'a pas le droit de faire. Par conséquent, il faut qu'on soit clair sur le lotissement et sur les permis de conduire. Seulement, le Gouvernement a intérêt à parler le même langage dans sa législation. On ne peut pas parler ici de permis de construire et là-bas d'autorisation de construire, cela pose des problèmes.

Sur la loi maintenant, qu'est- ce qui a changé dans le dispositif ? On n'a pas retiré au Maire les autorisations de construire. Non ! L'Etat, suivant le processus, dans la loi 96, donne le permis de construire en disant que c'est le Maire qui signe, il fait donc tout le travail en amont pour que cela atterrisse dans le bureau du Maire qui signe. Mais, vous savez ce qui s'est passé aussi. Quand il n'y a pas la célérité du travail qu'il faut et que les documents attendus parfois, pour des autorisations ne sont pas donnés, les gens commencent les constructions. Le défaut de donner l'autorisation dans les délais prescrits par la loi impose à l'acteur le fait de commencer parce que cela équivaut à une autorisation. Il était indispensable que l'Etat puisse prendre ces responsabilités et sur une seule portion, pour dire que toutefois, voilà ce qui a changé. Pour l'Etat,

les services publics et les projets d'autorité publique, cette autorisation administrative obligatoire est accordée par le Ministre chargé des législatures. C'est pour ces cas là. Mais, pour toutes les autres constructions, la responsabilité incombe à la commune. Je pense que sur ce plan, il faut qu'on soit clair. On n'a pas retiré l'autorisation pour le Maire. Le travail est en amont pour les services de l'Etat. Et, vous savez aussi que dans nos communes, nos communes d'arrondissement, nos villes, nous n'avons pas les compétences requises pour faire cela.

Aujourd'hui on parle de quoi ? D'inondations ? Où est la responsabilité de ceux qui avaient le permis de lotissement, de ceux qui avaient fait preuve d'incompétence et de manque de sérieux qui ont prévalu dans ces communes et qui ont permis effectivement de prendre certaines dispositions. Je suis désolé pour Madame le Maire dont je connais bien la compétence, l'engagement politique ; ce n'est pas parce que vous êtes devant moi, à chaque fois que vous prenez la décision de faire quelque chose, vous y allez avec tout ce que vous avez de plus profond. Mais aujourd'hui, il est normal, à partir des conséquences qu'il y a eu, de prendre des dispositions.

Maintenant, Monsieur le Ministre d'Etat, est-ce que l'Etat dans ces conditions va payer des redevances lui-même, à l'autorité locale ? La question se pose. A partir de ce moment, il faut se demander quel est le manque à gagner de la Commune. C'est la question qu'il faut se poser. Mais, il ne faut pas dire : « Je ne fais pas ceci. » Ce n'est pas un marchandage. A partir de ce moment, Monsieur le Ministre d'Etat, il est important, pour pouvoir aujourd'hui donner, de transférer d'abord les moyens techniques et les moyens financiers, voir comment il faudrait faire pour résorber ce manque à gagner pour les Communes. Voilà la vraie question qu'il faut se poser et c'est en cela qu'on attend Monsieur le Ministre d'Etat.

Monsieur le Ministre d'Etat, pourquoi dans vos textes vous parlez de département ? Cette obligation s'impose aux services publics de l'Etat : départements, communes et aux personnes privées, pourquoi vous parlez ici de département ? Qu'est-ce que vous entendez par département ? Est-ce que vous assimilez le département à une collectivité locale ? Je pense, sur ce plan, que si vous le faites, il y a une mauvaise écriture du texte et qu' il s'est agi simplement de « copier-

coller », sinon de faire référence à des pays comme la France, dans ce cas précis, où effectivement le département correspond au Conseil régional ; et, je ne pense pas que, à ce niveau de responsabilité, vous puissiez faire cela.

Monsieur le Président, je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

La liste des orateurs étant épuisée, Monsieur le Ministre d'Etat vous avez la parole.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Merci, Monsieur le Président.

Le Président Doudou Wade a raison ; ce qui s'est passé, c'est que l'opposition a commencé à parler de ce texte sans connaître le contenu. Dans les radios, partout on a dit que le Gouvernement veut modifier cet aspect des choses, que maintenant les permis de construire ne seront plus délivrés par les Maires mais par l'Etat à travers le Ministère chargé de l'urbanisme. Ce qui est absolument faux et le Président Doudou Wade l'a rappelé tout à l'heure. Ce sont les Maires des villes, les Maires des communes, qui délivrent les autorisations de construire, c'est déjà la loi que vous avez votée en août 2008, c'était même les anciennes dispositions puisque c'est la loi portant Code des Collectivités locales. Donc cela ne change rien. Ce qui change et c'est vrai, c'est que maintenant pour ses projets on se demande si l'Etat va courir derrière les Maires pour leur dire approuvez, alors que ce sont les services de l'Urbanisme qui quand même étudient le permis de construire.

Maintenant, l'Etat qui a ces projets, le Président qui a son projet va demander au Maire de lui signer ce permis ? Mais cela n'a pas de sens, c'est pourquoi on modifie la loi, on dit que pour les projets de l'Etat, il faut que le Ministère chargé de l'urbanisme les signent. Peut-être qu'il y a parmi vous des Maires, ou d'anciens Maires qui ont déjà eu à signer

un permis de construire pour l'Etat. Non ! Personne n'en a jamais signé, jusqu'à présent. L'Etat ne déposait même pas de demande de permis de construire ; avec la loi nous voulons imposer à l'Etat de déposer des permis de construire. C'est un changement important dans la loi que nous avons votée en 2008. Maintenant, l'Etat va déposer son autorisation de construire, comme les citoyens, avant de commencer ces travaux. Qu'on permette à l'Etat de construire après avoir obtenu son permis de construire qui sera conforme au Plan directeur de l'urbanisme ! Que l'Etat puisse quand même réaliser son projet sans attendre la signature du Maire. Il n'y a que cet élément, on ajouté qu'une phrase dans le texte. On a seulement ajouté une phrase, on a dit « pour les projets de l'Etat, le permis est accordé par le Ministère de l'urbanisme » c'est tout. On a ajouté que cette phrase, le reste est sans changement.

Toutefois, on peut comparer. Il y en a qui disent que c'est parce qu'on a perdu des Collectivités locales ou autre. Vous savez, tout le monde parle, mais même si on se réfère au Code français, ce dernier dit exactement la même chose, on y dit que ce sont les maires qui délivrent. Ensuite, on dit que, je lis l'article L422 donc du Code de l'urbanisme de la France, « Par exception, l'autorité administrative de l'Etat est compétente pour se prononcer sur un projet portant sur les travaux, constructions et installations réalisées pour le compte d'Etats étrangers ou organismes internationaux, les constructions de l'Etat, les établissements publics et concessionnaires », donc l'Etat Français dit la même chose, il ajoute les logement aussi et il y a des dérogations, c'est l'Etat qui va signer pour les logements construits par des sociétés de construction dans lesquelles il détient la majorité du capital, cela nous ne le disons même pas.

Et l'Etat français va plus loin en disant que c'est l'Etat qui décide s'il y a une contradiction entre l'inspection, c'est-à-dire entre le service de l'urbanisme qui instruit et le maire. Nous ne disons pas cela, donc on est vraiment en avance par rapport à une loi comme celle du Code de l'urbanisme en France et maintenant le problème c'est qui parle le premier dans ce pays ? Les gens ont pris les radios, la loi n'est pas encore passée devant l'Assemblée, nous ne pouvons pas communiquer, vous ne l'avez pas encore votée, ce n'est pas encore une loi, mais, ils

parient, ils parlent, ils ne connaissent même pas le contenu. Je regrette vraiment, c'est triste pour la démocratie sénégalaise, parce que les gens parlent, mais ils ne savent rien de cette loi, ils ne savent absolument rien et ils vous induisent en erreur. Vous avez entendu à la radio « l'Etat du Sénégal change la loi, le permis de construire qui était délivré par les maires maintenant c'est l'Etat qui le signe directement », c'est honteux pour une démocratie, vraiment j'ai écouté les uns et les autres, c'est honteux de travestir comme cela la réalité.

Ensuite, j'ai dit qu'on est allé plus loin, je le disais au maire de Dakar l'autre jour, on est allé plus loin ce qui est plus important d'ailleurs pour les maires, je le disais, ce sont les autorisations de lotir. Lisez le Code des collectivités locales, mais cela vous l'avez déjà voté en août 2008. Quand on lit le Code des collectivités locales, sur la partie législative on a cité l'autorisation de lotir, mais sur la partie réglementaire on ne l'a pas citée, on l'a enlevée comme si c'est le maire qui n'avait pas, en fait, l'autorisation, ce qui faisait qu'il y avait des maires qui signaient des autorisations de lotir et d'autres qui ne le faisaient pas parce que c'est l'Etat qui le faisait, donc il y avait cette confusion-là et pour le moment, nous avons dit, en août 2008, que les autorisations de lotir sont maintenant les affaires de l'Etat, c'est clair parce qu'il y avait une confusion, certains maires d'arrondissement le faisaient, des maires de villes le faisaient.

Chacun faisait ces autorisations de lotir comme il voulait et nous avons dit maintenant vraiment que l'Etat prenne cela pour réglementer cette situation, mais là, vous l'avez voté, c'est vous qui étiez les principaux maires et vous avez accepté cela. Si on avait dit cela aujourd'hui, on allait interpréter que c'est parce que nous sommes minoritaire dans les Collectivités locales, mais là c'est vous qui l'aviez voté, c'est vous qui étiez les principaux maires, vous avez accepté cela. Mais concernant cette loi, vraiment, il y a juste cette phrase, cette modification. Maintenant, pour les projets de l'Etat, il faut des permis de construire, mais ces permis ne passent pas forcément par le maire et dans l'amendement lors des discussion en commission, vous avez dit : « Quand le Ministre de l'urbanisme le signe, il est obligé d'informer le maire, même pour les projets de l'Etat » donc quand on signe, on est obligé d'informer le maire, pour qu'il ait une visibilité sur les projets qui se

déroulent dans sa localité. Je pense que c'est plus simple et tout le monde comprend que dans un Etat souverain, on ne peut pas demander au Président de la République d'aller devant un Maire pour avoir un permis de construire ; cela n'importe qui le comprend. Des Etats comme les nôtres, qui sont un peu sur le modèle français doivent le comprendre, c'est un minimum, c'est pour cela que je me suis permis de vous lire le Code français. Le Code français est encore beaucoup plus draconien sur ces aspects concernant l'Etat. Vous l'avez lu, eux, ils disent que lorsqu'il y a une contradiction entre l'Urbanisme et le Maire, c'est le Préfet qui décide. Ensuite, ils précisent bien que pour tout ce qui est par exemple SICAP, HLM, ce n'est pas au Maire de décider, nous ne l'avons pas dit. Et, ils ajoutent que là où l'Etat est majoritaire, c'est à l'Etat de décider, nous ne l'avons pas dit.

Donc, de ce point de vue-là, nous sommes plus démocratiques qu'un Etat comme la France, en tout cas si on se réfère à notre Code de l'Urbanisme. C'est cela le sens de la discussion que nous devons avoir sur ce Code de l'urbanisme, sur la modification de l'article L68. Il n'y a que cela, cette unique phrase que nous avons ajoutée : pour les projets de l'Etat, il faut d'abord déposer une demande d'autorisation de construire, mais cette autorisation de construire des projets de l'Etat, c'est le service chargé de l'urbanisme qui va les signer. Il n'y a que cela qui a été ajouté. Ni plus, ni moins.

Maintenant, il y a beaucoup de questions qui ont été posées concernant la nécessité de légiférer sur le littoral. En France, par exemple, il y a un Code du littoral. Qu'on essaie de regarder ces questions-là autrement ! Qu'on essaie de légiférer parce que dans le Code de l'Urbanisme, il n'y a pas le Code du littoral. Il y a beaucoup d'aspects qui ont été posés par les uns et les autres, je pense que nous répondrons plus tard sur ces questions-là. Mais, sur les questions concernant la modification du Code, voilà les réponses que je voulais apporter, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Monsieur le Ministre d'Etat.

Des collègues voudraient-ils reprendre la parole ?

Voici la liste des Collègues qui souhaitent reprendre la parole :

El Hadji Malick Diop

Amadou Dia

Aïssatou Mbodj

Doudou Wade

Je donne la parole à notre Collègue El Hadj Malick Diop.

MONSIEUR EL HADJ MALICK DIOP

Merci.

Moi, j'ai toujours dit à nos Collègues Maires qui nous ont saisi en tant qu'Association des Maires, j'ai par devers moi une cinquantaine de lettres des maires, même des maires de notre coalition, et, Monsieur le Ministre d'Etat, nous sommes majoritaires au niveau de l'Association des Maires. Nous sommes majoritaires aussi au niveau des Communautés rurales et des régions donc, sur ce plan-là, il n'y a aucun problème. Mais, ce que nous perdons à mon sens, c'est la crédibilité, parce que, aujourd'hui, je ne peux pas assister à une assemblée générale où le Président de la République lui-même dit que la Collectivité locale est la porte d'entrée de tous les projets, si j'ai bien compris, et ensuite venir demander. Comme vous l'avez dit, dans ma première mandature, je n'ai jamais reçu de demande d'autorisation de l'Etat, mais quelque part c'est l'Etat qui autorise l'Etat.

J'aurais préféré qu'on laisse la situation telle qu'elle était avant, mais dès l'instant que l'Etat cherche à être autorisé, je ne pense pas que l'Etat puisse autoriser l'Etat à faire. Mais, qu'on nous autorise nous, même si quelque part nous mettons notre quitus après consultation des services techniques de l'Etat, cela revient au même. Je pense que la gêne se trouve à ce niveau et, Monsieur le Ministre d'Etat, c'est sûr que cette modification va être adoptée. Mais, au sortir de cette salle, il faudra tenir un point de presse, informer. C'est vrai que l'opposition a occupé la radio avant l'examen de cette loi, mais pourquoi ils ont eu accès à cela ? Comment se fait-il qu'ils ont eu l'information ? Je pense que c'est une foulditude de questions qui arrivent et aujourd'hui, Monsieur le Ministre d'Etat, vous avez obligation de tenir un point de presse, une conférence

de presse pour expliciter en français, en toucouleur, en wolof pour que les gens comprennent.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Amadou Dia.

MONSIEUR AMADOU DIA

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre, je crois peut-être que c'est un oubli, je réitère ma question par rapport au terrain Monassa, j'aurais aimé avoir des précisions surtout que les occupants viennent de recevoir une sommation. J'attends la réponse.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Aïssatou Mbodj.

MADAME AÏSSATOU MBODJ

Merci, Monsieur le Président.

Merci, Monsieur le Ministre d'Etat, pour les explications.

Monsieur le Ministre d'Etat, vous nous donnez davantage de raisons, nous exerçons un pouvoir local dérivé du pouvoir central, avec à l'appui 9 domaines de compétences que vous avez bien voulu nous transférer. C'est donc une frustration de ne pas pouvoir participer, ne serait-ce que par une signature à cette ambition de l'Etat d'embellir notre territoire communal. Donnez-nous cette occasion au moins d'entrer dans l'histoire ! Je comprends ce que vous dites, vous et moi étions en train de construire des CEDAF, j'en ai construit énormément en tant que

Ministre de la Femme, je ne pouvais pas en construire à Bambey, parce que comme on dit en wolof ... **(Passage en wolof)**, j'avais l'argent, j'avais tout, mais ... **(Passage en wolof)**..., pour des raisons politiques on me refusait un terrain pour construire, alors que j'en construisais avec vous partout au Sénégal. Donc, je vous comprends, mais pour cette autorisation, les collègues Maires l'ont dit, à aucun moment, on ne peut dire que les maires faisaient traîner les projets de l'Etat. Pour un Maire c'est se tuer, je dis qu'un Maire n'a pas besoin de faire campagne, il n'a qu'à présenter un bilan, s'il en a. Je pense que c'est à ce propos et je persiste pour dire que ce serait de la frustration que l'Etat présente un projet et qu'on vous dise que dans votre territoire communal les projets de l'Etat doivent aller très vite, que vous êtes les premiers à bénéficier des projets de l'Etat, et que vous les laissez traîner. Cela voudrait dire que c'est un Maire inconscient, mais les autres Maires, conscients du fait qu'ils ont besoin de ces projets de l'Etat, voudraient en tout cas participer et entrer, écrire en même temps que l'Etat, les belles pages de leur Commune.

Je vous remercie.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.

La parole est à notre collègue Doudou Wade.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Je vous remercie.

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Mes chers Collègues,

Monsieur le Ministre d'Etat, je vous remercie de vos réponses, sauf qu'il y en a une qui est encore en suspens. Qu'est-ce que vous entendez dans vos textes par « des départements » ?

Dans vos réponses, vous avez évoqué l'apport de mes collègues, notamment Madame Aïssatou Mbodj qui a eu à occuper des fonctions gouvernementales et qui avait construit des CEDAF avant 2009 ; sans doute avez-vous dû construire des CEDAF sans autorisation de construire. Alors sur la loi de 2008 maintenant, nous avons étudié tous ensemble qu'il y avait une nécessité absolue compte tenu de la situation qui a prévalu ces dernières années dans la construction et tout ce qui s'est passé, tous les immeubles qui ont créé des incidents extraordinaires, des morts d'hommes. Il était intéressant même pour l'Etat, même pour Madame le Ministre, qui a construit des CEDAF un peu partout pour les femmes, que cette autorisation soit une obligation de fait, cela je pense qu'il faut le saluer.

Deuxième problème, est-ce que quand vous avez des projets aussi importants que les maisons de la femme, que les CEDAF et autres, il faut se réfugier derrière la situation qui a prévalu pour courir derrière un Maire pendant des mois et des mois ? Parce que la situation, c'est quoi ? Deux mois ou trois mois après, en conformité avec les délais qui sont requis, si vous ne répondez pas, cette absence de réponse vaut une autorisation, et voilà le danger. Alors pour ne pas en arriver là, et j'ai été content que le Ministre soit allé plus loin, on ne vous a pas soutiré les autorisations construites de l'international, quand l'UNESCO ou autre veut construire, c'est pour vous, quand les privés veulent construire, c'est pour vous, les HLM, c'est pour vous, la SICAP, c'est pour vous. Je pense que la question aujourd'hui, c'est d'évaluer le manquement sur le plan financier, sur le plan budgétaire compte tenu de vos aspirations et des aspirations des populations, pour que l'Etat puisse se substituer à cela en vous donnant cet apport, sans que vous ayez à exercer une quelconque activité, je pense que c'est cela la question fondamentale.

Monsieur le Ministre d'Etat, est-ce qu'il est possible d'évaluer le manque à gagner budgétaire des communes, je dis bien des communes, pour le faire ? Et ensuite, il ne faut pas oublier, très chers amis, que certains de nos collègues qui ont été maires de commune d'arrondissement sont partis en prison pour n'avoir pas respecté la loi et pourtant des collègues, comme le député Moussa Sy, sur cette tribune, plus de mille fois ont attiré l'attention des parlementaires.

cela ne se passe ainsi. Mais, ce n'est pas du jour au lendemain qu'on interdit toutes les constructions, il faut le faire étape par étape. Maintenant, je ne suis pas au courant des taxes que les privés paient pour les autorisations de construire. Je ne pense pas qu'il y en ait. Mais, pour les projets de l'Etat, pour le moment, il n'y a pas de perte financière de toutes les façons, puisque ce sont des projets pour lesquels on ne déposait même pas de demande de permis de construire. Maintenant, on peut évaluer et voir comment éventuellement donner des compensations pour cela. Mais, aujourd'hui, il n'y a aucune perte, puisque l'Etat ne l'a jamais fait.

Et ensuite, cela complique les choses, c'est-à-dire, Aïssatou Mbodj a un peu raison et en même temps elle a tort, parce que son CEDAF à Bambey, même si elle avait eu le terrain, c'est un projet de l'Etat, il aurait fallu quand même le réaliser. Même si elle avait eu le terrain, elle n'aurait jamais eu le permis de construire. Et, à ce moment là, l'autre personne pourrait carrément détruire ses constructions. Mais, je pense que pour les projets de l'Etat, il faut bien comprendre, il faudra qu'on puisse réaliser les projets de l'Etat.

Je pense qu'on se comprend à demi-mot sur certaines questions, donc il faut bien qu'on réalise. Ensuite, comme je l'ai dit on est en deçà de ce que fait la France. Et la France est beaucoup plus avancée sur les questions de décentralisation que le Sénégal, avec des pouvoirs colossaux qui sont donnés aux conseils généraux, aux conseils régionaux, même aux communes, cela n'a rien à voir avec nous. Mais malgré cela, la France gère quand même ses projets d'Etat et ne donne pas aux mairies l'autorisation pour ces projets.

Il y a des questions particulières, comme le terrain de Hann.

L'honorable député Amadou Dia, nous a posé cette question, nous avons même pris toutes les informations utiles en relation avec les services de l'Urbanisme, les services du cadastre. On essaie de régler cette question. Comme vous l'avez dit, cela n'a pas été validé, il a été déposé à Dakar mais, n'a jamais été validé jusqu'à présent.

Le terrain est privé, il y a eu un projet pour la construction et l'aménagement et on demande le déplacement des populations. Le privé dit déjà que son terrain coûte, avec les aménagements qu'il a pu faire,

1,400 milliards. Il y a quand même certains problèmes qui sont posés, je pense que vous viendrez nous voir en relation avec nos services : le service de l'urbanisme et la Fondation Droit à la ville pour qu'on vous donne quand même les informations complémentaires. Nous sommes en train de veiller aussi à cela, pour qu'il y ait le calme dans la cité et nous essayons de régler au mieux le cas. Il faut en tout cas régler ce problème -là et nous sommes en train de voir comment nous pouvons le faire. C'est pourquoi je ne pouvais pas donner de réponse ferme sur cette question- là. On est en train vraiment de l'étudier et vous pouvez venir voir nos différents services pour en savoir un peu plus sur l'état exact de ce dossier. Voilà, je pense que c'est l'essentiel des questions qui m'ont été posées.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci, Monsieur le Ministre d'Etat.

Y a-t-il des Collègues qui veulent reprendre la parole une dernière fois ? D'accord, donc la discussion générale est close.

Nous passons à l'examen des articles du texte de loi.

Monsieur le Rapporteur, vous avez la parole.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR

Article premier.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Notre Collègue Abdoulaye SENE a un amendement à proposer.

Vous avez la parole.

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Merci bien, Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Je m'excuse de revenir sur quelque chose qui a peut-être fait l'objet d'un premier échange, mais je voudrais vous inviter, Monsieur le Ministre d'Etat, à une lecture croisée de l'alinéa n°3 de l'article premier, je devrais même dire des alinéas 2 et 3 et l'article L 2 du Code de la construction, le texte est identique à peu de chose près. Et c'est justement ce quelque chose près qui reflète clairement le problème de confusion qu'il y a. Si vous lisez le texte que nous avons, il y était dit, je suis en train de relire l'article L2 et vous pouvez vous référer effectivement à l'article premier qui est en cours de modification : « Nul ne peut entreprendre, sans autorisation administrative, une construction de quelle que nature que ce soit ou apporter des modifications à des constructions existantes sur le territoire des communes ainsi que dans les agglomérations désignées par arrêté du Ministre chargé de l'Urbanisme. » Jusqu'à présent tout est identique. La phrase qui suit : « Cette obligation s'impose aux services publics et concessionnaires de services publics de l'Etat, aux communes, comme aux personnes privées », c'est la lecture de l'article L2.

Si, maintenant, vous allez à l'équivalent de l'article qui est en cours de modification, vous verrez que cette obligation s'impose aux services publics et concessionnaires de services publics de l'Etat des départements et communes, comme aux personnes privées. Il apparaît clairement que c'est « aux Communes qui auraient dû être dit, au lieu de « aux départements » et effectivement, il n'y a aucune gêne. Nous sommes de vieux fonctionnaires, en travaillant, on s'inspire de ce que d'autres ont fait. Il est clair ici que: ce n'est pas le service des départements. On a plutôt par erreur injectée à l'intérieur les départements dans le sens d'une collectivité locale. Cela me ramène à quoi ? Si c'était des départements, cela poserait un problème, parce que les départements ministériels, ils sont déjà dans les concessionnaires des services publics de l'Etat. Je pense, Monsieur le Ministre d'Etat, que vraiment dans cette affaire, pour simplifier le problème, on peut supprimer « des départements et communes » et le remplacer par : aux Collectivités locales comme aux personnes privées. Je ne vais pas insister, outre mesure, mais je pense que du point de vue de la

rédaction, cela reflèterait mieux la réalité, c'est laisser à l'appréciation de Monsieur le Ministre d'Etat et du Collègue.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Merci.

Y a-t-il un orateur d'opinion contraire ?

Doudou WADE.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Je vous remercie, Monsieur le Président et je me pose la question bien que vous n'avez pas droit au débat, nous n'avons pas accepté la même proposition des réactions de tout à l'heure, parce que j'ai beaucoup discuté avec mon collègue Abdoulaye Sène, très averti de ces questions et très soucieux des problèmes des Collectivités locales. Monsieur le Ministre d'Etat, je vous ai posé aussi la question de savoir pourquoi « les départements » ? Je pense que le Ministre a donné comme réponse qu'il s'agit ici de dire que ces obligations s'imposent autant aux services de l'Etat qu'aux services des départements et aux services des communes. Et que, nous n'en sommes pas aujourd'hui encore à une situation où, il faut mettre dans cette obligation les Communautés rurales. C'est la réponse que j'ai eue. Maintenant, il appartient, je pense que dans ce cas, il est préférable qu'on garde le texte comme tel, parce que les débats en plénière permettent aussi l'explication de la loi, mais je pense qu'on peut laisser le texte comme tel. A moins que le Gouvernement qui a, selon notre Règlement intérieur, la possibilité de modifier son texte à n'importe quel moment ne veuille le faire. Maintenant, c'est de la responsabilité de Monsieur le Ministre d'Etat. Je vous remercie, Monsieur le Ministre.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur le Ministre d'Etat, est-ce que ce n'est pas plus simple ?

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT

Moi-même, mon problème ce n'est pas exactement cela. Mon problème c'est que là on a parlé de Commune, on n'a pas parlé des agglomérations qui sont dans l'arrêté. Je vous ai dit qu'il y a des

agglomérations qui sont dans l'arrêté. Avec le permis, l'autorisation de construire n'est exigée que pour les Communes. Je l'ai dit dès le départ. En plus, il y a certaines Collectivités locales qui sont inscrites dans un arrêté particulier et on voulait modifier l'arrêté, je pense que c'était pour Yenne. Les gens n'ont pas voulu respecter les demandes de permis de construire en disant que ce n'est pas prévu dans la loi, donc ce sont ces agglomérations là qu'on ajoute indépendamment des communes. Il y a des agglomérations qui sont à côté des communes, qui, si ce sont des communautés rurales, ont à la limite les mêmes prérogatives que les communes qu'on ajoute dans cet arrêté. Mais, je ne pense pas qu'on doit ajouter collectivités locales car, à ce moment, on va imposer un permis de construire à chaque construction dans les communautés rurales et cela nous ne l'avons pas envisagé. Nous avons envisagé les autorisations de construire pour les communes et les agglomérations contenues dans un arrêté. C'est cela l'esprit dans ce sens, mieux vaut maintenir la rédaction actuelle.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur le Ministre d'Etat, si je puis me permettre, on a déjà adopté l'alinéa qu'il a lu, déjà adopté. Sur la loi que nous venons d'adopter, cette obligation s'impose aux services publics, ce qu'on a adopté dans l'article L2.

Cette obligation s'impose aux services publics et concessionnaires de l'Etat, aux communes, comme aux personnes privées, c'est cela que nous avons déjà adopté, on ne peut plus revenir là-dessus. Ce qui change sur l'alinéa qu'on est en train de discuter, la seule chose qui change par rapport à cet alinéa de l'article L2 c'est « départements ». Au lieu de dire : « cette obligation s'impose aux services publics et concessionnaires de services publics de l'Etat » dans l'article qu'on va adopter on va dire : aux communes comme aux personnes privées. Vous avez ajouté des départements. Est-ce que, quand on dit « services publics de l'Etat » cela n'inclut pas forcément, même si on parle de services publics évidemment, les services des départements et dans ce cas, au lieu de nous fatiguer, comme on a déjà adopté le titre, on reprend le même alinéa ici. On reprend le même alinéa, on enlève département et puis on est conforme à ce qu'on a déjà fait ainsi, il n'y

aura pas de problème. On est d'accord. Je sais, comme le dit Doudou Wade, que je n'ai pas le droit de faire des amendements et je n'en ai pas fait.

MONSIEUR DOUDOU WADE

Monsieur le Président, vous dites qu'il faut enlever, on a ajouté départements seulement. Non ! La loi de 2008 a prévu et dit les départements : je lis « cette obligation s'impose aux services publics et concessionnaires des services publics de l'Etat, des départements et communes comme aux personnes privées ». La loi de 2008, chapitre 2, autorisation de construire article 68, le dit précisément. Donc, il ne faut pas qu'on fasse la confusion. La disposition existe, elle est en vigueur à la date d'aujourd'hui.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Allez-y parce que j'ai bien le texte devant les yeux, mais allez-y !

MONSIEUR ABDOULAYE SENE

Monsieur le Président, je pense que nous devons prendre quelques secondes pour nous écouter quand on parle, sinon on ne se comprendra pas. Non, attendez ! Ce n'est pas une question de territoire, encore une fois, on a dit que les entités qui veulent construire sont assujetties à une autorisation, ce sont des entités, quand on parle de communes ici, on ne parle pas de territoire, on parle d'entités administratives, de collectivités locales, relisons-nous tranquillement, il y a assez de techniciens derrière vous et je serais étonné qu'ils ne puissent pas avoir vraiment compris exactement ce que l'on a voulu expliquer là-dessus. Mais, Monsieur le Président, vous avez raison, si on devait voter les deux choses, je crois que, aujourd'hui, il faut que nous soyons cohérents ; on enlève département, on est conforme à ce qu'on a déjà fait et on a le temps d'organiser.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je mets aux voix l'article 2.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption ?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption ?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'article 2 est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble du texte.

Quels sont ceux qui sont pour son adoption ?

Quels sont ceux qui sont contre son adoption ?

Quels sont ceux qui s'abstiennent ?

L'Assemblée a adopté.

Monsieur le Ministre d'Etat, je vous remercie et vous félicite.

-3-

FIN DE LA SEANCE

Nous sommes arrivés à la fin de notre séance.

Mes Chers Collègues, l'ordre du jour étant épuisé, je propose à l'Assemblée de lever la séance et de reprendre nos travaux, demain jeudi 18 juin à 15h 30 pour examiner le projet de loi 10/2009 portant modification de la loi 84-09 du 04 janvier 1984 complétée par la loi 87-30 du 28 décembre 1987 relative à l'ordre des avocats.

Il y a des observations ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée.